



angers Loire métropole
communauté urbaine

CONSEIL DE COMMUNAUTÉ

SÉANCE DU 8 DECEMBRE 2025

PROCÈS VERBAL

SOMMAIRE

N°	DOSSIERS EN EXERGUE	PAGES
	TRANSITION ÉCOLOGIQUE Énergie	
1	Plan solaire Angers Loire Métropole 2025-2050 - DEL-2025-307	9
	TRANSITION ÉCOLOGIQUE Déchets	
2	Prévention et gestion des déchets ménagers et assimilés - Rapport 2024 sur le prix et la qualité du service - DEL-2025-308	13
	TRANSITION ÉCOLOGIQUE Cycle de l'eau	
3	Eau et Assainissement - Rapport 2024 sur le prix et la qualité des services (RPQS) Eau potable et Assainissement des eaux usées - DEL-2025-309	19
N°	DOSSIERS	PAGES
	TRANSITION ÉCOLOGIQUE Énergie	
4	Réseaux de chaleur - Angers - Angers Rive Droite - Contrat de prestations intégrées - Alter services - Rapport annuel 2024 - DEL-2025-310	28
5	Réseaux de chaleur - Angers - Quartier Monplaisir - Contrat de prestations intégrées - Alter services - Rapport annuel 2024 - DEL-2025-311	29
6	Réseaux de chaleur - Angers - Quartier Roseraie - Contrat de prestations intégrées - Alter services - Rapport annuel 2024 - DEL-2025-312	30
7	Réseaux de chaleur - Écouflant - Contrat de prestations intégrées - Alter services - Rapport annuel 2024 - DEL-2025-313	31
8	Centrale solaire photovoltaïque - SAS Anjou Territoire solaire - Aéroport Angers Loire - Parking visiteurs - Fixation du montant de la redevance d'occupation temporaire du domaine public - DEL-2025-314	34

	TRANSITION ÉCOLOGIQUE Mobilités - Déplacements	
9	Transport collectif - Région Pays de la Loire - Convention de transfert des services non urbains de transports scolaires - Avenant 1 - DEL-2025-315	36
	TRANSITION ÉCOLOGIQUE Déchets	
10	Prestations effectuées par la direction Cycle des déchets - Tarifs 2026 - DEL-2025-316	38
11	Service parc automobile - Marché public - Acquisition de bennes à ordures à collecte latérale - DEL-2025-317	39
	TRANSITION ÉCOLOGIQUE Cycle de l'eau	
12	Eau - Pose d'une conduite de diamètre 800mm entre l'usine de production d'eau potable aux Ponts-de-Cé et la rue Villesicard à Angers - Marché de travaux - Autorisation de signature - DEL-2025-318	40
13	Eau et Assainissement - Redevances de l'Agence de l'eau Loire-Bretagne - Fixation du tarif du supplément de prix des redevances pour la performance des réseaux d'eau potable et des systèmes d'assainissement collectif pour l'année 2026 - DEL-2025-319	42
14	Eau, Assainissement et Eaux pluviales - Travaux de renouvellement, réhabilitation et extension de réseaux pour les années 2026 à 2029 - Accord cadre à bons de commande - Lancement de la consultation et autorisation de signature des marchés - DEL-2025-320	45
15	Assainissement non collectif - Aides à la réhabilitation des installations d'assainissement non collectif non conformes - Re conduite du dispositif - DEL-2025-321	47
16	Eau et Assainissement - Angers - Transfert en gestion des biens meubles et immeubles - Avenant n°17 à la convention du 27 mars 1981 - DEL-2025-322	49
17	Eau et Assainissement - Rives-du-Loir-en-Anjou - Transfert en gestion des biens meubles et immeubles - Avenant n°1 à la convention du 30 décembre 1999 avec la commune déléguée de Villevêque - DEL-2025-323	50
18	Gemapi (gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations) - Établissement public Loire - CC Loire Layon Aubance - Convention d'investissement relative au système d'endiguement du Petit Louet 2025-2028 - DEL-2025-324	51

	DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE Développement économique	
19	SPL Aldev - Convention de prestations intégrées « Action économique, enseignement supérieur, recherche et emploi » - Avenant n° 2 - DEL-2025-325	53
20	SPL Aldev - Convention de prestations intégrées « Commercialisation, gestion immobilière et foncière du parc économique immobilier » - Avenant n° 2 - DEL-2025-326	55
	AMENAGEMENT DU TERRITOIRE Parcs, jardins et paysages	
21	Parc de loisirs du lac de Maine - Tarifs pour le stationnement d'embarcations sur le parc de loisirs du lac de Maine - DEL-2025-327	57
	Urbanisme et aménagement urbain	
22	Parc de loisirs du lac de Maine - Schéma directeur - Aménagement du parc secteur prioritaire - Attribution du marché de travaux - DEL-2025-328	58
23	Angers Coeur de Maine - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Saint-Serge Faubourg Actif - Demande d'ouverture conjointe des enquêtes d'utilité publique et parcellaire - DEL-2025-329	60
24	Rives Vivantes - Promenade de Reculée - Versement d'un fonds de concours à la Ville d'Angers - DEL-2025-330	63
	Habitat et Logement	
25	Délégation des aides à la pierre (2022-2027) - Exercice 2025 - Avenants de fin de gestion n°9 à la convention générale et n°8 à la convention pour la gestion des aides à l'habitat privé (Anah) - DEL-2025-331	65
26	Programme local de l'habitat - Amélioration de l'habitat privé - Pacte territorial France Rénov' - Convention "volet accompagnement pour l'amélioration de l'habitat insalubre" - DEL-2025-332	68
27	Programme local de l'habitat - Amélioration de l'habitat privé - Dispositif d'aides aux travaux de rénovation - DEL-2025-333	69

28	Politique de l'habitat - Soutien à la production et à la réhabilitation de logements participant à l'équilibre social de l'habitat - Garanties d'emprunts par Angers Loire Métropole - Dispositif rénové - Principes - DEL-2025-334	73
	Urbanisme et aménagement urbain	
29	Agence d'urbanisme de la région angevine (Aura) - Convention cadre triennale 2024-2026 - Avenant n°2 - DEL-2025-335	76
	Voirie et espaces publics	
30	Éclairage public - Interventions du Syndicat intercommunal d'énergies de Maine-et-Loire (Sieml) – Avenant n°1 à la convention-cadre relative à l'éclairage public - DEL-2025-336	78
31	Éclairage public - Opérations d'extension - Participations financières d'Angers Loire Métropole et du Sieml - Conventions particulières - Appel de fonds de concours auprès des communes - DEL-2025-337	80
32	Projet Territoire intelligent - Syndicat intercommunal d'énergies de Maine-et-Loire (Sieml) - Avenant à la convention de quasi-régie - DEL-2025-338	82
33	Tarifs de voirie 2026 - Prestations de voirie effectuées au bénéfice de tiers - DEL-2025-339	84
34	Chapeau de gendarme - Lidl - Mesure de protection des caddies - Exonération totale de la redevance d'occupation du domaine public - DEL-2025-340	85
35	Loire-Authion - Etudes sur l'opportunité et la faisabilité de la réalisation d'une voie de desserte du futur Ephad à Andard - Alter public - Contrat de mandat d'études - DEL-2025-341	87
36	Aménagement de la place de la Mairie à Verrières-en-Anjou - Appel de fonds de concours - DEL-2025-342	89
	SOLIDARITÉS - CADRE DE VIE	
	Handicap et Accessibilité	
37	Commission communautaire pour l'accessibilité universelle - Rapport d'activité 2024 - DEL-2025-343	91
	PILOTAGE MUTUALISE DES POLITIQUES PUBLIQUES	
	Bâtiments et patrimoine communautaire	
38	Ancien site de la Banque de France - Travaux - Appel de fonds de concours auprès de la Ville d'Angers - DEL-2025-344	92

	PILFinances	
39	Société publique locale Angers Loire tourisme expo congrès (Altec) - Rapport annuel 2024 - DEL-2025-345	94
40	Société publique locale Angers Loire Tourisme Expo Congrès (SPL Altec) - Contrat de prestations intégrées "office de tourisme et promotion touristique" - Rapport annuel 2024 - DEL-2025-346	95
41	Société publique locale Angers Loire Tourisme Expo Congrès (SPL Altec) - Contrat de prestations intégrées "Centre des congrès et parc des expositions" - Rapport annuel 2024 - DEL-2025-347	96
42	Société publique régionale des Pays de la Loire - Rapport annuel 2024 - DEL-2025-348	97
43	Société publique locale Anjou Tri Valor - Rapport annuel 2024 - DEL-2025-349	98
44	Société anonyme d'économie mixte Alter énergies - Rapport annuel 2024 - DEL-2025-350	99
45	Société publique locale Alter services - Rapport annuel 2024 - DEL-2025-351	100
46	Société anonyme d'économie mixte locale Alter cités - Rapport annuel 2024 - DEL-2025-352	101
47	Société publique locale Alter public - Rapport annuel 2024 - DEL-2025-353	102
48	Société de construction et de gestion de logements de la ville d'Angers (Soclova) - Rapport annuel 2024 - DEL-2025-354	103
49	Société publique locale Angers Loire développement (Aldev) - Rapport annuel 2024 - DEL-2025-355	104
50	Société par actions d'économie mixte Alter éco - Rapport annuel 2024 - DEL-2025-356	105
51	Société d'économie mixte pour l'exploitation du marché d'intérêt national du Val de Loire (Sominval) - Rapport annuel 2024 - DEL-2025-357	106

52	Délégation de service public - Marché d'intérêt national - Sominval (Société d'exploitation du marché d'intérêt national de val de Loire) - Rapport annuel 2024 - DEL-2025-358	113
53	Budget principal et budgets annexes - Section d'investissement - Mandatement des dépenses d'investissement sur l'exercice 2026 - DEL-2025-359	114
54	Exercice 2025 - Participations financières d'équilibre du budget principal aux budgets annexes et autres écritures comptables - Contributions des budgets annexes aux frais de structure - DEL-2025-360	116
55	Finances - Apurement des retenues de garantie sur marché - DEL-2025-361	118
56	Remise gracieuse exceptionnelle sur facture d'eau - Entreprise La Joyeuse Pépinière - DEL-2025-362	119
PILOTAGE MUTUALISE DES POLITIQUES PUBLIQUES		
Achat - Commande publique		
57	Marchés de services d'assurance - Groupement de commande avec la Ville d'Angers et le CCAS d'Angers - Avenant - DEL-2025-363	121
58	Marché d'acquisition de mobilier d'équipement des bureaux, bibliothèques, écoles, accueils de loisirs et crèches - Marché en centrale d'achat - DEL-2025-364	123
59	Location et maintenance des moyens d'impression - Marché en centrale d'achat - DEL-2025-365	125
Ressources humaines		
60	Comité d'action sociale - Régularisation du montant de la subvention annuelle - DEL-2025-366	127
61	Prestations de services au profit de tiers - Coûts horaires - période du 1er janvier 2026 au 31 décembre 2026 - Approbation - DEL-2025-367	129
Liste des décisions de la commission permanente		131
Liste des arrêtés		
Pris en vertu de l'article L. 5211-10 du code général des collectivités territoriales		136
Liste des marchés pris en application de la délégation du conseil au président		138

**CONSEIL DE COMMUNAUTE
ANGERS LOIRE METROPOLE
Séance du 08 décembre 2025**

L'an deux mille vingt-cinq le lundi huit décembre à 18 heures 15, le Conseil de communauté convoqué le 02 décembre 2025, s'est réuni à l'hôtel de communauté d'Angers Loire Métropole, salle du conseil, à Angers, sous la présidence de M. Christophe BECHU, président, assisté de Mme Roselyne BIENVENU, Mme Corinne BOUCHOUX, M. Jean-Charles PRONO, M. Yves GIDOIN, M. Roch BRANCOUR, Mme Véronique MAILLET, M. Jean-Louis DEMOIS, M. Jean-Paul PAVILLON, M. Dominique BREJEON, Mme Caroline HOUSSIN-SALVETAT, M. Lamine NAHAM, M. Franck POQUIN, Mme Constance NEBBULA (à partir de la DEL-2025-308), vice-présidents.

ETAIENT PRESENTS : M. Philippe ABELLARD, M. Yves AUREGAN, Mme Jeanne BEHRE-ROBINSON, Mme Hélène BERNUGAT, Mme Christine BLIN, M. Sébastien BODUSSEAU, M. William BOUCHER (jusqu'à la DEL-2025-314), M. Sébastien BOUSSION, M. Marc CAILLEAU, Mme Silvia CAMARA-TOMBINI, M. Patrick CHARTIER, M. Denis CHIMIER, Mme Edith CHOUTEAU (jusqu'à la DEL-2025-354), M. Benoît CHRISTIAN, Mme Marina CHUPIN, M. Benoît COCHET, Mme Hélène CRUYPENINCK, Mme Anita DAUVILLON (à partir de la DEL-2025-340), Mme Célia DIDIER, M. Ahmed EL BAHRI, Mme Mathilde FAVRE D'ANNE, M. Jérôme FOYER, M. Patrick GANNON, M. Jérémy GIRAULT (jusqu'à la DEL-2025-317), M. Bruno GOUA, Mme Corinne GROSSET, M. Francis GUTEAU (à partir de la DEL-2025-309), M. Jean HALLIGON, Mme Marielle HAMARD, M. Arnaud HIE (jusqu'à la DEL-2025-351), Mme Lydie JACQUET, M. Grégoire JAUNEALT (à partir de la DEL-2025-310), M. Mickaël JOUSSET, M. Benjamin KIRSCHNER (jusqu'à la DEL-2025-348), M. Grégoire LAINÉ, Mme Christelle LARDEUX-COIFFARD (jusqu'à la DEL-2025-342), Mme Carine LE BRIS-VOINOT, Mme Sophie LEBEAUPIN, Mme Marie-Isabelle LEMIERRE, Mme Monique LEROY, Mme Nacira MEGHERBI, M. Jean-Pierre MIGNOT, M. Patrice NUNEZ, M. Stéphane PABRITZ, Mme Isabelle RAIMBAULT, M. Jean-François RAIMBAULT (jusqu'à la DEL-2025-344), M. Florian RAPIN, Mme Marie-France RENOU, M. Bruno RICHOU, Mme Claire SCHWEITZER, Mme Geneviève STALL, Mme Alima TAHIRI, M. Augustin VANBREMEERSCH, Mme Céline VERON, M. Laurent VIEU, M. Jean-Philippe VIGNER (jusqu'à la DEL-2025-355), M. Richard YVON (à partir de la DEL-2025-332)

ETAIENT EXCUSES : M. Benoit PILET, M. Robert BIAGI, Mme Christelle CAILLEUX, Mme Maryse CHRÉTIEN, M. Yves COLLIOT, Mme Sylviane DUARTE, M. Nicolas DUFETEL, Mme Karine ENGEL, Mme Caroline FEL, M. Vincent FEVRIER, M. Jean-François GARCIA, M. Eric GODIN, Mme Agnès GUEMAS-GALLARD, M. Anthony GUIDAULT, M. Jean-Pierre HÉBÉ, M. Maxence HENRY, M. Paul HEULIN, Mme Elsa RICHARD, M. Philippe VEYER

Les vice-présidents et les délégués dont les noms suivent ont donné à des collègues de leur choix, pouvoir écrit de voter en leur nom par application des dispositions de l'article L.2121-20 du code général des collectivités territoriales.

M. Benoit PILET a donné pouvoir à Mme Mathilde FAVRE D'ANNE
Mme Constance NEBBULA a donné pouvoir à M. Yves GIDOIN jusqu'à la DEL-2025-307
M. William BOUCHER a donné pouvoir à M. Benoît CHRISTIAN à partir de la DEL-2025-315
Mme Maryse CHRÉTIEN a donné pouvoir à M. Florian RAPIN
M. Yves COLLIOT a donné pouvoir à Mme Hélène BERNUGAT
Mme Anita DAUVILLON a donné pouvoir à Mme Hélène CRUYPENINCK jusqu'à la DEL-2025-339
M. Nicolas DUFETEL a donné pouvoir à Mme Jeanne BEHRE-ROBINSON
Mme Karine ENGEL a donné pouvoir à Mme Marina CHUPIN
Mme Caroline FEL a donné pouvoir à Mme Christelle LARDEUX-COIFFARD
M. Vincent FEVRIER a donné pouvoir à M. Patrick GANNON
M. Jérémy GIRAULT a donné pouvoir à M. Bruno RICHOU à partir de la DEL-2025-318
M. Eric GODIN a donné pouvoir à Mme Carine LE BRIS-VOINOT
Mme Agnès GUEMAS-GALLARD a donné pouvoir à M. Jean HALLIGON
M. Anthony GUIDAULT a donné pouvoir à M. Yves AUREGAN
M. Francis GUTEAU a donné pouvoir à Mme Sophie LEBEAUPIN jusqu'à la DEL-2025-308
M. Jean-Pierre HÉBÉ a donné pouvoir à M. Benoît COCHET
M. Maxence HENRY a donné pouvoir à M. Roch BRANCOUR
M. Paul HEULIN a donné pouvoir à M. Jérôme FOYER
M. Arnaud HIE a donné pouvoir à M. Lamine NAHAM à partir de la DEL-2025-352
M. Grégoire JAUNEALT a donné pouvoir à M. Jean-Charles PRONO jusqu'à la DEL-2025-309
Mme Christelle LARDEUX-COIFFARD a donné pouvoir à Mme Sophie LEBEAUPIN à partir de la DEL-2025-343
M. Jean-François RAIMBAULT a donné pouvoir à M. Jean-Louis DEMOIS à partir de la DEL-2025-345

Mme Elsa RICHARD a donné pouvoir à Mme Céline VERON
M. Philippe VEYER a donné pouvoir à M. Mickaël JOUSSET
M. Richard YVON a donné pouvoir à Mme Roselyne BIENVENU jusqu'à la DEL-2025-331

M. Patrice NUNEZ, conseiller communautaire, a été désigné en qualité de secrétaire de séance.

Le compte rendu de la séance a été affiché à la porte de l'hôtel de communauté le 09 décembre 2025. La captation audiovisuelle de la séance peut être consultée sur le site internet d'Angers Loire Métropole ainsi qu'au service des archives vivantes.

SECRÉTAIRE DE SÉANCE - DÉSIGNATION

A la suite de la proposition faite par Monsieur le président de désigner M. Patrice NUNEZ en qualité de secrétaire de séance, ce dernier est ainsi désigné.

Dossier N° 1

Délibération n°: DEL-2025-307

TRANSITION ÉCOLOGIQUE - ÉNERGIE

Plan solaire Angers Loire Métropole 2025-2050

Rapporteur : Corinne BOUCHOUX

EXPOSE

Dans le cadre de sa politique de transition énergétique, Angers Loire Métropole souhaite accélérer le développement des énergies renouvelables et, en particulier, le déploiement d'installations solaires photovoltaïques sur le territoire.

Les projets les plus connus et récents sont essentiellement des centrales solaires au sol : celle de la petite vicomté aux Ponts-de-Cé, sur 11 ha, produisant l'équivalent de la consommation électrique hors chauffage de 4 000 foyers, ou encore celle de la station d'épuration de la Baumette, inaugurée en 2024. Quant aux ombrières photovoltaïques, plusieurs projets ont vu le jour, notamment sur le parking relais de Belle-Beille et au dépôt de bus Irigo à Saint-Barthélemy-d'Anjou.

Ces équipements constituent des « vitrines » de production d'électricité solaire et de nombreux autres projets sont à l'étude. Mais la dynamique doit encore être renforcée.

En effet, les travaux menés sur les zones d'accélération des énergies renouvelables par Angers Loire Métropole et ses 29 communes ont montré que le gisement solaire photovoltaïque constituait une source potentielle majeure d'énergie renouvelable électrique, avec un productible potentiel de 1 292 GWh sur 1 093 zones, affinés depuis à 900 GWh (après réalisation de travaux plus approfondis sur la faisabilité technique des projets sur chaque zone).

En outre, l'électrification progressive des consommations d'énergie, notamment due à la croissance des véhicules électriques et à l'extinction du chauffage aux énergies fossiles (fioul ou gaz naturel), l'émergence des nouveaux services numériques ainsi que la décarbonation de l'industrie renforcent les besoins en énergie électrique locale, décarbonée et à prix stable.

D'après les projections du plan solaire territorial, l'énergie solaire photovoltaïque produite pourrait progresser de 40 GWh en 2025 à 900 GWh en 2050, soit 47 % du total des énergies renouvelables, qui elles-mêmes pourraient représenter une couverture de 76 % des consommations d'énergie du territoire (contre 12 % en 2025).

Ce plan solaire territorial fixe des objectifs chiffrés de développement des projets établis à partir du recensement des zones d'accélération des énergies renouvelables sur le territoire, qu'il s'agisse d'ombrières, de centrales au sol ou de la solarisation des toitures.

Il vise également à coordonner et structurer les réseaux de partenaires, tout en soutenant les acteurs engagés dans cette transition énergétique. Le plan précise le rôle et le positionnement de la communauté urbaine dans l'animation et la conduite des projets afin de renforcer l'efficacité de l'action publique auprès des différentes catégories d'acteurs que sont :

1. les communes d'Angers Loire Métropole, qui sur leur foncier (bâti, parking, foncier) peuvent développer des projets solaires photovoltaïques directement et peuvent, sous réserve d'avoir souscrit à la compétence « conseiller en énergie », se faire accompagner par le Syndicat intercommunal d'énergies de Maine-et-Loire (Siéml) dans les études et le montage des projets ; il sera proposé des animations et un accompagnement d'Angers Loire Métropole pour accélérer la concrétisation des potentiels ;
2. les entreprises, qui constituent la majorité du potentiel pour les ombrières et centrales solaires et sont soumises à des obligations en la matière (décret dit « tertiaire » du 23 juillet 2019) ;

elles peuvent bénéficier de l'accompagnement d'Atlansun, association incluant l'ensemble des acteurs sur le solaire dans le Grand Ouest et pouvant mettre en relation des professionnels avec des entreprises souhaitant solariser leur site ; leur mobilisation est essentielle et va constituer un enjeu d'intervention d'Angers Loire Métropole important dans les prochaines années ;

3. les particuliers, public cible de l'association Alisée, qui a pour mission de sensibiliser et orienter les habitants sur le développement de projets au moyen d'animations et d'un point d'information mutualisé avec la plateforme France Rénov ; à cet effet, Angers Loire Métropole a conclu avec cette association une convention d'objectifs et de financement.

Le plan concerne également :

- l'agrivoltaïsme et l'accompagnement des communes sur ces projets spécifiques en plein essor, en lien avec les orientations de la Chambre d'agriculture des Pays de la Loire ;
- les boucles d'autoconsommation, également en plein essor, telles que le projet BouSoLE à Ecoflant, qui réunit huit acteurs publics et privés et a été inauguré en 2024 ; ce modèle permet une consommation collective de la production locale et la revente de surplus ; plusieurs projets de ce type sont à l'étude et sont accompagnés par Angers Loire Métropole.

En s'appuyant sur les acteurs déjà présents à l'échelle du territoire ou de la région et en renforçant leur visibilité auprès des porteurs de projets, le plan poursuit un objectif de mise en relation et d'émulation collective.

Le plan fixe par ailleurs des éléments méthodologiques pour le pilotage des projets solaires photovoltaïques à l'usage de l'ensemble des acteurs associés, afin de mieux accompagner la prise de décision dans le développement des projets, notamment afin de limiter les risques liés aux îlots de chaleur, aux enjeux de patrimoine bâti et de patrimoine végétal et arboré, et plus largement de maîtriser les impacts environnementaux de ces projets.

Pour initier la mise en œuvre de ce plan, des réunions seront prochainement programmées avec les communes membres d'Angers Loire Métropole et les partenaires concernés. Le pilotage sera assuré par le vice-président à l'énergie et les parties prenantes citées ci-avant. Enfin, un observatoire de l'énergie sera créé, en interne et en partenariat notamment avec les acteurs tels qu'Alter énergies et le Siéml, afin de suivre de manière précise les résultats du plan et de garantir le respect de la trajectoire de production effective des projets solaires développés.

Vu le code général des collectivités territoriales, articles L. 5211-1 et suivants et L. 5215-1 et suivants,
Vu le décret n°2019-771 du 23 juillet 2019 relatif aux obligations d'actions de réduction de la consommation d'énergie finale dans des bâtiments à usage tertiaire

Vu les statuts d'Angers Loire Métropole,

Vu la délibération DEL-2022-2 du 17 janvier 2022 sur la reconnaissance de l'urgence climatique,

DELIBERE

Approuve le plan solaire annexé à la présente délibération, établi sur la base du recensement des zones d'accélération des énergies renouvelables (ZAE nR) à l'échelle du territoire communautaire.

Intervention pour information : Yves AUREGAN

DEL-2025-307: Le conseil adopte à l'unanimité des suffrages exprimés

N'ont pas pris part au vote: M. Franck POQUIN, Mme Constance NEBBULA, M. Robert BIAGI, M. Sébastien BOUSSION, M. Marc CAILLEAU, M. Patrick CHARTIER, M. Denis CHIMIER, M. Jérémie GIRAULT, M. Eric GODIN, M. Arnaud HIE, M. Grégoire LAINÉ, Mme Monique LEROY, M. Patrice NUNEZ, M. Jean-François RAIMBAULT, M. Florian RAPIN.

Transition énergétique

Plan solaire Angers Loire Métropole 2025 - 2050

Conseil de communauté
8 décembre 2025



Plan solaire : objectifs

→ Objectifs du plan solaire

- 🔗 Définition d'une trajectoire de développement
- 🤝 Organisation d'ALM et des partenaires

🗨️ Animation des acteurs du territoire :
Communes – Particuliers – Entreprises – Agriculteurs

Répartition du potentiel solaire
Majoritairement privé
mais exemplarité de la collectivité +
lancement de la dynamique



Plan solaire : animation des acteurs

→ Détails du plan solaire

- Méthodologie de développement des projets



Exemple pour les projets au sol et en ombrières en tiers investissement

- Animation et accompagnement d'ALM

- Auprès des **communes** :
 - Projets publics : ombrières, toitures, sol

Animation des communes par quadrants :

Temps collectifs annuels Temps individuels techniques

- Projets privés : agrivoltaïque, éolien, ...
- Auprès des **entreprises** :
 - Programme Pacte Entreprise 2026
- Auprès des **particuliers** :
 - Visites solaires, plateforme Mieux chez Moi, sensibilisation et animations
 - Soutien des collectifs citoyens

Autres objectifs :

- + Développement des boucles locales d'énergie (exemple : BouSole à Ecoflant)
- + Mise en place d'un observatoire pour le suivi des projets et de la production solaire photovoltaïque du territoire



Dossier N° 2

Délibération n°: DEL-2025-308

TRANSITION ÉCOLOGIQUE - DECHETS

Prévention et gestion des déchets ménagers et assimilés - Rapport 2024 sur le prix et la qualité du service

Rapporteur : Jean-Louis DEMOIS

EXPOSE

Chaque année, les collectivités établissent un rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de prévention des déchets (SPPGD), présenté notamment à la commission consultative des services publics locaux (CCSPL), permettant aux usagers, aux associations et aux élus d'obtenir des informations sur le fonctionnement effectif du service.

Ce rapport annuel présente de manière transparente des indicateurs concernant la réduction des déchets, la collecte des ordures ménagères, le traitement de ces ordures, des indicateurs financiers ainsi que les mesures prises dans l'année relatives à l'amélioration de l'environnement.

En 2024, le rapport fait notamment état :

- d'une baisse du tonnage des ordures ménagères résiduelles et d'une hausse du tri sélectif ;
- de l'adoption du plan d'actions pour le déploiement du tri à la source des biodéchets sur l'ensemble du territoire communautaire ; dans ce cadre, des abribacs et des bornes grutables pour le recueil des déchets alimentaires ont commencé à être déployés dans certains quartiers ;
- d'une météo pluvieuse, qui a augmenté le volume de déchets verts collectés en déchèteries ;
- des bons rendements de la collecte sélective, laquelle a engendré des recettes supplémentaires permettant de maîtriser le budget des déchets et de mettre en œuvre une baisse des taux de taxe d'enlèvement des ordures ménagères (Teom) bénéficiant aux habitants d'Angers Loire Métropole.

Le rapport sera tenu à la disposition du public à la communauté urbaine. Il pourra également être téléchargé depuis le site Internet d'Angers Loire Métropole et sera également transmis dans les mairies des communes membres pour être présenté à chacun des conseils municipaux avant le 31 décembre 2025.

Vu le code général des collectivités territoriales, articles L. 5211-1 et suivants et L. 5215-1 et suivants,
Vu les statuts d'Angers Loire Métropole,

Considérant l'avis de la commission de la transition écologique du 24 septembre 2025

Considérant l'avis de la commission des finances du 01 décembre 2025

Considérant l'avis de la commission consultative des services publics locaux du 1^{er} septembre 2025

DELIBERE

Prend acte de la présentation du rapport annuel 2024 du service public de prévention et de gestion des déchets d'Angers Loire Métropole.

DEL-2025-308: Le conseil donne acte

Rapport Annuel 2024

Direction cycle des déchets

Service public de prévention et
de gestion des déchets (SPPGD)

Conseil de communauté
du 8 décembre 2025



DIRECTION ENVIRONNEMENT DÉCHETS
83, rue du Mail – BP 80011 – 49020 ANGERS cedex 02 -
dechets@angersloiremetropole.fr – www.angersloiremetropole.fr

Versión du 12.12.25



un TERRITOIRE
EN MOUVEMENT



Politique de gestion des déchets



“

Notre stratégie collective reste la même. D'abord réduire notre volume de déchets : le meilleur déchet, c'est celui qu'on ne produit pas. Il s'agit ensuite de réparer, réutiliser puis valoriser les matières et l'énergie pour enfin éliminer ce qui reste.

Jean-Louis DEMOIS
Vice-Président en charge des Déchets
et de l'Économie circulaire


306 617
habitants


28 000
appels usagers


27 724
composteurs individuels
en service


2 637
conteneurs en service


8
déchèteries



232 agents au service des usagers

Sensibilisation
Relation usager : **9**



Direction : **2**

Services ressources : **7**

Service traitement
et études : **5**

Prévention
des déchets : **8**



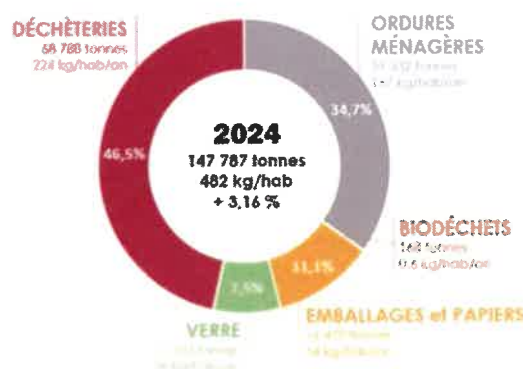
Collecte des déchets : **121**



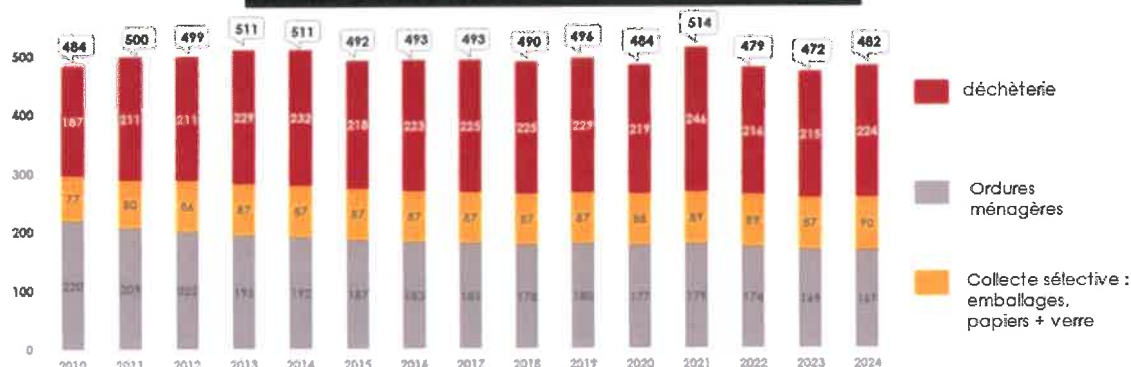
Déchèteries : **80**



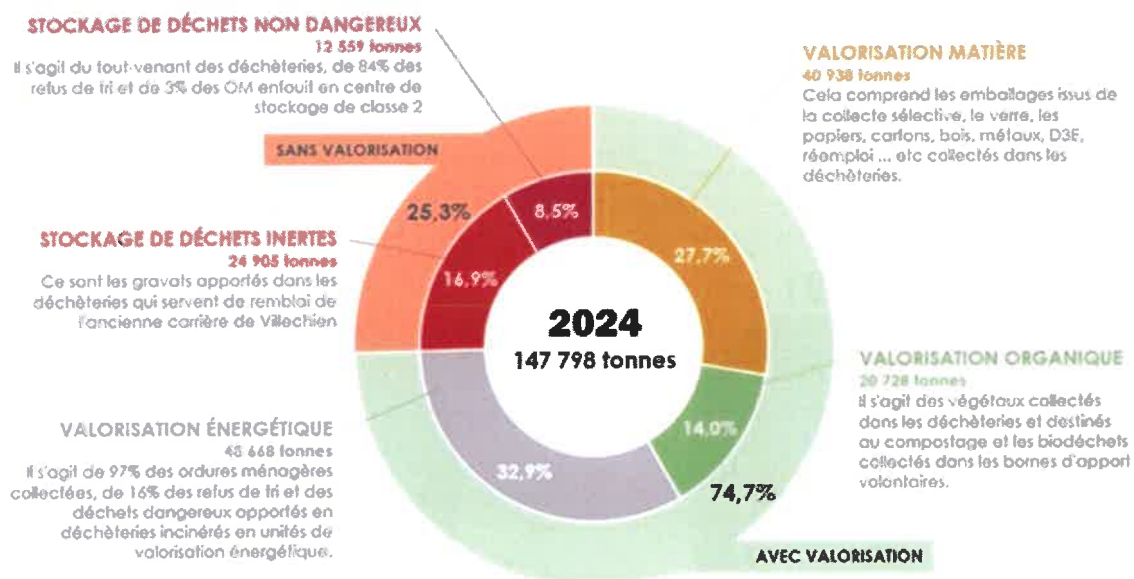
Chiffres clés 2024 - Collecte



Evolution de la production de déchets en kg/hab/an



Répartition des tonnages selon les modes de traitement



Evènements marquants



TRI DES BIODECHETS À LA SOURCE



49 conteneurs d'apport des biodéchets
installés depuis 2023 et **168 tonnes** collectées en 2024

44 abribacs mis en service à Angers
5 bornes grutables installées dans 3 communes



COMPOSTAGE PARTAGÉ (en pied d'immeuble et de quartier)



95 sites installés en 2024 et
146 référents de sites mobilisés

541 sites en service depuis 2009



COMPOSTAGE INDIVIDUEL



2 588 composteurs distribués en 2024

27 724 composteurs remis depuis 2005
Soit un taux d'équipement des maisons individuelles de 39%

Evènements marquants



TRAITEMENT DES DÉCHETS



Concertation pour la construction et exploitation
d'un 2^{ème} tour d'incinération à Lasse

Signature d'une convention avec le SIVERT, Tours Métropole et
le Pays Sabotien pour le lancement d'une consultation



RÉINDUSTRIALISATION DU SITE BIPOLE

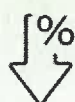


Inauguration d'une usine de massification des biodéchets

Depuis septembre 2024, l'usine Moulinot assure le prétraitement des
biodéchets collectés sur le territoire



TAXE D'ENLEVEMENT DES ORDURES MÉNAGÈRES



Vote de la baisse du taux de TEOM pour l'exercice 2025

Les bons rendements de la collecte sélective ont généré des
recettes permettant de maîtriser le budget déchets

Et en 2025...

RÉDUCTION DES DÉCHETS

- Déploiement du tri à la source des biodéchets
- Soutien aux acteurs du réemploi (Ressourceries des Biscottes, Iresa, Ame du Fil...)

COLLECTE

- Réduction de la fréquence de collecte des ordures ménagères à Montreuil-Juigné (janvier)
- Achat d'un camion benne au gaz

DÉCHÈTERIES

- Mise en place des 24 passages annuels
- Démarrage de l'exploitation de la déchèterie du Sauloup (ex-déchèterie Emmaüs)
- Déploiement du tri du plâtre, laines minérales et menuiseries vitrées

COMMUNICATION

- Mise en œuvre de la stratégie de communication sur la réduction des déchets :
- campagne de sensibilisation
 - Nouveau guide compostage, mémo tri
 - Calendrier 2026 sous forme de défi

Enquête auprès des professionnels du centre-ville d'Angers sur la gestion de leurs déchets

Merci de votre attention

DIRECTION DÉCHETS // ANGERS LOIRE MÉTROPOLÉ

83 rue du mail

BP 80011

49020 ANGERS Cedex 02

INFO DÉCHETS 02 41 05 54 00



Dossier N° 3

Délibération n°: DEL-2025-309

TRANSITION ÉCOLOGIQUE - CYCLE DE L'EAU

Eau et Assainissement - Rapport 2024 sur le prix et la qualité des services (RPQS) Eau potable et Assainissement des eaux usées

Rapporteur : Jean-Paul PAVILLON

EXPOSE

Dans le cadre de sa politique de Transition écologique, Angers Loire Métropole s'applique à apporter la meilleure réponse à la fonction vitale « vivre en bonne santé » en garantissant aux habitants les meilleures conditions de fourniture d'eau potable et de collecte et traitement des eaux usées.

L'évaluation de cette politique est traduite dans le rapport annuel sur le prix et la qualité des services (RPQS) Eau potable et Assainissement des eaux usées.

Ce rapport annuel est établi afin de permettre la communication à l'assemblée délibérante, aux communes adhérentes et aux usagers, d'éléments chiffrés et de ratios caractéristiques de la façon dont est géré le service public de distribution d'eau potable, de collecte et de traitement des eaux usées, ainsi que le service public d'assainissement non collectif (Spanc).

Il contient notamment diverses informations techniques et financières telles que le nombre de branchements, les volumes des produits achetés, distribués et vendus, des informations sur la qualité de l'eau distribuée, ainsi que des indicateurs financiers (notamment : tarifs, présentation des factures, détail des charges et produits d'exploitation).

Ce rapport sera tenu à la disposition du public à la communauté urbaine. Il pourra être téléchargé depuis le site Internet d'Angers Loire Métropole et sera également transmis dans les mairies des communes membres pour être présenté à chacun des conseils municipaux avant le 31 décembre 2025.

Il convient de donner acte de la présentation du présent rapport annuel sur le prix et la qualité des services Eau potable et Assainissement des eaux usées au titre de l'exercice 2024.

Vu le code général des collectivités territoriales, articles L. 5211-1 et suivants et L. 5215-1 et suivants,
Vu les statuts d'Angers Loire Métropole,

DELIBERE

Prend acte de la présentation du rapport annuel 2024 sur le prix et la qualité des services Eau potable et Assainissement des eaux usées d'Angers Loire Métropole.

Intervention pour demande d'éclaircissement : Bruno GOUA

DEL-2025-309: Le conseil donne acte



2024

Rapport annuel

sur le prix et la qualité des services
Eau potable et assainissement eaux usées



83, rue du Mail - BP 80011 - 49020 ANGERS Cedex 02 - Tél : 02 41 39 00 00
www.angersloire-metropole.fr



un TERRITOIRE
EN MOUVEMENT



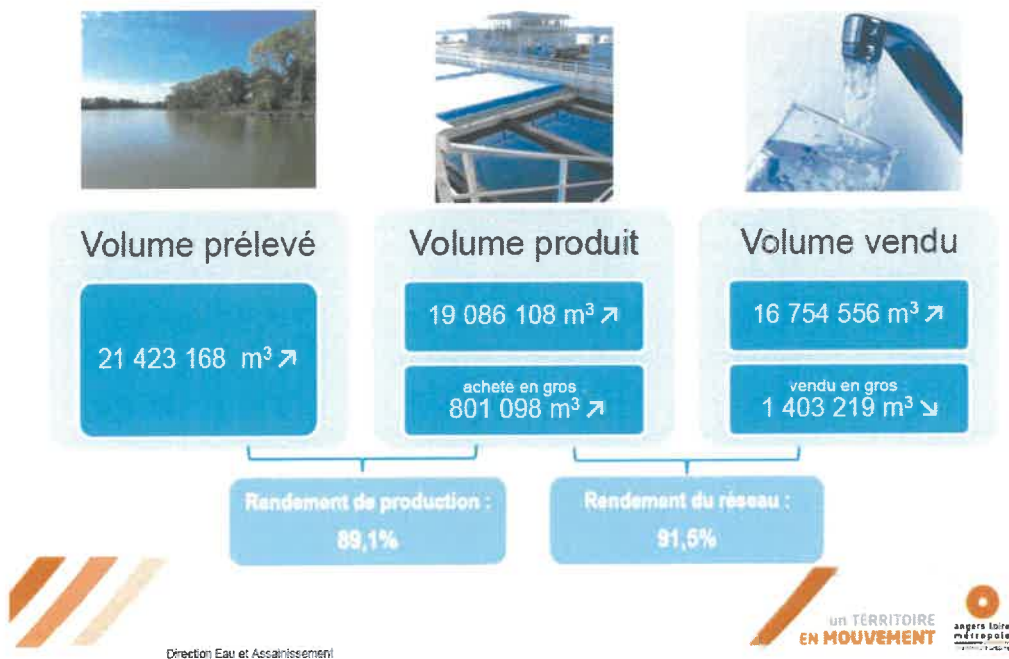
angers loire
métropole
www.alm.fr

1. Chiffres clés : Eau

RAPPORT ANNUEL EAU ET ASSAINISSEMENT 2024



2. Quantité d'eau prélevée, distribuée et vendue



2

2. Quantité d'eau prélevée, distribuée et vendue



3. Enquête de satisfaction 2025



3

4. Qualité de l'eau

Analyses d'eau potable réalisées :	
En sortie d'usine : 125	Sur le réseau : 1 161
<ul style="list-style-type: none"> 73 analyses réglementaires réalisées par l'ARS (98,6% de conformité aux limites de qualité) 52 analyses en autocontrôle (100% de conformité aux limites de qualité) 	<ul style="list-style-type: none"> 438 analyses réglementaires réalisées par l'ARS (99,5% de conformité aux limites de qualité) 723 analyses en autocontrôle (99,7% de conformité aux limites de qualité)
Pour toutes les non-conformités, les contre-analyses étaient conformes Donc 100% des prélèvements enregistrés conformes pour les contrôles sanitaire officiel	

99,6%
Conformité cumulée
(ARS + autocontrôle)



5. Les faits marquants



Répartition des chantiers « Eau » sur le territoire ALM
(préparés et suivis par l'équipe Maîtrise d'œuvre et conception du Service Etudes et Travaux)

1 141 m Extension de réseau

5 251 Compteurs posés ou remplacés

Eau

7 212 959€ HT

Invest.

14,57 km

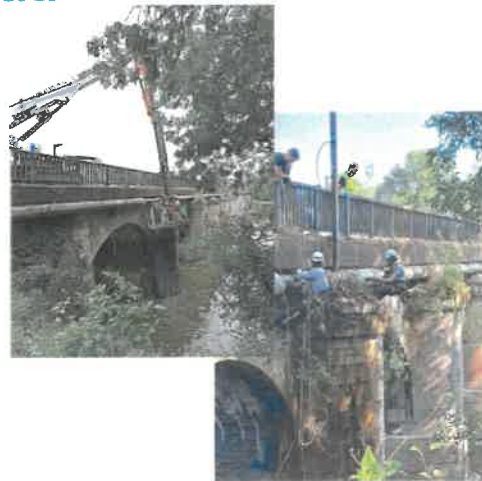
Renouv. réseau



Tubage de la conduite de distribution –
Avenue de Gaulle – Angers

5. Les faits marquants

Eau



Réparation du pont du Louet – Ponts-de-Cé



Direction Eau et Assainissement



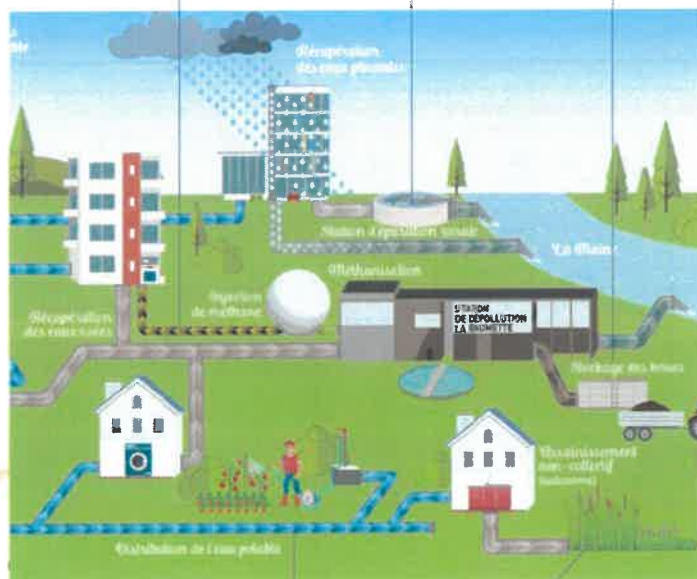
6

6. Service assainissement

1 478 420 Nm^3 de biométhane injecté dans le réseau GRDF

41 STEP

3 773 t de MS de boues produites et valorisées



7

7. Les faits marquants

Assainissement



Répartition des chantiers « Assainissement » sur le territoire ALM (préparés et suivis par l'équipe Maîtrise d'œuvre et conception du Service Etudes et Travaux)

9 162 967€
HT

Invest.
(renouvellement
réseau, SR et
STEP)

80.0%

Taux
reprise en
gestion
réseaux

7,7 km

Réhabilitation
réseau

404 ml

Extension
de réseau



Direction Eau et Assainissement



un TERRITOIRE
EN MOUVEMENT



angers loire
métropole
Département 49

49

7. Les faits marquants

Assainissement

• Opérations spécifiques:

- Mise en service d'équipements de génie civil : Station d'épuration de Saint-Léger-des-Bois (commune déléguée de Saint-Léger-des-Bois)
- Chantiers de réhabilitations de réseaux sans tranchées par chemisage ou par éclatement



Réhabilitation en tranchées et par éclatement du réseau de la rue de la Granges aux Belles à Beaucouzé et ouvrages du siphon sous A11 à Avrillé



Direction Eau et Assainissement



un TERRITOIRE
EN MOUVEMENT



angers loire
métropole
Département 49

5

7. Les faits marquants

Assainissement collectif

- **Réseau de collecte :**
 - Curage de réseau : 184 km
 - Débouchages : 273
- **Entretien des ouvrages de collecte :**
 - Interventions (réparation branchement ou collecteur, tampons...) : 307
- **Conformités des raccordements :**
 - Rendez-vous pour le contrôle de bon raccordement : 3 028

Assainissement individuel

- Installations d'assainissement non collectif contrôlées depuis la création du service : **7 890** (60,9% conformes)
- Bilan de la campagne de réhabilitation des ANC non-conformes : 38 dossiers, pour un montant de 124 592 €, pour un cumul de 258 dossiers depuis le début de l'opération, sur un potentiel initial de 700 installations.

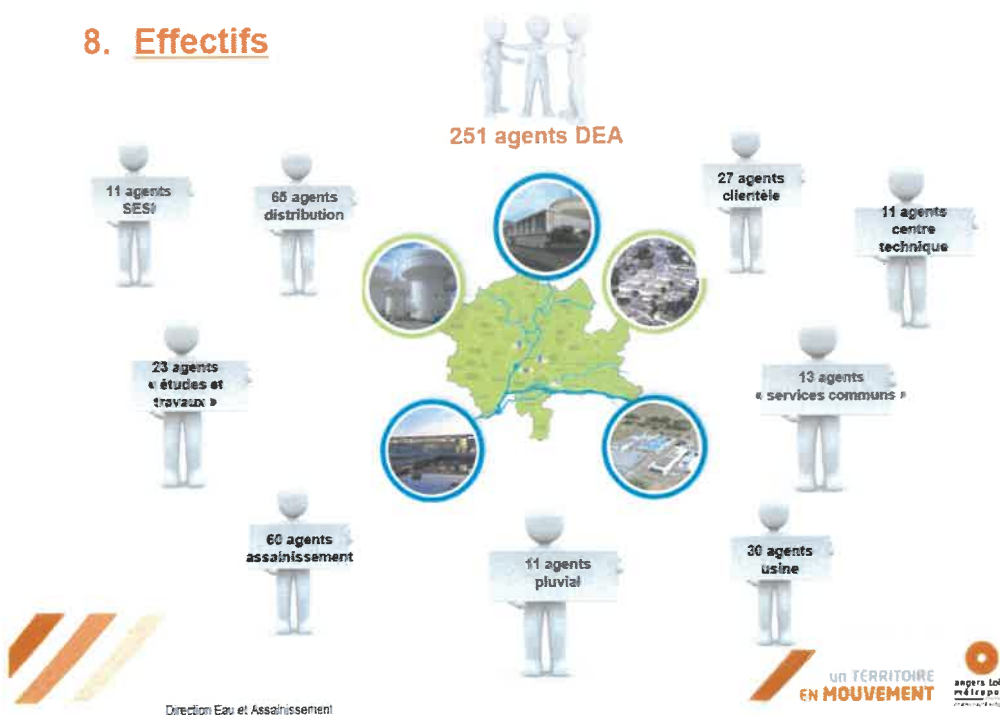


Direction Eau et Assainissement

un TERRITOIRE
EN MOUVEMENTangers Loire
métropole
149 000 habitants

10

8. Effectifs



9. Prix de l'eau

- Le prix de l'eau s'établissait au 1^{er} avril 2024 à (pour une consommation type de 120 m³) :

Abonné eau et assainissement :
4,02 € TTC/m³
 soit 0,0040 € TTC/Litre

Abonné eau uniquement :
2,19 € TTC/m³
 soit 0,0022€/L

Pour une consommation type de 120 m³,
 la facture annuelle s'élève à : **480,81€ TTC**



Direction Eau et Assainissement



12

9. Prix de l'eau



Direction Eau et Assainissement



13

10. Evolution au sein de la direction en 2024

- Station d'épuration de la Baumette :
 - Inauguration de la ferme photovoltaïque
- Usine de production d'eau potable :
 - Valorisation des boues
 - Etablissement du PGGSE*

* Plan de Gestion de la Sécurité Sanitaire des Eaux
- Service Etude et Travaux :
 - Restructuration Station d'épuration de Saint-Léger-des-Bois
 - Travaux rue Louis Gain - Angers
- Projet transverse :
 - Nouveau logiciel de gestion de la relation clientèle (WAT.ERP)



Direction Eau et Assainissement



Dossier N° 4

Délibération n°: DEL-2025-310

TRANSITION ÉCOLOGIQUE - ÉNERGIE

Réseaux de chaleur - Angers - Angers Rive Droite - Contrat de prestations intégrées - Alter services - Rapport annuel 2024

Rapporteur : Corinne BOUCHOUX

EXPOSE

Le contrat de prestations intégrées pour le réseau de chauffage urbain d'Angers rive droite conclu avec la société publique locale (SPL) Alter services a été approuvé par délibération du conseil communautaire du 12 décembre 2022.

Par ce contrat, la SPL Alter services est chargée d'assurer :

- la réalisation de l'ensemble des travaux inscrit au contrat, notamment l'interconnexion des réseaux existants Hauts-de-Saint-Aubin/Belle-Beille, *via* les quartiers Saint-Jacques/Nazareth/Doutre, et la construction de la chaufferie urbaine Mayenne 2 ;
- la gestion et l'exploitation administrative, financière et technique du chauffage urbain d'Angers Rive Droite comprenant notamment : les chaufferies urbaines Belle-Beille, Mayenne 1 et Mayenne 2, le réseau de chaleur et l'ensemble des sous-stations ;
- la continuité du service public de la chaleur ;
- la vente de chaleur aux abonnés.

Conformément aux dispositions légales, le délégataire doit produire à l'autorité délégante un rapport annuel comportant notamment les éléments suivants :

- l'état récapitulatif des investissements ;
- le compte d'exploitation du contrat de prestations intégrées ;
- l'évolution des recettes et des dépenses ;
- le compte rendu de l'exploitation ;
- les principaux travaux de gros entretien et renouvellement des équipements ;
- le nombre d'abonnés et son évolution.

La SPL Alter services a transmis son rapport relatif à l'année civile 2024, rapport soumis à examen.

Vu le code général des collectivités territoriales, articles L. 5211-1 et suivants et L. 5215-1 et suivants,

Vu le code général des collectivités territoriales, article L. 1411-3

Vu les statuts d'Angers Loire Métropole,

Considérant l'avis de la commission consultative des services publics locaux du 13 octobre 2025

DELIBERE

Prend acte de la présentation du rapport annuel 2024 relatif au contrat de prestations intégrées conclu avec Alter services pour assurer la réalisation des travaux d'investissement, la production, le transport et la distribution de chaleur et d'eau chaude sanitaire du secteur Angers rive droite.

DEL-2025-310 : Le conseil donne acte

Dossier N° 5

Délibération n°: DEL-2025-311

TRANSITION ÉCOLOGIQUE - ÉNERGIE

Réseaux de chaleur - Angers - Quartier Monplaisir - Contrat de prestations intégrées - Alter services - Rapport annuel 2024

Rapporteur : Corinne BOUCHOUX

EXPOSE

Le contrat de prestations intégrées pour le réseau de chauffage urbain du quartier de Monplaisir conclu avec la société publique locale (SPL) Alter services a été approuvé par délibération du conseil de communauté du 14 septembre 2020.

Par ce contrat, Alter services est chargée d'assurer :

- la réalisation de l'ensemble des travaux de premier établissement de la chaufferie centrale biomasse, gaz et sous stations ;
- la gestion et l'exploitation administrative, financière et technique du réseau de chaleur ;
- la continuité du service public de la chaleur ;
- la vente de chaleur aux abonnés.

Conformément aux dispositions légales, le délégataire doit produire à l'autorité délégante un rapport annuel comportant, notamment les éléments suivants :

- l'état récapitulatif des investissements ;
- le compte d'exploitation du Contrat de Prestations Intégrées ;
- l'évolution des recettes et des dépenses ;
- le compte rendu de l'exploitation ;
- le nombre d'abonnés et son évolution.

La SPL Alter services a transmis son rapport relatif à l'année 2024, rapport soumis à examen.

Vu le code général des collectivités territoriales, articles L. 5211-1 et suivants et L. 5215-1 et suivants,

Vu le code général des collectivités territoriales, article L1411-3

Vu les statuts d'Angers Loire Métropole,

Considérant l'avis de la commission consultative des services publics locaux du 13 octobre 2025

Considérant l'avis de la commission de la transition écologique du 24 septembre 2025

Considérant l'avis de la commission des finances du 01 décembre 2025

DELIBERE

Prend acte de la présentation du rapport annuel 2024 relatif au contrat de prestations intégrées conclu avec Alter services pour assurer la réalisation des travaux de premier établissement, la production, le transport et la distribution de chaleur et d'eau chaude sanitaire du réseau de chaleur sur le quartier de Monplaisir.

DEL-2025-311: Le conseil donne acte

Dossier N° 6

Délibération n°: DEL-2025-312

TRANSITION ÉCOLOGIQUE - ÉNERGIE

Réseaux de chaleur - Angers - Quartier Roseraie - Contrat de prestations intégrées - Alter services - Rapport annuel 2024

Rapporteur : Corinne BOUCHOUX

EXPOSE

Un contrat de prestations intégrées pour le réseau de chauffage urbain du quartier de la Roseraie, conclu avec la société publique locale (SPL) Alter services, a été approuvé par délibération du conseil communautaire du 12 avril 2021.

Par ce contrat, la SPL Alter services est chargée d'assurer :

- la gestion et l'exploitation administrative, financière et technique du chauffage urbain du quartier de la Roseraie, comprenant la chaufferie centrale d'appoint de la Roseraie, le réseau de chaleur et les sous-stations ;
- la continuité du service public de la chaleur ;
- l'achat de la chaleur à la cogénération biomasse Biowatts ;
- la vente de chaleur aux abonnés ;
- les travaux d'extension de densification du réseau de chaleur.

Conformément aux dispositions légales, le délégataire doit produire à l'autorité délégante un rapport annuel comportant notamment les éléments suivants :

- le compte d'exploitation de la délégation de service public ;
- l'évolution des recettes et des dépenses ;
- le compte rendu de l'exploitation ;
- les principaux travaux de gros entretien et renouvellement des équipements ;
- le nombre d'abonnés et son évolution.

La SPL Alter services a transmis son rapport relatif à l'année civile 2024, rapport soumis à examen.

Vu le code général des collectivités territoriales, articles L. 5211-1 et suivants et L. 5215-1 et suivants,

Vu le code général des collectivités territoriales, article L1411-3

Vu les statuts d'Angers Loire Métropole,

Considérant l'avis de la commission consultative des services publics locaux du 13 octobre 2025

Considérant l'avis de la commission de la transition écologique du 24 septembre 2025

Considérant l'avis de la commission des finances du 01 décembre 2025

DELIBERE

Prend acte de la présentation du rapport annuel 2024 relatif au contrat de prestations intégrées conclu avec Alter services pour assurer la production, le transport et la distribution de chaleur et d'eau chaude sanitaire du quartier de la Roseraie à Angers.

DEL-2025-312: Le conseil donne acte

Dossier N° 7

Délibération n°: DEL-2025-313

TRANSITION ÉCOLOGIQUE - ÉNERGIE

Réseaux de chaleur - Écouflant - Contrat de prestations intégrées - Alter services - Rapport annuel 2024

Rapporteur : Corinne BOUCHOUX

EXPOSE

Le contrat de prestations intégrées pour le réseau de chaleur d'Écouflant conclu avec la société publique locale (SPL) Alter services a été approuvé par délibération du conseil communautaire du 12 juin 2021.

Par ce contrat, la SPL Alter services est chargée d'assurer :

- la gestion et l'exploitation administrative, financière et technique du réseau de chaleur d'Écouflant ;
- la continuité du service public de la chaleur ;
- la vente de chaleur aux abonnés.

Conformément aux dispositions légales, le délégataire doit produire à l'autorité délégante un rapport annuel comportant notamment les éléments suivants :

- le compte d'exploitation de la délégation de service public ;
- l'évolution des recettes et des dépenses ;
- le compte rendu de l'exploitation ;
- les principaux travaux de gros entretien et renouvellement des équipements ;
- le nombre d'abonnés et son évolution.

La SPL Alter services a transmis son rapport annuel 2024, rapport soumis à examen.

Vu le code général des collectivités territoriales, articles L. 5211-1 et suivants et L. 5215-1 et suivants,

Vu le code général des collectivités territoriales, article L1411-3

Vu les statuts d'Angers Loire Métropole,

Considérant l'avis de la commission consultative des services publics locaux du 13 octobre 2025

Considérant l'avis de la commission de la transition écologique du 24 septembre 2025

Considérant l'avis de la commission des finances du 01 décembre 2025

DELIBERE

Prend acte de la présentation du rapport annuel 2024 relatif au contrat de prestations intégrées conclu avec Alter services pour assurer la production, le transport et la distribution de chaleur et d'eau chaude sanitaire du réseau de chaleur d'Écouflant.

DEL-2025-313: Le conseil donne acte

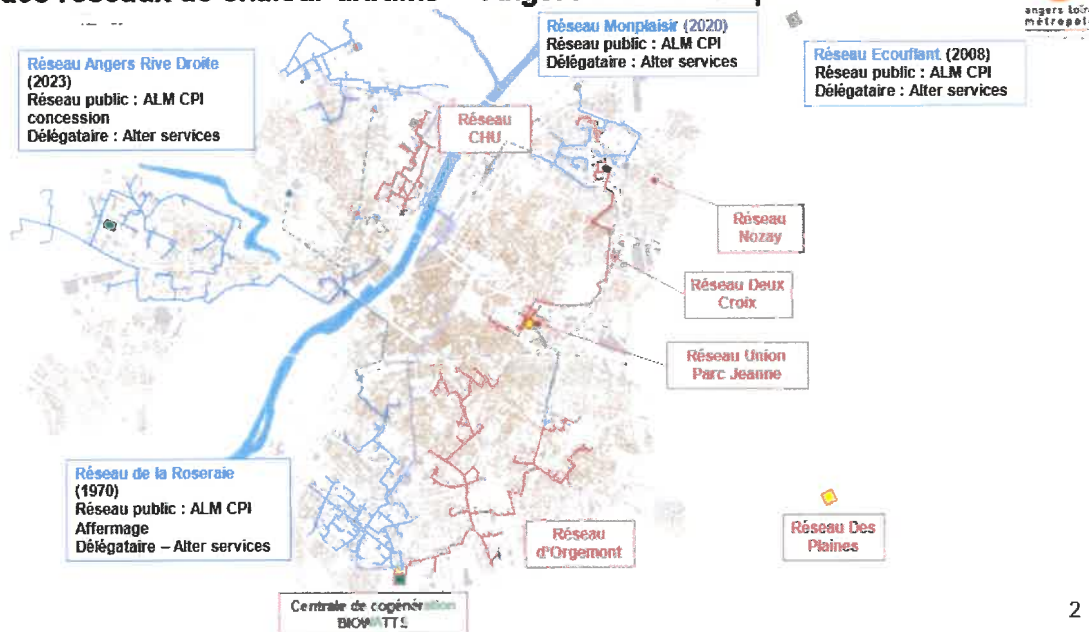
Les réseaux de chaleur urbains d'Angers Loire Métropole Rapports annuels 2024



Angers Loire Métropole- Direction Transition Ecologique

Conseil communautaire 8 décembre 2025 1

Carte des réseaux de chaleur urbains – Angers Loire Métropole - 2024



2

Bilan des CPI des réseaux de chaleur urbains – Angers Loire Métropole – Année 2024

Réseau de chaleur	Déligataire	Durée / fin de du Contrat de Prestations intégrées	Longueur de réseau et sous-stations	Nombre de logements raccordés	Vente de chaleur aux abonnés	Tonnes de CO2 évitées (tonne)	Résultat brut après redevances (€ HT)	Montant des redevances perçues par A.L.M. (€ HT)	Commentaires Informations
Roseraie	Alter Services	11 ans 30/09/2032	15,4 km 81 SST	6 694	58 184 MWh	11 943 t	242 696 €	760 425 €	Lancement par Angers Loire Métropole du 3 ^{ème} programme de modernisation du Réseau de chaleur sur 2023/2024 et 2025
Angers Rive Droite	Alter Services	26 ans 31/12/2048	31,7 km 129 SST	4 121	55 396 MWh	8 701 t	- 1 490 930 €	260 000 €	Lancement des travaux : - Interconnexion Belle - Beille/Hauts de St-Aubin - Construction de la chaufferie urbaine Mayenne 2
Monplaisir	Alter Services	26 ans 30/09/2046	8 km 28 SST	1 419	11 646 MWh	3 343 t	- 474 597 €	27 695 €	Mise en service de la chaufferie biomasse en avril 2023
Ecouflant	Alter Services	4 ans 30/09/2025	0,8 km 9 SST	64	624 MWh	195 t	- 2115 €	1 537 €	Mise au point du nouveau contrat avec Alter 2025/2048

3

Dossier N° 8

Délibération n°: DEL-2025-314

TRANSITION ÉCOLOGIQUE - ÉNERGIE

Centrale solaire photovoltaïque - SAS Anjou Territoire solaire - Aéroport Angers Loire - Parking visiteurs - Fixation du montant de la redevance d'occupation temporaire du domaine public

Rapporteur : Corinne BOUCHOUX

EXPOSE

Afin de contribuer à la réalisation des objectifs territoriaux de transition énergétique, Angers Loire Métropole souhaite développer l'installation et l'exploitation de centrales solaires photovoltaïques permettant de produire de l'électricité renouvelable, tout en valorisant le patrimoine foncier communautaire.

C'est dans ce cadre que la SAS Anjou Territoire solaire a déposé une manifestation d'intérêt spontanée pour l'installation d'ombrières photovoltaïques sur le site du parking visiteurs de l'aéroport Angers Loire, situé sur la commune de Marcé.

Conformément à l'article L. 2122-1-4 du code général de la propriété des personnes publiques, un appel à manifestation d'intérêt (AMI) a été publié le 1^{er} octobre 2025 afin d'identifier d'autres porteurs potentiels intéressés par ce projet.

Aucune offre concurrente n'ayant été déposée dans le cadre de cet AMI, il convient désormais, dans la perspective de la conclusion avec la SAS Anjou Territoire solaire d'une convention d'occupation temporaire du domaine public d'une durée de 30 ans, de fixer le montant de la redevance annuellement due par l'occupant.

Site	Références cadastrales	Redevance annuelle
Parking visiteurs de l'aéroport Angers Loire	000 0D 1784 (2229 m²) 000 0D 1787 (100 m²)	1 000 € HT

Vu le code général des collectivités territoriales, articles L. 5211-1 et suivants et L. 5215-1 et suivants,
Vu le code général de la propriété des personnes publiques, article L2122-1 et suivants,
Vu les statuts d'Angers Loire Métropole,

DELIBERE

Approuve l'implantation, par la SAS Anjou Territoire Solaire, d'ombrières photovoltaïques sur le parking visiteurs de l'aéroport Angers Loire, situé sur la commune de Marcé.

Fixe à 1 000 € HT (soumis à TVA) par an le montant de la redevance annuelle d'occupation du domaine public.

Autorise le président ou son représentant à signer tout document se rapportant à ce projet.

Impute les recettes sur le budget concerné de l'exercice en cours et, en tant que de besoin, des exercices suivants.

DEL-2025-314: Le conseil adopte à l'unanimité des suffrages exprimés

N'a pas pris part au vote: M. Franck POQUIN.

Dossier N° 9

Délibération n°: DEL-2025-315

TRANSITION ÉCOLOGIQUE - MOBILITES - DEPLACEMENTS

Transport collectif - Région Pays de la Loire - Convention de transfert des services non urbains de transports scolaires - Avenant 1

Rapporteur : Corinne BOUCHOUX

EXPOSE

Au 1^{er} janvier 2018, avec l'intégration de la commune nouvelle de Loire-Authion, le territoire d'Angers Loire métropole s'est élargi. Dans ce contexte, la Région Pays de la Loire et Angers Loire Métropole sont convenues des modalités financières de transfert de la compétence Transport sur ce territoire par la conclusion d'une convention de transfert des services non urbains de transports.

Conformément à la réglementation, la Région Pays de la Loire verse à Angers Loire Métropole une dotation de transfert correspondant au coût des services de transport transférés à la date de reprise en gestion de ces derniers par Angers Loire Métropole.

Les services en coopération (lignes partagées entre la Région et Angers Loire Métropole) ne sont pas intégrés dans cette dotation. En cas d'arrêt de la coopération, le versement d'une part conditionnelle de la dotation de transfert correspondant à la reprise de ces services en totalité par Angers Loire Métropole est prévu.

Ainsi, à compter de l'année 2025, il convient de déclencher cette part conditionnelle dans la mesure où la Région Pays de la Loire a mis fin à la coopération sur une partie des services, qui ont été repris en totalité par Angers Loire Métropole via la délégation de service public confiée à la société RatpDev.

Il est en conséquence proposé d'approuver l'avenant à la convention précitée afin de déclencher, conformément à son article 5.2, la part conditionnelle de dotation à hauteur de 145 337,08 € (cf. détail du calcul de ce montant dans l'avenant annexé à la présente délibération).

Compte tenu de la part fixe déjà versée annuellement par la Région Pays de la Loire à Angers Loire Métropole, d'un montant de 428 344,76 €, le nouveau montant de dotation de transfert s'établira désormais à 573 681,84 € (non soumis à TVA) à partir de 2025.

Vu le code général des collectivités territoriales, articles L. 5211-1 et suivants et L. 5215-1 et suivants,
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,
Vu la loi n°2019-1428 de 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités,
Vu les statuts d'Angers Loire Métropole,
Vu la convention de transfert des services non urbains de transports scolaires de la communauté urbaine Angers Loire métropole signée le 25 juin 2020,
Vu la délibération du conseil de communauté du 10 février 2020 approuvant la convention de transfert des services non urbains de transports scolaires de la communauté urbaine Angers Loire métropole,

DELIBERE

Approuve l'avenant n°1 à la convention de transfert des services non urbains de transports scolaires conclu avec la Région Pays de la Loire, dont le projet est annexé à la présente délibération.

Autorise le président ou son représentant à le signer.

Impute la recette sur le budget concerné de l'exercice en cours et, en tant que de besoin, des exercices suivants.

DEL-2025-315: Le conseil adopte à l'unanimité

Dossier N° 10

Délibération n°: DEL-2025-316

TRANSITION ÉCOLOGIQUE - DECHETS

Prestations effectuées par la direction Cycle des déchets - Tarifs 2026

Rapporteur : Jean-Louis DEMOIS

EXPOSE

Dans le cadre de sa compétence « Collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés », la communauté urbaine assure des prestations, notamment auprès du public, met à disposition ou vend des matériels.

Pour l'année 2026, il est proposé d'actualiser les tarifs applicables à ces prestations en tenant compte notamment de l'augmentation des prix à la consommation depuis 2024.

Le détail de ces tarifs est présenté en annexe à la présente délibération.

Vu le code général des collectivités territoriales, articles L. 5211-1 et suivants et L. 5215-1 et suivants,
Vu les statuts d'Angers Loire Métropole,
Considérant l'avis de la commission des finances du 01 décembre 2025
Considérant l'avis de la commission de la transition écologique du 19 novembre 2025

DELIBERE

Approuve les tarifs 2026 des prestations proposées au public par les services de la direction Cycle des déchets d'Angers Loire Métropole.

Décide que ces tarifs sont applicables à partir du 1^{er} janvier 2026.

Impute les recettes sur le budget concerné de l'exercice en cours et, en tant que de besoin, des exercices suivants.

DEL-2025-316: Le conseil adopte à l'unanimité

Dossier N° 11

Délibération n°: DEL-2025-317

TRANSITION ÉCOLOGIQUE - DECHETS

Service parc automobile - Marché public - Acquisition de bennes à ordures à collecte latérale

Rapporteur : Jean-Louis DEMOIS

EXPOSE

Angers Loire Métropole doit procéder à l'acquisition de nouvelles bennes à ordures à collecte latérale fonctionnant au gaz en remplacement de véhicules anciens en mauvais état et dont les coûts de maintenance sont importants.

Pour répondre à ces besoins, une consultation a été lancée le 22 juillet 2025. Le marché est conclu pour une durée de deux ans reconductible une fois pour deux ans, soit une durée maximum de quatre ans.

Le montant estimatif du marché s'établit à 1 360 000 €HT pour quatre unités, soit un montant unitaire estimé à 340 000 € HT.

Le rapport d'analyse présenté en commission d'appel d'offres du 17 novembre 2025 propose d'attribuer le marché à la société Dian pour un montant unitaire de 343 834,67€ HT, soit 1 375 338,68 € HT pour quatre unités.

Vu le code général des collectivités territoriales, articles L. 5211-1 et suivants et L. 5215-1 et suivants,

Vu le code de la commande publique

Vu les statuts d'Angers Loire Métropole,

Considérant le procès-verbal de la commission d'appel d'offres du 17 novembre 2025

Considérant l'avis de la commission des finances du 01 décembre 2025

Considérant l'avis de la commission de la transition écologique du 19 novembre 2025

DELIBERE

Autorise le président d'Angers Loire Métropole, le président délégué de la CAO, la première vice-présidente, M. J-P. PAVILLON ou Mme C. BOUCHOUX à signer et à notifier le marché ayant pour objet l'acquisition de châssis 26T GNC avec benne à collecte latérale avec l'entreprise et pour le montant cités ci-dessus.

Impute la dépense sur le budget concerné de l'exercice en cours et, en tant que de besoin, des exercices suivants.

DEL-2025-317: Le conseil adopte à l'unanimité

Dossier N° 12

Délibération n°: DEL-2025-318

TRANSITION ÉCOLOGIQUE - CYCLE DE L'EAU

Eau - Pose d'une conduite de diamètre 800mm entre l'usine de production d'eau potable aux Ponts-de-Cé et la rue Villesicard à Angers - Marché de travaux - Autorisation de signature

Rapporteur : Jean-Paul PAVILLON

EXPOSE

Par délibération DEL-2024-128, vous avez autorisé le lancement de la consultation relative aux travaux visant la sécurisation du réseau de distribution R70 entre l'usine de production d'eau potable des Ponts-de-Cé et la rue Villesicard à Angers, cette opération étant identifiée comme prioritaire dans les conclusions du schéma directeur Eau potable d'Angers Loire Métropole.

L'opération consiste en la création d'une nouvelle conduite d'eau potable de diamètre 800 mm, sur environ 3.5 km. Les difficultés de cette opération consistent notamment à appréhender le passage du tracé dans des zones délicates (zones naturelles sensibles, traversée du bras de Saint-Aubin, de la levée de Belle-Poule et de la levée de l'Authion et de la bretelle d'accès à l'A87). L'enveloppe financière prévisionnelle globale avait été estimée à 12,3 M€HT en AVP.

Compte tenu des seuils atteints, le marché a été lancé selon la procédure concurrentielle avec négociation.

Les groupements d'entreprises suivantes ont déposé une offre selon les lots définis

- Lot 1 – Sud (secteur « rural », entre usine des eaux et rue des Perrins)
 - o ATP / STURNO / SMCE
 - o SADE / HUMBERT / NGE / Luc DURAND
 - o EIFFAGE / DLE OUEST
- Lot 2 – Nord (secteur « urbain », entre rue des Perrins et rue Villesicard)
 - o STURNO / ATP / SMCE
 - o SADE / HUMBERT / NGE / Luc DURAND
 - o EIFFAGE / DLE OUEST
 - o SCAM TP
 - o SOGEA OUEST TP / SOGEA SRA / SOGEA SIDF / BOTTES FONDATION / TELERIAN / VALENTIN TP

A l'issue de l'analyse des offres et négociations, la CAO a retenu les offres suivantes :

- Lot 1 – Sud : **EIFFAGE / DLE OUEST**
pour un montant global estimatif de **10 250 399,90 €HT**
- Lot 2 – Nord : **SADE / HUMBERT / NGE / Luc DURAND**
pour un montant global estimatif de **3 849 845,00 €HT**

Vu le code général des collectivités territoriales, articles L. 5211-1 et suivants et L. 5215-1 et suivants,
Vu les statuts d'Angers Loire Métropole,

DELIBERE

Autorise le président ou le vice-président délégué au cycle de l'eau à signer les marchés relatifs à la pose d'une conduite de diamètre 800mm entre l'usine de production d'eau potable aux Ponts-de-Cé et la rue Villesicard à Angers, ainsi que tout avenant de transfert relatif à ces contrats et avenant ayant pour objet un changement d'indice de variation des prix en cas de suppression de celui initialement prévu au marché, avec :

- Le groupement d'entreprises **EIFFAGE / DLE OUEST** pour lot 1 - Sud, pour un montant global estimatif de **10 250 399,90 €HT**,
- Le groupement d'entreprises **SADE / HUMBERT / NGE / Luc DURAND** pour lot 2 - Nord, pour un montant global estimatif de **3 849 845,00 €HT**,

Impute la dépense sur le budget concerné de l'exercice en cours et, en tant que de besoin, des exercices suivants.

DEL-2025-318: Le conseil adopte à l'unanimité

TRANSITION ÉCOLOGIQUE - CYCLE DE L'EAU

Eau et Assainissement - Redevances de l'Agence de l'eau Loire-Bretagne - Fixation du tarif du supplément de prix des redevances pour la performance des réseaux d'eau potable et des systèmes d'assainissement collectif pour l'année 2026

Rapporteur : Jean-Paul PAVILLON

EXPOSE

Les agences de l'eau sont des établissements publics d'Etat qui participent à la mise en œuvre des politiques nationales et européennes pour l'eau. Elles ont pour mission d'apporter aux élus et aux usagers de l'eau, en collaboration avec les services de l'État, une vue d'ensemble des problèmes liés à la gestion de l'eau et les moyens financiers leur permettant, d'une part, de lutter contre les pollutions et, d'autre part, de gérer et préserver la ressource en eau et les milieux aquatiques.

Les redevances des agences de l'eau sont une composante du prix de l'eau qui a pour objet de soutenir le financement d'actions en faveur de l'amélioration de la gestion quantitative et qualitative de l'eau et la restauration des milieux aquatiques. Depuis le 1^{er} janvier 2025, ces redevances ont évolué pour envoyer un « signal prix » accru, notamment sur la performance des services d'eau potable et d'assainissement.

Ainsi, pour rappel, dans le cadre de cette réforme de 2025, trois nouvelles redevances ont été créées pour répondre aux enjeux en matière de gestion de l'eau : sur la **consommation d'eau potable**, pour la **performance des systèmes d'assainissement collectif** et pour la **performance des réseaux d'eau potable**. Elles se sont substituées aux redevances pour pollution de l'eau d'origine domestique et pour modernisation des réseaux de collecte. La redevance **prélèvement sur la ressource eau** est conservée.

Depuis le 1^{er} janvier 2025, ces redevances s'appliquent de la façon suivante :

- la redevance « **prélèvement sur la ressource** » [Eau], sur les volumes prélevés dans le milieu naturel, facturée à la communauté urbaine ;
- la redevance « **Consommation d'eau potable** » [Eau], facturée à l'abonné, recouvrée par Angers Loire Métropole puis reversée à l'agence de l'eau ;
- la redevance « **pour performance des réseaux d'eau potable** » [Eau], facturée à la communauté urbaine selon un taux fixé par l'Agence de l'eau Loire-Bretagne et **modulée en fonction de la performance des réseaux d'eau potable**, à savoir : un tarif de base multiplié par un coefficient de modulation compris entre 0,2 (objectif de performance maximale atteint) et 1 (objectif de performance minimale non atteint, pas d'abattement de la redevance) ; l'assiette de cette redevance est constituée par les volumes d'eau distribuée facturés durant l'année civile N-1 ;
- la redevance « **pour performance des systèmes d'assainissement collectif** » [Assainissement], facturée à la communauté urbaine selon un taux fixé par l'Agence de l'eau Loire-Bretagne et **modulée en fonction de la performance des systèmes d'assainissement collectif** (stations d'épuration et l'ensemble du système de collecte des eaux usées raccordé aux stations) ; selon un mécanisme similaire à la redevance précédente, le calcul s'effectue sur le tarif de base multiplié par un coefficient de modulation compris entre 0,3 (objectif de performance maximale atteint) et 1 (objectif de performance minimale non atteint, pas d'abattement de la redevance) ; l'assiette de cette redevance est constituée par les volumes d'eau assainie facturés durant l'année civile N-1.

Dans la dynamique du plan Eau et pour mettre en œuvre les stratégies adoptées par le comité de bassin dans le cadre du 12^e programme d'intervention 2025-2030, adopté le 15 octobre 2024, les instances de bassin Loire-Bretagne ont voté les taux de chacune des redevances en adaptant la trajectoire financière aux enjeux environnementaux. Ces taux ont été réévalués par délibération du comité de bassin du 3 juillet 2025.

Pour les deux redevances de performance, **leur montant dépend donc d'un tarif de base auquel s'applique un coefficient de modulation qui est fonction des résultats d'indicateurs de performance saisis par Angers Loire Métropole sur le site du Sispea** (Système d'informations des services publics d'eau et d'assainissement).

Si pour 2025, première année de mise en œuvre du dispositif, les coefficients retenus ont été fixés forfaitairement au niveau le plus favorable pour tous les services (0,20 pour l'eau et 0,30 pour l'assainissement), 2026 constitue le premier exercice qui doit mettre en œuvre les coefficients de modulation obtenus selon les indicateurs de performance d'Angers Loire Métropole observés pour l'année 2024.

REDEVANCE	UNITE	2025	2026	2027	2028	2029	2030	Taux plafond
Redevance prélèvement	en €/m ³	0,0331	0,0337	0,0340	0,0343	0,0346	0,0349	0,1008
Consommation eau potable	en €/m ³	0,33	0,32	0,32	0,32	0,32	0,32	1,00
Performance des réseaux d'eau potable (taux avant modulation)	en €/m ³	0,10	0,10	0,10	0,10	0,11	0,11	1,00
coefficient de modulation 2025 = coefficient forfaitaire de 0,2		0,20	0,210	Coefficient estimé annuellement par chaque collectivité sur la base des données de performance N-2				
Performance des systèmes d'assainissement collectif (taux avant modulation)	en €/m ³	0,28	0,28	0,28	0,29	0,29	0,29	1,00
coefficient de modulation 2025 = coefficient forfaitaire de 0,3		0,30	0,462	Coefficient estimé annuellement par chaque collectivité sur la base des données de performance N-2				

Mis à jour suivant délibération n°2025-117 du comité de bassin du 3 juillet 2025

Ainsi :

- Coefficient 2026 de modulation de la redevance performance eau potable : 0.210
- Coefficient 2026 de modulation de la redevance performance systèmes d'assainissement : 0.463

Compte-tenu des taux fixés par l'agence de l'eau pour 2026 et des coefficients de modulation estimés pour Angers Loire Métropole, les tarifs des deux redevances de performances s'établissent comme suit :

- tarif redevance performance eau potable : 0,10 x 0,210 soit **0,021 €/m³**
- tarif redevance performance systèmes d'assainissement : 0,28 x 0,462 soit **0,129 €/m³**

Le dispositif législatif prévoit pour les deux nouvelles redevances assises sur la performance des services, un mécanisme financier visant à répercuter par anticipation les sommes dues sur chaque usager du service public de l'eau et de l'assainissement collectif. Chacune doit faire l'objet d'une individualisation sur la facture. C'est pourquoi il convient de délibérer afin de fixer le tarif des contrevaleurs des redevances pour performance des réseaux d'eau potable et pour performance des systèmes d'assainissement collectif, sous la forme d'un **supplément au prix du mètre cube d'eau distribuée et assainie**.

Pour rappel, la réforme implique depuis 2025 que l'ensemble des redevances de l'Agence de l'eau Loire-Bretagne répercutées à l'utilisateur soient désormais regroupées dans une sous-rubrique « Organismes publics ».

En 2026, le montant cumulé des redevances de l'Agence de l'eau Loire-Bretagne grevant le mètre cube d'eau (y compris la redevance prélèvement) passera de 0,4671 €/m³ en 2025, à 0,5043 €/m³.

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2224-12-2 à L. 2224-12-4, L. 5211-1 et suivants et L. 5215-1 et suivants,

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 213-10-4 et 5, D. 213-48-12-1, D. 213-48-12-2 à 7 et D. 213-48-35-1 dans leurs versions applicables à compter du 1^{er} janvier 2025,

Vu l'arrêté du 5 juillet 2024 relatif aux modalités d'établissement de la redevance sur la consommation d'eau potable et des redevances pour la performance des réseaux d'eau potable et pour la performance des systèmes d'assainissement collectif,

Vu l'arrêté du 5 juillet 2024 relatif au montant forfaitaire maximal de la redevance pour la performance des réseaux d'eau potable et de la redevance pour la performance des systèmes d'assainissement collectif pris en compte pour l'application de la redevance d'eau potable et d'assainissement prévue à l'article L2224-12-3 du code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté du 10 juillet 1996 relatif aux factures de distribution de l'eau et de collecte et de traitement des eaux usées modifié dans sa version applicable au 1^{er} janvier 2025,

Vu les statuts d'Angers Loire Métropole,

Vu la délibération n°2025-117 du comité de bassin du 3 juillet octobre 2025, relative à la définition des taux de redevances dans le cadre du 12^e programme d'intervention des redevances,

Considérant l'avis de la commission des finances du 01 décembre 2025

Considérant l'avis de la commission de la transition écologique du 19 novembre 2025

DELIBERE

Prend acte pour 2026 du montant de la redevance prélèvement à 0,0337 €/m³ et de la redevance pour consommation eau potable à 0,320 €/m³.

Fixe à 0,021 €/m³ HT la contre-valeur correspondant à la « redevance pour performance des réseaux d'eau potable » devant être répercutée sur chaque usager du service public d'eau potable sous la forme d'un supplément au prix du mètre cube d'eau vendu, applicable à compter du 1^{er} janvier 2026.

Fixe à 0,129 €/m³ HT la contre-valeur correspondant à la « redevance pour performance des systèmes d'assainissement collectif » devant être répercutée sur chaque usager du service public d'assainissement collectif sous la forme d'un supplément au prix du mètre cube d'eau assaini, applicable à compter du 1^{er} janvier 2026.

Impute les dépenses et les recettes sur les budgets concernés de l'exercice 2026 et, en tant que de besoin, des exercices suivants.

DEL-2025-319: Le conseil adopte à l'unanimité

Dossier N° 14

Délibération n°: DEL-2025-320

TRANSITION ÉCOLOGIQUE - CYCLE DE L'EAU

Eau, Assainissement et Eaux pluviales - Travaux de renouvellement, réhabilitation et extension de réseaux pour les années 2026 à 2029 - Accord cadre à bons de commande - Lancement de la consultation et autorisation de signature des marchés

Rapporteur : Jean-Paul PAVILLON

EXPOSE

Angers Loire Métropole procède chaque année au renouvellement d'environ 13 km de réseaux de distribution d'eau potable, 8 km de réseaux de collecte des eaux usées et 1,5 km de réseaux d'eaux pluviales.

Dans le cadre d'un accord-cadre multi-attributaires à bons de commande portant sur les années 2023 à 2026, l'exécution de ces travaux a été confié en juillet 2023 aux entreprises et groupements suivants :

- Luc Durand ;
- Humbert / Colas ;
- EHTP / Sogea / Courant / TPPL.

Il convient d'engager aujourd'hui une nouvelle consultation dans le but de relancer ce marché à compter d'octobre 2026 pour une durée d'un an, renouvelable deux fois.

De manière à optimiser la programmation de ces opérations et garantir une intervention certaine et rapide, il est proposé de recourir à un marché à bons de commande attribué à quatre titulaires.

A titre d'information, les montants globaux réalisés dans le cadre de ce marché sur la durée d'exécution ont été les suivants :

- 1^e période (2023/2024) : 7 929 854 € HT ;
- 2^e période (2024/2025) : 11 129 452 € HT ;
- 3^e période en cours.

L'accord cadre envisagé est un accord-cadre à bons de commande multi-attributaires, conclu selon une procédure négociée avec mise en concurrence préalable et avec maximum fixé à 40 millions d'euros HT pour la durée totale du marché, reconductions comprises.

Vu le code général des collectivités territoriales, articles L. 5211-1 et suivants et L. 5215-1 et suivants,
Vu les statuts d'Angers Loire Métropole,

DELIBERE

Autorise le lancement de la consultation relative à l'exécution de travaux d'extension, d'amélioration, de renouvellement et de réhabilitation des réseaux de distribution d'eau potable et de collecte des eaux usées et des eaux pluviales d'Angers Loire Métropole, selon une procédure négociée avec mise en concurrence préalable.

Autorise le président d'Angers Loire Métropole ou le vice-président délégué au cycle de l'eau à signer les marchés avec chaque titulaire à l'issue de la consultation ainsi que tout acte se rapportant à la notification et à l'exécution des marchés.

Impute les dépenses sur les budgets concernés de l'exercice 2026 et suivants.

DEL-2025-320: Le conseil adopte à l'unanimité

Dossier N° 15

Délibération n°: DEL-2025-321

TRANSITION ÉCOLOGIQUE - CYCLE DE L'EAU

Assainissement non collectif - Aides à la réhabilitation des installations d'assainissement non collectif non conformes - Re conduite du dispositif

Rapporteur : Jean-Paul PAVILLON

EXPOSE

Par délibération du conseil communautaire du 10 février 2020, Angers Loire Métropole a souhaité soutenir les efforts des usagers dans la réhabilitation de leur installation autonome d'assainissement (ANC) pour une durée de 5 ans.

Au 31 octobre 2025, 305 dossiers ont été traités par Angers Loire Métropole, soit environ 55 % des installations éligibles à l'aide. Le montant des aides versées est de 850 000 € pour un coût d'études et travaux de 3 317 000 €.

Il est proposé de poursuivre le dispositif pour la période 2026-2031 dans les conditions suivantes : l'accompagnement est porté sur la réhabilitation des dispositifs non conformes présentant un risque pour la santé ou l'environnement pour les demandeurs qui sont propriétaires de l'immeuble depuis au moins le 1^{er} janvier 2016.

L'aide est maintenue à 30 % du montant subventionnable total TTC (étude et travaux), plafonnée à 3 000 € TTC.

Il est proposé d'affecter au financement de cette aide un montant annuel de 250 000 € jusqu'en 2031.

Il est également proposé de fixer au 30 novembre 2031 la date limite de dépôt des dossiers de demande d'aide auprès des services instructeurs d'Angers Loire Métropole. Enfin, pour bénéficier de l'aide financière, les travaux de réhabilitation devront avoir été achevés et contrôlés par le service d'assainissement non collectif avant le 30 juin 2032.

Vu le code général des collectivités territoriales, articles L. 5211-1 et suivants et L. 5215-1 et suivants,
Vu les statuts d'Angers Loire Métropole,

DELIBERE

Décide de poursuivre, selon les modalités suscitées, le dispositif d'aide financière aux propriétaires d'installations autonomes présentant un danger pour la santé des personnes ou un risque environnemental.

Approuve la convention type à conclure avec les propriétaires d'assainissement non collectif, visant à formaliser les modalités de participation financière de la communauté urbaine à la réhabilitation de ces équipements.

Décide de fixer le montant de l'aide financière à hauteur de 30 % du coût TTC du projet (études et travaux), plafonné à 3 000 € TTC, du 1^{er} janvier 2026 au 31 décembre 2031.

Impute la dépense sur le budget concerné de l'exercice en cours et, en tant que de besoin, des exercices suivants.

DEL-2025-321: Le conseil adopte à l'unanimité

Dossier N° 16

Délibération n°: DEL-2025-322

TRANSITION ÉCOLOGIQUE - CYCLE DE L'EAU

Eau et Assainissement - Angers - Transfert en gestion des biens meubles et immeubles - Avenant n°17 à la convention du 27 mars 1981

Rapporteur : Jean-Paul PAVILLON

EXPOSE

Les conditions de transfert en gestion au district, devenu depuis Angers Loire Métropole, des biens meubles et immeubles de la commune d'Angers affectés au service de l'eau potable et de l'assainissement des eaux usées ont été fixées par convention du 27 mars 1981

La prise en gestion des ouvrages réalisés postérieurement à cette date nécessite d'établir des avenants.

Le dossier présenté, constituant l'avenant n°17 à la convention, a pour objet de régulariser la prise en gestion de biens situés dans l'emprise de voies classées dans le domaine public et qui n'ont pas été transférés jusqu'alors.

Angers Loire Métropole s'oblige à maintenir en l'état les biens transférés.

Pour l'amortissement des biens, la valeur à la remise ressort de la façon suivante :

- Eau potable : 117 872,08 € HT
- Assainissement : 143 150,90 € HT

Vu le code général des collectivités territoriales, articles L. 5211-1 et suivants et L. 5215-1 et suivants,
Vu les statuts d'Angers Loire Métropole,

DELIBERE

Décide du transfert en gestion des biens susmentionnés.

Retient, pour permettre l'amortissement financier de ces derniers, une valeur de remise globale de 117 872,08 € HT pour le réseau d'eau potable et de 143 150,90 € HT pour le réseau d'assainissement.

Autorise le président ou son représentant à signer l'avenant n°3 à la convention de transfert des biens affectés au service de l'eau potable et de l'assainissement eaux usées pour la commune d'Angers.

DEL-2025-322: Le conseil adopte à l'unanimité

Dossier N° 17

Délibération n°: DEL-2025-323

TRANSITION ÉCOLOGIQUE - CYCLE DE L'EAU

Eau et Assainissement - Rives-du-Loir-en-Anjou - Transfert en gestion des biens meubles et immeubles - Avenant n°1 à la convention du 30 décembre 1999 avec la commune déléguée de Villevêque

Rapporteur : Jean-Paul PAVILLON

EXPOSE

Les conditions de transfert en gestion au district, devenu depuis Angers Loire Métropole, des biens meubles et immeubles de Villevêque, commune déléguée de Rives-du-Loir-en-Anjou, au service de l'eau potable et de l'assainissement des eaux usées ont été fixées par convention du 30 décembre 1999.

La prise en gestion des ouvrages réalisés postérieurement à ces dates nécessite d'établir des avenants.

Le dossier présenté, constituant l'avenant n°1 à la convention, a pour objet de régulariser la prise en gestion de biens situés dans l'emprise de voies classées dans le domaine public et qui n'ont pas été transférés jusqu'alors.

Angers Loire Métropole s'oblige à maintenir en l'état les biens transférés.

Pour l'amortissement des biens, la valeur à la remise ressort de la façon suivante :

- Eau potable : 74 154,34 € HT
- Assainissement : 86 430,88 € HT

Vu le code général des collectivités territoriales, articles L. 5211-1 et suivants et L. 5215-1 et suivants,

Vu les statuts d'Angers Loire Métropole,

Considérant l'avis de la commission des finances du 01 décembre 2025

Considérant l'avis de la commission de la transition écologique du 19 novembre 2025

DELIBERE

Décide du transfert en gestion des biens susmentionnés.

Retient, pour permettre l'amortissement financier de ces derniers, une valeur de remise globale de 74 154,34 € HT pour le réseau d'eau potable et de 86 430,88 € HT pour le réseau d'assainissement.

Autorise le président ou son représentant à signer l'avenant n°1 à la convention de transfert des biens affectés au service de l'eau potable et de l'assainissement des eaux usées pour Villevêque, commune déléguée de Rives-du-Loir-en-Anjou.

DEL-2025-323: Le conseil adopte à l'unanimité

Dossier N° 18

Délibération n°: DEL-2025-324

TRANSITION ÉCOLOGIQUE - CYCLE DE L'EAU

Gemapi (gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations) - Établissement public Loire - CC Loire Layon Aubance - Convention d'investissement relative au système d'endiguement du Petit Louet 2025-2028

Rapporteur : Jean-Paul PAVILLON

EXPOSE

Depuis janvier 2018, Angers Loire Métropole assure, conjointement avec la communauté de communes Loire Layon Aubance, la co-gestion du système d'endiguement du Petit Louet. Cet ouvrage, non domanial de classe C, contribue à la protection contre les inondations de la population des Ponts-de-Cé, riveraine du Louet.

La gestion de cet ouvrage a été confiée à l'Établissement public Loire (EP Loire) dans le cadre de deux conventions distinctes : l'une relative au fonctionnement porte sur la période 2024-2028 et l'autre en investissement, signée en 2019, a été prolongée par voie d'avenants jusqu'au 31 décembre 2025.

Les études en phase projet ont permis de préciser les conditions techniques, financières et réglementaires des travaux à engager, et d'ajuster le programme global d'investissement à mettre en œuvre à compter de 2025.

Dans ce cadre, il est proposé de formaliser une nouvelle convention d'investissement relative à la digue du Petit Louet pour la période 2025-2028 avec l'Établissement public Loire et la communauté de communes Loire Layon Aubance. Cette convention permettra d'assurer le financement des actions suivantes :

- les études de maîtrise d'œuvre, les investigations complémentaires et les procédures réglementaires ;
- les travaux de fiabilisation, à réaliser dès 2026 sur le secteur de la RD 160, puis en 2027 sur le secteur de l'A87 ;
- la mise en œuvre des mesures compensatoires nécessaires.

Le plan pluriannuel d'investissement (PPI) correspondant, d'un montant total de 1 791 520 € TTC sur la période 2025-2028, prévoit une participation d'Angers Loire Métropole à hauteur de 16 %, soit 286 643 € TTC, le reste étant supporté par la communauté de communes Loire Layon Aubance. La participation d'Angers Loire Métropole se répartit comme suit :

TOTAL TRAVAUX	Part ALM	Ventilation prévisionnelle participation ALM en TTC				
	16%	2025	2026	2027	2028	Solde 2029 ou au plus tard le 31/12/2030
1 791 520	286 643	42 996	42 996	42 996	42 996	114 657

Le dernier versement, correspondant au solde des dépenses prévisionnelles, intégrera les recettes et subventions reçues. Son montant est plafonné à 114 657 € TTC.

Vu le code général des collectivités territoriales, articles L. 5211-1 et suivants et L. 5215-1 et suivants,
Vu les statuts d'Angers Loire Métropole,

Vu la délibération DEL-2023-245 du conseil de communauté du 13 novembre 2023 portant sur la convention de délégation de gestion des digues en fonctionnement de la plateforme d'Angers (2024-2028),

Considérant l'avis de la commission des finances du 01 décembre 2025

Considérant l'avis de la commission de la transition écologique du 19 novembre 2025

DELIBERE

Approuve la convention d'investissement relative à la digue du Petit Louet pour la période 2025-2028 conclue avec l'Établissement public Loire et la communauté de communes Loire Layon Aubance, dont le projet est annexé à la présente délibération.

Approuve le plan pluriannuel d'investissement (PPI) qui en découle, d'un montant total de 1 791 520 € TTC, incluant une participation financière d'Angers Loire Métropole de 286 643 € TTC, correspondant à 16 % du coût total de l'opération, selon les modalités de versement présentées ci-dessus.

Autorise le président ou son représentant à signer ladite convention, ainsi que tout document d'exécution lié à cette convention.

Impute la dépense sur le budget concerné de l'exercice en cours et, en tant que de besoin, des exercices suivants.

DEL-2025-324: Le conseil adopte à l'unanimité

Dossier N° 19

Délibération n°: DEL-2025-325

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

SPL Aldev - Convention de prestations intégrées « Action économique, enseignement supérieur, recherche et emploi » - Avenant n° 2

Rapporteur : Roselyne BIENVENU

EXPOSE

Angers Loire Métropole a confié à la société publique locale Aldev (Angers Loire Développement), par l'intermédiaire d'un contrat de prestations intégrées, les missions de service public administratif relevant de l'« Action économique, enseignement supérieur, recherche et emploi » en vue de développer l'offre économique territoriale, l'emploi local et de soutenir l'enseignement supérieur et la recherche sur le territoire de la communauté urbaine.

Dans le cadre de ce contrat, Angers Loire Métropole procédait à la mise à disposition de biens immobiliers et mobiliers au profit d'Aldev.

Aldev devenant locataire de la Soclova en installant ses services dans l'immeuble Métamorphose situé 11 avenue de la Constitution à Angers et procédant par ailleurs au rachat du bâtiment Arobase 1, la mise à disposition de biens immobiliers devient caduque.

Par ailleurs, l'inventaire des biens mobiliers mis à disposition d'Aldev par Angers Loire Métropole doit être actualisé.

Enfin, suite à l'inscription en décision budgétaire modificative n°1 pour 2025 de crédits supplémentaires destinés à financer la participation financière de la collectivité au profit d'Aldev dans le cadre de la convention de prestation intégrée de service public administratif, il y a lieu d'actualiser le montant de cette participation inscrite au compte d'exploitation prévisionnel et de la porter pour 2025 de 3 979 990,00 € à 4 018 400,00 € net de taxe.

Il est en conséquence proposé d'approuver un avenant au contrat de prestations intégrées précité ayant pour objet de mettre fin à la mise à disposition des locaux, d'actualiser l'inventaire des biens mobiliers et de réévaluer le montant de la participation financière de la collectivité.

Vu le code général des collectivités territoriales, articles L. 5211-1 et suivants et L. 5215-1 et suivants,
Vu les statuts d'Angers Loire Métropole,

Considérant l'avis de la commission des finances du 01 décembre 2025

Considérant l'avis de la commission du développement économique, de l'enseignement supérieur et de la recherche du 12 novembre 2025

Considérant l'avis de la commission des finances du 01 décembre 2025,

DELIBERE

Approuve l'avenant n° 2 au contrat de prestations intégrées conclu avec la société publique locale Aldev (Angers Loire Développement) pour les missions concernant l'« Action économique, enseignement supérieur, recherche et emploi », dont le projet est annexé à la présente délibération.

Autorise le président ou son représentant à le signer,

Impute la dépense sur le budget concerné de l'exercice en cours et, en tant que de besoin, des exercices suivants.

DEL-2025-325: Le conseil adopte à l'unanimité des suffrages exprimés

N'ont pas pris part au vote: M. Yves GIDOIN, M. Jean-Paul PAVILLON, M. Dominique BREJEON, Mme Caroline HOUSSIN-SALVETAT, M. Lamine NAHAM, M. Benoit PILET, Mme Constance NEBBULA, M. Yves COLLIOT, Mme Corinne GROSSET, M. Francis GUTEAU, M. Stéphane PABRITZ.

Dossier N° 20

Délibération n°: DEL-2025-326

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

SPL Aldev - Convention de prestations intégrées « Commercialisation, gestion immobilière et foncière du parc économique immobilier » - Avenant n° 2

Rapporteur : Roselyne BIENVENU

EXPOSE

Angers Loire Métropole a confié à la société publique locale Aldev (Angers Loire Développement), par l'intermédiaire d'un contrat de prestations intégrées, les missions relevant de la « commercialisation, gestion immobilière et foncière de son parc économique immobilier » en vue de développer l'attractivité économique du territoire, qui est un service public industriel et commercial.

Dans le cadre de ce contrat, Angers Loire Métropole procédait à la mise à disposition de biens immobiliers et mobiliers au profit d'Aldev.

Aldev devenant locataire de la Soclova en installant ses services dans l'immeuble Métamorphose situé 11 avenue de la Constitution à Angers et procédant par ailleurs au rachat du bâtiment Arobase 1, la mise à disposition de biens immobiliers devient caduque. Il convient par ailleurs d'actualiser l'inventaire des biens mobiliers mis à disposition d'Aldev par Angers Loire Métropole.

Par ailleurs et toujours dans le cadre de ce contrat de prestation de services, Angers Loire Métropole a confié à Aldev la gestion en affermage de son parc immobilier d'entreprise. Ce mode de gestion se traduit par le versement d'une redevance dépendant à la fois de la valeur comptable des locaux mis à disposition mais également des produits locatifs qui en sont retirés par Aldev.

Aldev a pour obligation de transmettre chaque année à la collectivité les documents et informations qui lui sont nécessaires pour pouvoir exercer son contrôle.

Il convient par conséquent de conclure un avenant à la convention précitée afin de mettre fin à la mise à disposition des locaux, d'actualiser l'inventaire des biens mobiliers, de respecter l'obligation de transmission des informations relatives à l'évolution du parc immobilier et de mettre à jour le montant de la redevance d'affermage.

Les mouvements de bâtiments ci-dessus intervenus au cours de l'exercice 2025 vont avoir un impact en année pleine sur la redevance d'affermage :

- sortie à compter du second semestre 2025 du bâtiment @1 à Angers (cession du bâtiment),
- sortie à compter du 27 février 2025 du bâtiment UR3 à Loire-Authion (cession du bâtiment).

Ces mouvements, ainsi que l'indexation de l'assiette de la part variable sur l'indice du coût de la construction, ont pour conséquence d'établir pour 2025 la part fixe de redevance versée au délégant Angers Loire Métropole par le délégataire Aldev à 1 571 000 € HT et de fixer l'assiette 2025 de la part variable à 4 941 000 € HT.

La liste actualisée des bâtiments pour 2025 est annexée au présent avenant.

Vu le code général des collectivités territoriales, articles L. 5211-1 et suivants et L. 5215-1 et suivants,
Vu les statuts d'Angers Loire Métropole,
Considérant l'avis de la commission des finances du 01 décembre 2025
Considérant l'avis de la commission du développement économique, de l'enseignement supérieur et de la recherche du 12 novembre 2025
Considérant l'avis de la commission des finances du 01 décembre 2025,

DELIBERE

Approuve l'avenant n° 2 au contrat de prestations intégrées conclu avec la société publique locale Aldev pour les missions concernant la « commercialisation, gestion immobilière et foncière du parc économique immobilier ».

Autorise le président ou son représentant à le signer.

Impute la dépense et la recette sur le budget concerné de l'exercice en cours et, en tant que de besoin, des exercices suivants.

DEL-2025-326: Le conseil adopte à l'unanimité des suffrages exprimés

N'ont pas pris part au vote: M. Yves GIDAIN, M. Jean-Paul PAVILLON, M. Dominique BREJEON, Mme Caroline HOUSSIN-SALVETAT, M. Lamine NAHAM, M. Benoît PILET, Mme Constance NEBBULA, M. Yves COLLIOT, Mme Corinne GROSSET, M. Francis GUTEAU, M. Stéphane PABRITZ.

Dossier N° 21

Délibération n°: DEL-2025-327

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE - PARCS, JARDINS ET PAYSAGES

Parc de loisirs du lac de Maine - Tarifs pour le stationnement d'embarcations sur le parc de loisirs du lac de Maine

Rapporteur : Véronique MAILLET

EXPOSE

Depuis le 1^{er} janvier 2023, le site du parc de loisirs du lac de Maine est passé sous la compétence d'Angers Loire Métropole. Le site accueille le stationnement d'embarcations de navigation pour lesquelles une tarification avait été établie par l'Etablissement public du parc de loisirs du Lac de Maine (Eppalm), qui en assurait aussi la gestion.

Cette gestion étant désormais transférée à Angers Loire Métropole, il convient d'approuver les tarifs pour le stationnement des embarcations sur le site, conformément à la grille tarifaire annexée à la présente délibération. Ces tarifs demeurent inchangés depuis le transfert précité.

Vu le code général des collectivités territoriales, articles L. 5211-1 et suivants et L. 5215-1 et suivants,
Vu les statuts d'Angers Loire Métropole,

Vu la délibération de la Communauté urbaine du 12 décembre 2022 portant évolution de la définition de l'intérêt communautaire et transférant la gestion du site du parc de loisirs du lac de Maine à Angers Loire Métropole,

Considérant l'avis de la commission des finances du 01 décembre 2025

Considérant qu'il convient d'approuver les tarifs portant sur le stationnement d'embarcations sur le site du parc de loisirs du lac de Maine,

DELIBERE

Fixe, conformément à la grille tarifaire annexée à la présente délibération, les tarifs de stationnement des embarcations sur le site du parc de loisirs du Lac de Maine.

Impute la recette sur le budget concerné de l'exercice en cours et, en tant que de besoin, des exercices suivants.

DEL-2025-327: Le conseil adopte à l'unanimité des suffrages exprimés

N'ont pas pris part au vote: Mme Véronique MAILLET, Mme Karine ENGEL, Mme Mathilde FAVRE D'ANNE, M. Bruno GOUA, Mme Sophie LEBEAUPIN, M. Laurent VIEU.

Dossier N° 22

Délibération n°: DEL-2025-328

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE - URBANISME ET AMENAGEMENT URBAIN

Parc de loisirs du lac de Maine - Schéma directeur - Aménagement du parc secteur prioritaire - Attribution du marché de travaux

Rapporteur : Véronique MAILLET

EXPOSE

Par délibération du conseil municipal du 28 mars 2022 (DEL-2022-85), la Ville d'Angers a délégué la maîtrise d'ouvrage de la mise en œuvre du schéma directeur du Lac de Maine par voie de mandat à la société publique locale (SPL) Alter public.

Par délibération du conseil municipal du 19 décembre 2022 (DEL-2022-494), le parc de loisirs du lac de Maine a été transféré à Angers Loire Métropole. Ainsi, depuis le 1^{er} janvier 2023, le site ainsi que le projet associé sont passés sous la compétence d'Angers Loire Métropole. Le mandat autorise Alter public, mandataire agissant au nom et pour le compte d'Angers Loire Métropole, à lancer toutes les études et procédures nécessaires pour la mise en œuvre de ce projet.

Ce projet d'aménagement doit permettre de :

- développer un site Nature et Paysage ;
- connecter le parc aux quartiers avoisinants et au centre-ville en favorisant les mobilités douces ;
- accompagner la requalification de la Pyramide (maîtrise d'ouvrage Ville d'Angers), en aménageant les espaces publics et paysagers environnants ;
- regrouper et intensifier les activités terrestres au cœur du parc ;
- fédérer les activités nautiques autour du Pavoia (PAGAies et VOiles Angevines, bâtiment municipal accueillant les clubs de voile et de canoë kayak) et favoriser les nouvelles pratiques.

Les espaces concernés par le programme de travaux du secteur prioritaire sont les suivants :

- la réalisation de l'axe mobilités douces traversant le parc ;
- la voie dite « Atlantique » servant à la mise à l'eau des embarcations et son accès, dont la voie technique ;
- les accès et abords de la Pyramide ;
- les parkings publics aux entrées du parc ;
- la stabilisation du déversoir sur le chemin de halage ;
- la réalisation d'un crapauduc le long de l'avenue du Lac de Maine ;
- le traitement des sanitaires publics.

Le coût prévisionnel des travaux du secteur prioritaire, estimé en juillet 2025, s'élève à 2 810 000 € HT. Le démarrage des travaux est prévu pour le premier trimestre 2026 afin que la totalité des aménagements soient livrés au deuxième trimestre 2027. Dans ce cadre, Alter public a lancé le 3 septembre 2025 une consultation ouverte auprès d'entreprises en vertu des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 du code de la commande publique.

Vu le code général des collectivités territoriales, articles L. 5211-1 et suivants et L. 5215-1 et suivants,
Vu les statuts d'Angers Loire Métropole,
Vu l'ordonnance du 23 Juillet 2015 relative aux marchés publics,

Vu la délibération de la Ville d'Angers du 28 mars 2022, portant sur le mandat d'études et de travaux pour la requalification du Lac de Maine confié à Alter public,
Considérant l'avis de la commission des finances du 01 décembre 2025
Considérant l'avis de la commission d'appel d'offres du 17 novembre 2025

DELIBERE

Attribue les marchés aux entreprises suivantes :

- lot 1 - Voirie et réseaux divers : à l'entreprise Courant, située La Grande Chauvière, 49290 Chalonnes-sur-Loire, pour un montant de 1 400 000 € HT ;
- lot 2 - Espaces verts, mobilier et renaturation : à l'entreprise ID Verde, située 11 rue du Patis, 49124 Saint-Barthélemy-d'Anjou, pour un montant de 1 113 595,09 € HT.

Autorise Alter public, mandataire agissant au nom et pour le compte d'Angers Loire Métropole :

- à signer les marchés de travaux dans le respect de l'enveloppe financière énoncée ci-dessous, assortie d'un taux de tolérance de 5 % maximum, ainsi que tout acte se rapportant à la notification, l'exécution et le règlement de chaque marché ;
- à signer tout avenant de transfert relatif à ce marché ainsi que les avenants ayant pour objet un changement d'indices suite à la suppression de celui-ci.

Impute la dépense sur le budget concerné de l'exercice en cours et, en tant que de besoin, des exercices suivants.

DEL-2025-328: Le conseil adopte à l'unanimité

Dossier N° 23

Délibération n°: DEL-2025-329

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE - URBANISME ET AMENAGEMENT URBAIN

Angers Coeur de Maine - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Saint-Serge Faubourg Actif - Demande d'ouverture conjointe des enquêtes d'utilité publique et parcellaire

Rapporteur : Roch BRANCOUR

EXPOSE

La zone d'aménagement concerté Saint-Serge Faubourg Actif se situe dans un cadre de projet portant sur un territoire plus vaste lié à l'ambition de reconquête des berges de la Maine à Angers et au renforcement du cœur de l'agglomération angevine.

Le renouvellement de ce secteur répond à la volonté de reconstituer la ville sur elle-même pour créer un quartier dense et durable qui prend en compte les caractéristiques actuelles du site.

Par délibération du 8 octobre 2018, le conseil de communauté d'Angers Loire Métropole a décidé d'engager la phase de concertation préalable relative à l'opération et d'approuver les objectifs poursuivis par le projet. Par délibération du 8 juillet 2019, ce même conseil a tiré le bilan de la concertation préalable à la création de la ZAC.

Suivant un traité de concession d'aménagement du 10 septembre 2019, Angers Loire Métropole a confié à Alter public le projet d'aménagement de la ZAC Saint-Serge Faubourg Actif sur la commune d'Angers.

Par délibération du 13 juin 2022, le conseil de communauté a fixé les modalités de mise à disposition par voie électronique du dossier de création de la ZAC et des avis recueillis. Par délibération du 10 octobre 2022, le conseil a approuvé la synthèse de la participation du public et approuvé la création de la ZAC. Par délibération du même jour, il a également approuvé le dossier de réalisation de la ZAC ainsi que son programme des équipements publics.

Aujourd'hui, le projet d'aménagement de la ZAC Saint-Serge Faubourg Actif est amorcé avec la réalisation de certains aménagements publics. Afin de poursuivre l'aménagement du secteur, il s'avère nécessaire de déclarer d'utilité publique le projet de renouvellement urbain de la ZAC Saint-Serge Faubourg Actif.

La poursuite de ce projet d'aménagement nécessite de se rendre propriétaire de trois unités foncières (constituées de 7 parcelles cadastrales) appartenant à trois propriétaires privés et occupées pour partie par des activités. Les acquisitions foncières, transferts et éventuelles évictions des occupants feront l'objet de discussions afin de trouver des accords amiables. À défaut d'accord et afin de s'assurer de cette maîtrise foncière, il conviendra de solliciter du préfet de Maine-et-Loire un arrêté déclarant d'utilité publique (DUP) ledit projet.

Le périmètre de déclaration d'utilité publique (DUP), qui correspond au périmètre de la ZAC Saint-Serge Faubourg Actif, d'une superficie d'environ 21,6 hectares, se trouve délimité comme suit :

- au nord, le boulevard Gaston Ramon ;
- au sud, la rue Edgar Pisani ;
- à l'ouest, le quai Félix Faure ;
- à l'est, le mail des Présidents.

L'opération répond aux enjeux et objectifs suivants, poursuivis par la communauté urbaine Angers Loire Métropole :

- inventer une nouvelle forme de quartier d'activités, hybridation entre le tissu urbain du centre-ville et les zones d'activités de périphérie ;
- constituer une vitrine active et attrayante pour le cœur de l'agglomération angevine, en bord de rivière, avec le déploiement progressif d'un site économique respectueux de l'environnement ;
- mieux organiser le développement urbain et architectural de ce pôle d'activités ancien ;
- requalifier l'entrée de ville et d'agglomération que constitue le quartier Saint-Serge Faubourg Actif ;
- faciliter l'enracinement des activités en place en leur proposant un cadre de développement permettant à la collectivité de les accompagner ;
- attirer de nouvelles entreprises pour lesquelles la proximité du centre-ville est une nécessité ;
- proposer un cadre de projets qui facilitera la mise en œuvre des différents projets immobiliers ;
- répondre aux contraintes environnementales de ce site inondable par la mise en œuvre d'un projet résilient, respectueux de l'environnement, et en particulier du Plan de prévention des risques d'inondation (PPRI) ;
- accompagner les entreprises et les propriétaires à renforcer l'attractivité du quartier en désartificialisant les zones trop minéralisées et en favorisant un cadre de vie plus végétalisé et agréable.

Le projet, par son parti d'aménagement et sa programmation, permettra de répondre à ces objectifs, en compatibilité avec le Schéma de cohérence territorial (SCoT) Loire Angers et le PLUi d'Angers Loire Métropole.

L'utilité publique de ce projet urbain se justifie au regard des différents objectifs poursuivis par ce dernier.

Sur le volet foncier, il convient d'acquérir afin de poursuivre le projet de renouvellement urbain, trois unités foncières appartenant à autant de propriétaires privés.

Ces propriétaires privés concernés par ce projet ayant étant identifiés, il est également proposé dans le cadre de la présente demande de DUP, de solliciter l'ouverture conjointe des enquêtes d'utilité publique et parcellaire.

Vu le code général des collectivités territoriales, articles L. 5211-1 et suivants et L. 5215-1 et suivants,

Vu le code de l'urbanisme,

Vu le code de l'environnement,

Vu le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique,

Vu les statuts d'Angers Loire Métropole,

Vu le SCoT Loire Angers,

Vu le PLUi d'Angers Loire Métropole,

Vu la délibération du conseil de communauté du 8 juillet 2019 tirant le bilan de la concertation préalable à la création de la ZAC Saint-Serge Faubourg Actif,

Vu la délibération du conseil communautaire du 8 juillet 2019 confiant à la société Alter public le projet d'aménagement de la ZAC Saint-Serge Faubourg Actif,

Vu les délibérations du conseil de communauté du 10 octobre 2022 approuvant le dossier de création de la ZAC Saint-Serge Faubourg Actif et créant ladite ZAC,

Vu les délibérations du conseil communautaire du 10 octobre 2022 approuvant le dossier de réalisation de la ZAC Saint-Serge Faubourg Actif et le programme des équipements publics de la ZAC,

Vu le dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique ;

Vu le dossier d'enquête parcellaire,

Considérant l'avis de la commission des finances du 01 décembre 2025

Considérant l'avis de la commission de l'aménagement et du développement du territoire du 18 novembre 2025

Considérant que la déclaration d'utilité publique est nécessaire à la poursuite du projet de renouvellement urbain de la ZAC Saint-Serge Faubourg Actif à Angers,

Considérant que le recours à cette procédure permettra de s'assurer de l'acquisition des emprises foncières nécessaires à la réalisation de cette opération,

DELIBERE

Autorise le président à solliciter du préfet de Maine-et-Loire l'ouverture d'une enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique du projet de renouvellement urbain de la ZAC Saint-Serge Faubourg Actif et d'une enquête parcellaire, sur la base des dossiers constitués à cet effet, conformément aux dispositions du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, afin que soit par la suite prononcée la déclaration d'utilité publique correspondante, au profit de la société Alter public en sa qualité de concessionnaire de l'opération.

Autorise le président ou son représentant à effectuer toutes les diligences nécessaires au prononcé de la déclaration d'utilité publique.

DEL-2025-329: Le conseil adopte à l'unanimité

Dossier N° 24

Délibération n°: DEL-2025-330

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE - URBANISME ET AMENAGEMENT URBAIN

Rives Vivantes - Promenade de Reculée - Versement d'un fonds de concours à la Ville d'Angers

Rapporteur : Roch BRANCOUR

EXPOSE

Par délibération du 28 septembre 2020, la Ville d'Angers a confié à Alter public un mandat d'études et de travaux pour la réalisation du projet Rives vivantes.

Le plan programme Rives vivantes comprend l'aménagement de quatre secteurs distincts :

- la promenade de Reculée,
- les quais Ligny et du Roi-de-Pologne,
- les quais Gambetta et Félix Faure,
- le boulevard de la Maine.

Sur le secteur « promenade de Reculée » les travaux sont désormais achevés et ont porté sur la rive droite de la rivière, entre le pont Jean Moulin et le pont Confluences, sur un linéaire de près d'1,7 km comprenant la rue Larrey, la promenade de Reculée et la rue André Bocquel. Les interventions menées sur l'espace public ont permis de :

- réduire la place de la voiture et du stationnement ;
- améliorer la place du piéton et du vélo avec des parcours lisibles et sécurisés ;
- faciliter les accès à la rivière, notamment pour les pratiquants de la voile et les pêcheurs ;
- préserver la biodiversité en place et renaturer certaines portions des berges ;
- participer à la mise en valeur du paysage pittoresque du village de Reculée.

Le coût final de l'opération, entièrement portée par la Ville d'Angers, est de 5 421 738 € HT. Conformément aux règles de financement des opérations de voirie dont la communauté urbaine s'est dotée, la moitié de ce montant doit être supportée par Angers Loire Métropole au titre de sa compétence Voirie.

Un premier appel de fonds de concours, pour un montant de 2 000 000 €, a été réalisé par la Ville auprès d'Angers Loire Métropole. Ce montant a été versé le 10 décembre 2024.

Le coût final de l'opération étant désormais connu, il convient de verser à la Ville d'Angers le solde du montant dû par la communauté urbaine, à savoir 700 000 €.

Vu le code général des collectivités territoriales, articles L. 5211-1 et suivants et L. 5215-1 et suivants,
Vu les statuts d'Angers Loire Métropole,
Vu la délibération du conseil communautaire du 17 mars 2025 concernant le budget primitif communautaire 2025,

DELIBERE

Approuve le versement d'un fonds de concours à la Ville d'Angers d'un montant de 700 000 € dans le cadre de la réalisation du programme Rives vivantes.

Impute la dépense sur le budget concerné de l'exercice en cours et, en tant que de besoin, des exercices suivants.

DEL-2025-330: Le conseil adopte à l'unanimité

Dossier N° 25

Délibération n°: DEL-2025-331

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE - HABITAT ET LOGEMENT

Délégation des aides à la pierre (2022-2027) - Exercice 2025 - Avenants de fin de gestion n°9 à la convention générale et n°8 à la convention pour la gestion des aides à l'habitat privé (Anah)

Rapporteur : Roch BRANCOUR

EXPOSE

Aux termes d'une convention conclue avec l'Etat organisant la gestion complète des aides à la pierre pour les parcs public (HLM) et privé, Angers Loire Métropole est délégataire des aides à la pierre sur son territoire. Cette convention de six ans (2022-2027) prévoit la signature d'avenants en début et fin de chaque exercice.

En cette fin d'exercice 2025, il s'agit d'ajuster les objectifs de production aux perspectives de réalisation, ainsi que les enveloppes d'aides relatives aux parcs public et privé.

Le contexte économique et financier national ralentit le dépôt des dossiers de financement et d'agrément, tant pour les bailleurs sociaux que pour les particuliers prévoyant d'améliorer leur logement grâce aux aides de l'Agence de l'amélioration de l'habitat (Anah).

Aussi, selon les perspectives travaillées pour notre territoire, les objectifs et dotations sont majorés pour le parc public et ajustés à la baisse pour le parc privé.

Pour le parc public :

L'avenant n°9 de fin de gestion 2025 porte les objectifs finaux à :

- 440 logements financés à l'aide de prêts locatifs à usage social (PLUS) et de prêts locatifs aidés d'intégration (PLAI) contre 408 programmés initialement ;
- 300 agréments de prêts locatifs à usage social (PLS), contre 525 agréments prévus initialement ; cette variation du nombre d'agréments PLS n'impacte pas les aides à la pierre (aides directes et indirectes), s'agissant exclusivement d'aides indirectes (TVA à taux réduit, prêts réglementés, exonération de taxe foncière).

Les aides à la pierre accompagnent également le financement de la réhabilitation de 155 logements anciens d'HLM. Ainsi, 144 logements recevront une aide forfaitaire au titre du dispositif de soutien à la rénovation énergétique et 11 au titre du dispositif de changement de vecteur de chauffage et / ou de production d'eau chaude.

Dans ces conditions, la dotation finale annuelle pour le parc public s'élève donc à un total de 2 945 150 € de nouveaux engagements dont :

- 1 560 650 € pour l'offre nouvelle ;
 - et 1 384 500 € pour la rénovation de logements locatifs sociaux ;
- ⇒ soit une majoration de + 7,9 % par rapport à la dotation initiale de l'exercice.

Pour le parc privé :

S'agissant du logement privé, les modalités initiales sont ajustées de la façon suivante : une réduction des objectifs pour l'accompagnement individuel des propriétaires bailleurs (de 14 à 11 ménages) et des propriétaires occupants leur logement (de 340 à 274).

Cette baisse, entérinée au niveau national, est la conséquence de la réorientation des aides Ma Prime Rénov' vers les seuls ménages très modestes.

La suspension estivale de Ma Prime Rénov' n'a pas impacté les copropriétés. Alors que la communication nationale générée à cette occasion aurait pu freiner les projets de travaux, tel n'a pas été le cas : l'avenant final enregistre une augmentation des objectifs pour le traitement des logements en copropriété (de 300 à 357 lots de copropriété).

Au total, 642 logements ou lots de copropriété sont fixés au titre des objectifs d'amélioration finaux ; ils se répartissent de la manière suivante :

- 11 logements de propriétaires bailleurs ;
- 274 logements de propriétaires occupants :
 - o 6 logements en sortie d'indignité et très dégradés ;
 - o 125 logements adaptés à la perte d'autonomie ;
 - o 143 logements traités au titre de la lutte contre la précarité énergétique ;
- 357 logements en copropriétés :
 - o 229 au sein de copropriétés « saines » ;
 - o 116 logements au sein de copropriétés « fragiles » ;
 - o 12 logements dans des copropriétés « en difficulté ».

L'enveloppe finale de droits à engagement Anah est ajustée à 12 225 140 € incluant l'ingénierie, les travaux des particuliers propriétaires et/ou des copropriétaires, contre 13 285 027 € prévus initialement (8 519 932 € d'autorisations d'engagements initiales et 4 765 795 € de réserve régionale), soit un recul de -7,98 % pour -1,98 % des objectifs.

Vu le code général des collectivités -, article L. 5211-1 et suivants,

Vu le code général des collectivités territoriales, article L. 5215-1 et suivants,

Vu les statuts d'Angers Loire Métropole,

Vu la convention de délégation de compétence des aides à la pierre de l'Etat signée le 30 juin 2022,

Vu la convention de gestion des aides à l'habitat privé conclue avec l'Anah le 30 juin 2022,

Considérant l'avis de la commission des finances du 01 décembre 2025

Considérant l'avis de la commission de l'aménagement et du développement du territoire du 18 novembre 2025

DELIBERE

Approuve les deux avenants suivants, dont les projets sont annexés à la présente délibération :

- l'avenant n° 9 à la convention générale de délégation des aides à la pierre de l'Etat 2022-2027 (annexe 1) ;
- l'avenant n° 8 à la convention pour la gestion des aides à l'habitat privé conclue avec l'Anah (annexe 2).

Autorise le président ou son représentant à signer ces deux avenants ainsi que tout acte utile à leur exécution.

Impute les recettes et les dépenses sur les budgets concernés de l'exercice en cours et, en tant que de besoin, des exercices suivants.

Intervention pour information : Silvia CAMARA-TOMBINI

DEL-2025-331: Le conseil adopte à l'unanimité

Dossier N° 26

Délibération n°: DEL-2025-332

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE - HABITAT ET LOGEMENT

**Programme local de l'habitat - Amélioration de l'habitat privé - Pacte territorial France Rénov'
- Convention "volet accompagnement pour l'amélioration de l'habitat insalubre"**

Rapporteur : Roselyne BIENVENU

EXPOSE

Vu le code général des collectivités territoriales, articles L. 5211-1 et suivants et L. 5215-1 et suivants,
Vu le code de la commande publique,
Vu les statuts d'Angers Loire Métropole,
Vu la délibération DEL-2017-17 du conseil de communauté du 13 février 2017 adoptant le Plan local d'urbanisme intercommunal valant Programme local de l'habitat d'Angers Loire Métropole,
Vu la délibération DEL 2024-345 du conseil de communauté du 09 décembre 2024 adoptant le nouveau service public de rénovation de l'habitat à travers la convention Pacte territorial,
Vu la convention de délégation de compétence pour la gestion des aides à la pierre conclue avec l'Anah le 22 juin 2022,
Considérant l'avis de la commission de l'aménagement et du développement du territoire du 19 novembre 2024
Considérant l'avis de la commission des finances du 02 décembre 2024

DELIBERE

Approuve la convention relative au « volet accompagnement pour l'amélioration de l'habitat insalubre » du Pacte territorial France Rénov' d'Angers Loire Métropole conclue avec l'Etat, l'Anah et le Département de Maine-et-Loire, dont le projet est annexé à la présente délibération.

Autorise le président ou son représentant à signer cette convention ainsi que tout avenants et actes afférents.

Impute les dépenses et les recettes sur le budget concerné de l'exercice en cours et, en tant que de besoin, des exercices suivants.

DEL-2025-332: Le conseil adopte à l'unanimité

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE - HABITAT ET LOGEMENT

Programme local de l'habitat - Amélioration de l'habitat privé - Dispositif d'aides aux travaux de rénovation

Rapporteur : Roselyne BIENVENU

EXPOSE

Dans le cadre du Programme local de l'habitat et de sa politique de transition écologique, Angers Loire Métropole porte, depuis plus de 10 ans, un service public de rénovation de l'habitat privé incarné par la marque « Mieux chez moi ».

Délégataire des aides à la pierre de type III pour le parc privé depuis 2022, Angers Loire Métropole s'est également engagée le 9 décembre 2024 à poursuivre l'accompagnement de cette politique publique au travers de la contractualisation du Pacte territorial France Rénov' 2025-2029 avec l'Agence nationale de l'habitat (Anah), le Département et le Syndicat intercommunal des énergies de Maine-et-Loire (Siéml).

Au-delà de l'information, du conseil et de l'accompagnement proposés par « Mieux chez moi », Angers Loire Métropole a mis en place des aides directes pour soutenir financièrement les ménages et massifier les projets de rénovation sur le territoire.

Deux types d'aides financières ont ainsi été mises en place :

- des aides individuelles attribuées aux propriétaires pour la réalisation de travaux d'amélioration ;
- des aides collectives attribuées aux syndicats de copropriété pour la réalisation d'études techniques et énergétiques et pour la réalisation de travaux d'amélioration des parties communes.

Afin de créer un effet de levier efficace qui permet de déclencher le passage aux travaux, les aides d'Angers Loire Métropole sont adossées au dispositif France Rénov' déployé par l'Anah. Le soutien financier de la communauté urbaine est complémentaire avec les aides des programmes :

- « MaPrimeRénov' Rénovation globale » et « MaPrimeRénov' Copropriété », pour la rénovation énergétique ;
- « MaPrimeAdapt' », pour l'adaptation des logements à la perte d'autonomie ;
- « MaPrime Logement Décent », pour la lutte contre l'habitat indigne ou dégradé ;
- « Loc'Avantages » pour le développement d'un parc locatif privé à loyer maîtrisé.

Après cinq années de déploiement, un bilan des aides financières de la communauté urbaine a permis de faire émerger plusieurs constats :

- des forces et des opportunités à préserver :
 - o des aides socles bien calibrées qui permettent de couvrir l'ensemble des thématiques prioritaires (amélioration énergétique, adaptation du logement et résorption de l'habitat dégradé) et qui permettent de maintenir un reste à charge soutenable pour les ménages ;
 - o un dispositif simple car adossé en tous points aux aides de l'Anah (critères d'éligibilités et techniques identiques) ;
 - o des aides qui permettent d'accompagner la montée en qualité des projets de rénovation énergétique (63 % de gain énergétique moyen en 2024 vs 42 % en 2020 pour les projets accompagnés et financés) ;

- une prime « basse consommation » déployée depuis 2024 qui joue son rôle dans l'amélioration de la qualité des projets (79 % des projets de rénovation énergétique atteignent les étiquettes A ou B après travaux vs 16 % en 2023) ;
- une aide aux audits techniques et énergétiques en copropriété qui se révèle être un réel accélérateur pour développer les projets collectifs : 42 % des audits subventionnés par Angers Loire métropole se traduisent par un projet de travaux soumis au vote de l'assemblée générale dans les deux années qui suivent la réalisation de l'étude et 25 % conduisent à une réflexion sur un temps plus long ; seuls 32 % des copropriétés soutenues ne donnent pas suite à l'étude ; en volume, cela représente 127 copropriétés soutenues pour leurs études et près de 4 439 logements concernés ;
- des faiblesses à corriger :
 - pour les projets « propriétaires occupants », des plafonds de travaux subventionnables qui n'ont pas évolué depuis 2019 et qui ne sont plus en cohérence avec ceux de l'Anah, contrariant ainsi la lisibilité et la simplicité du dispositif ;
 - une aide à la rénovation énergétique aux propriétaires occupants sous plafonds de ressources « intermédiaires » encore peu mobilisée car mise en place récemment, à ajuster pour correspondre aux nouveaux plafonds de travaux, sans engendrer d'impact budgétaire (il est proposé une aide de 5 % avec un plafond de travaux à 40 000 € HT au lieu de 10 % et 20 000 € HT).

Sur la période 2020-2024, les aides de la communauté urbaine ont permis d'accompagner les travaux de 1 825 logements, soit 1,6 % des résidences principales du parc privé.

La dynamique enclenchée dans l'accompagnement des copropriétés, impulsée en 2022, avec la mise en place de subventions aux audits et aux travaux, adossée aux aides de l'Anah, commence à porter ses fruits en 2024 avec, pour la première année, une majorité de travaux financés en copropriété dans le cadre de la délégation des aides à la pierre (360 logements en copropriété financés en 2024 contre 358 logements individuels).

Afin de poursuivre la dynamique de rénovation engagée sur le territoire et de garantir la stabilité du dispositif déployé par Angers Loire Métropole, il est proposé d'adopter le règlement des aides pour l'année 2026, dans la continuité du règlement de 2025. Dans l'optique de tenir compte des faiblesses identifiées, deux modifications sont proposées, sans impact budgétaire :

- a) un ajustement des plafonds de travaux subventionnables pour les aligner avec ceux de l'Anah pour les projets portés par les propriétaires occupants ; les taux de subventions sont revus en conséquence pour rester à budget constant ;
- b) la suppression du niveau de ressources « très très modestes », pour se mettre en cohérence avec les plafonds de l'Anah.

Ainsi, les aides aux travaux d'Angers Loire Métropole sont ciblées vers :

1. **Les propriétaires occupants sous plafonds de revenus « modestes », qui représentent environ 22 % des propriétaires occupants du territoire :**
 - pour la résorption de l'habitat indigne ou très dégradé : une aide de 10 % du montant HT des travaux pour les propriétaires modestes, plafonnée à 7 000 € et 20 % du montant HT des travaux pour les très modestes, plafonnée à 14 000 € ;
 - pour l'amélioration énergétique performante : une aide de 5 % du montant HT des travaux pour les propriétaires « modestes », plafonnée à 2 000 €, et de 10 % du montant HT des travaux pour les « très modestes », plafonnée à 4 000 € ;
 - pour l'adaptation des logements : une aide de 10 % du montant HT des travaux plafonnée à 2 200 € pour les ménages « très modestes ».
 - à cela s'ajoute une bonification de 1 500 € si le logement atteint l'étiquette énergétique A ou B après travaux ;

2. Les propriétaires occupants sous plafonds de revenus « intermédiaires » :

- pour l'amélioration énergétique performante : une aide de 5 % du montant HT des travaux, plafonnée à 2 000 € ;

3. Les propriétaires bailleurs sous condition de signature d'une convention de loyer maîtrisé avec l'Anah (dispositif Loc'Avantages) :

- pour la résorption de l'habitat indigne ou très dégradé : une aide comprise entre 10 % et 20 % du montant HT des travaux, plafonnée à 8 000 € pour les logements à loyer « intermédiaire » et 16 000 € pour les logements à loyer « très social » ;
- pour des travaux visant à assurer la sécurité et la salubrité de l'habitat : une aide comprise en 10 % et 20 % du montant HT des travaux, plafonnée à 6 000 € en loyer « intermédiaire » et 12 000 € en loyer « très social » ;
- pour l'amélioration énergétique performante : une aide comprise entre 10 % et 20 % du montant HT des travaux, plafonnée à 6 000 € en loyer « intermédiaire » et 12 000 € en loyer « très social » ;
- à cela s'ajoute une bonification de 1 500 € si le logement atteint l'étiquette énergétique A ou B après travaux ;

4. Les syndicats de copropriétaires :

- pour la réalisation d'études techniques et énergétiques : une aide de 50 % du montant de la prestation HT, plafonnée à 4 000 € ;
- pour l'amélioration énergétique : une aide comprise en 5 % et 10 % du montant HT des travaux, plafonnée à 1 500 € par logement ;
- pour des travaux sur une copropriété dégradée : une aide comprise entre 5 % et 20 % du montant HT des travaux, plafonnée à 3 000 € par logement.
- à cela s'ajoute une bonification de 5 % pour les copropriétés qui atteignent l'étiquette énergétique A ou B après travaux ;
- à cela s'ajoute une prime individuelle de 1 500 € pour les copropriétaires « très modestes », « modestes » et « intermédiaires ».

Vu le code général des collectivités territoriales, articles L. 5211-1 et suivants et L. 5215-1 et suivants,

Vu le code de la construction et de l'habitation,

Vu les statuts d'Angers Loire Métropole,

Vu la délibération DEL-2017-17 du conseil de communauté du 13 février 2017 adoptant le Plan local d'urbanisme intercommunal valant Programme local de l'habitat d'Angers Loire Métropole,

Vu la délibération DEL 2024-345 du conseil de communauté du 9 décembre 2024 adoptant le nouveau service public de rénovation de l'habitat à travers la convention Pacte territorial,

Vu la convention de délégation de compétence pour la gestion des aides à la pierre conclue avec l'Anah le 22 juin 2022,

Considérant l'avis de la commission de l'aménagement et du développement du territoire du 18 novembre 2025

Considérant l'avis de la commission des finances du 01 décembre 2025

DELIBERE

Approuve les modifications du règlement d'aides à l'amélioration des logements privés, telles qu'énoncées ci-avant.

Approuve la reconduction des aides à l'amélioration de l'habitat privé d'Angers Loire Métropole ainsi que le règlement d'attribution des aides annexé à la présente délibération.

Délègue à la commission permanente le pouvoir de se prononcer sur les évolutions du règlement d'attribution des aides d'Angers Loire Métropole.

Autorise le président ou son représentant à signer tous les documents afférents à la présente délibération.

Impute la dépense sur le budget concerné de l'exercice en cours et, en tant que de besoin, des exercices suivants.

DEL-2025-333: Le conseil adopte à l'unanimité

Dossier N° 28

Délibération n°: DEL-2025-334

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE - HABITAT ET LOGEMENT

Politique de l'habitat - Soutien à la production et à la réhabilitation de logements participant à l'équilibre social de l'habitat - Garanties d'emprunts par Angers Loire Métropole - Dispositif rénové - Principes

Rapporteur : Christophe BÉCHU

EXPOSE

En tant qu'autorité responsable de l'équilibre social de l'habitat sur son territoire, la communauté urbaine inscrit son action dans le cadre du Plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) valant Programme local de l'habitat (PLH), en cours de révision générale. Le soutien à la production et à la réhabilitation de logements sociaux par l'octroi de garanties d'emprunt est un levier essentiel pour atteindre les objectifs fixés et très attendu des prêteurs pour sécuriser les plans de financements des opérations.

Ainsi, par délibération du 13 décembre 2012, Angers Loire Métropole a adopté un dispositif de garanties d'emprunts pour le développement et la réhabilitation de logements sociaux. Le dispositif a connu deux évolutions :

- la première en 2018 pour cautionner à 100 % les prêts soutenant la réhabilitation et la reconstitution de logements concernés par l'opération de rénovation urbaine (Anru Monplaisir et Belle-Beille) ;
- la seconde en 2024 pour soutenir exceptionnellement les prêts des opérateurs de logement social propres aux acquisitions de logements en l'état futur d'achèvement, cédés par la promotion privée.

Le dispositif actuel établit des quotités de garantie d'emprunts différentes en fonction du bailleur et de la taille de la commune ($\pm 3\,500$ habitants). Depuis le 1^{er} janvier 2013, Angers Loire Métropole a ainsi apporté sa garantie, totale ou partielle, à hauteur de 600 millions d'euros, permettant la réalisation et/ou la réhabilitation d'environ 11 000 logements.

Sur la décennie, dans un contexte de tension du marché du logement et de crise financière, l'activité des organismes HLM s'est diversifiée et les conditions d'exercice ont structurellement évolué, nécessitant de revoir les modalités d'octroi des garanties par Angers Loire Métropole.

Il est ainsi proposé que l'intervention de la communauté urbaine auprès des opérateurs de logements aidés soit simplifiée et rendue plus lisible, de la manière suivante sur tout le périmètre d'Angers Loire Métropole (hors projet financé par l'Anru) :

Organismes emprunteurs	Réhabilitation du parc HLM	PLUS PLAI PLS	PSLA	BRS	PLi
Angers Loire Habitat, La Soclova	100 %				
ESH locales Podeliha, LogiOuest	50 %				
Autres organismes HLM et agréés en maîtrise d'ouvrage directe	50 %				
Organismes locaux d'accession sociale			50 % maximum au cas par cas		
Organismes extérieurs d'accession sociale en maîtrise d'ouvrage directe			50 % maximum au cas par cas		
Organismes de foncier solidaire publics				100 %	
Organismes de foncier solidaire privés				50 % maximum au cas par cas	

Sur tout le périmètre d'Angers Loire Métropole dans le cadre de projets financés par l'Anru (poursuite du dispositif adopté en 2018) :

Organismes emprunteurs	Réhabilitation du parc HLM	PLUS PLAI PLS
Angers Loire Habitat, La Soclova	100%	100%
ESH locales Podeliha, LogiOuest	100%	100%
Autres organismes HLM et agréés en maîtrise d'ouvrage directe	100%	100%

Pour rappel, l'intervention d'Angers Loire Métropole dans le cadre de ce dispositif de garantie d'emprunts s'accompagne également des principes suivants, qui demeureront pour l'essentiel inchangés :

- l'octroi de garantie pour le logement aidé ouvre droit à une réservation de logements locatifs sociaux, quelle que soit la quotité d'emprunt garantie ; les droits de réservation pluriannuels ouverts sont calculés sur la base de 20 % au plus des logements de chaque opération financée ;
- la répartition des compétences entre le conseil de communauté et la commission permanente s'agissant de l'approbation des garanties d'emprunt propres au champ de l'habitat (délégation du conseil à la commission permanente pour les garanties d'emprunts d'un montant inférieur ou égal à 10 millions d'euros) ;
- les interventions relatives à des opérations ne répondant pas aux critères prévus par la présente délibération pourront faire l'objet d'un examen au cas par cas, selon l'intérêt du projet, la situation financière du porteur et les montants des emprunts garantis.

Ce nouveau cadre d'exercice des garanties d'emprunt entrera en vigueur pour les dossiers présentés aux instances à compter du 1^{er} juillet 2026.

Une délibération complémentaire viendra préciser les modalités techniques, juridiques et financières du dispositif au cours du premier semestre 2026.

Vu le code général des collectivités territoriales, article L5211-1 et suivants, les articles L5216-1 à L5216-5 qui organisent les conditions de garantie des emprunts,
Vu le code de la construction et de l'habitation, qui définit entre autres, le Programme Local de l'Habitat, le champ de la délégation des aides à la pierre, les organismes habilités à recevoir les financements et agréments de l'Etat et à mobiliser un prêt correspondant, les aides publiques au logement, autorisant les EPCI à garantir les emprunts, l'exercice du droit de réservation et le fonctionnement de commissions d'attributions,
Vu les circulaires NOR/INT/BO 500105C du 23 novembre 2005 et NOR/MCT/BO 000 63C du 13 juillet 2006 relatives à la définition de l'intérêt communautaire des EPCI en matière d'habitat,
Vu les statuts d'Angers Loire Métropole,
Vu la délibération du conseil de communauté portant délégation d'attributions à la commission permanente,
Vu le PLUi valant PLH et le dispositif financier de soutien à la production de logements sociaux,
Considérant l'intérêt d'assurer la garantie des emprunts favorisant le développement d'une offre de logements aidés neufs et réhabilités,
Considérant l'intérêt de promouvoir et de faciliter une offre de logements diversifiés sur l'ensemble des communes de notre territoire,
Considérant l'avis de la commission des finances du 01 décembre 2025
Considérant l'avis de la commission de l'aménagement et du développement du territoire du 18 novembre 2025

DELIBERE

Décide d'apporter aux acteurs du logement aidé une aide indirecte, sous forme de garantie d'emprunts totale ou partielle, au bénéfice des opérations constituant une offre nouvelle, neuve ou réhabilitée.

A cet effet, approuve les principes généraux d'octroi des garanties d'emprunts d'Angers Loire Métropole exposés ci-dessus en vue d'une entrée en vigueur au 1^{er} juillet 2026.

DEL-2025-334: Le conseil adopte à l'unanimité des suffrages exprimés

N'ont pas pris part au vote: Mme Roselyne BIENVENU, M. Roch BRANCOUR, M. Jean-Paul PAVILLON, M. Dominique BREJEON, M. Franck POQUIN, M. Benoît PILET, Mme Constance NEBBULA, Mme Jeanne BEHRE-ROBINSON, Mme Christine BLIN, Mme Silvia CAMARA-TOMBINI, M. Denis CHIMIER, Mme Maryse CHRÉTIEN, M. Benoît CHRISTIAN, M. Benoît COCHET, M. Yves COLLIOT, M. Francis GUTEAU, Mme Sophie LEBEAUPIN, M. Stéphane PABRITZ, M. Jean-François RAIMBAULT, M. Florian RAPIN, Mme Marie-France RENOU, Mme Claire SCHWEITZER, Mme Alima TAHIRI, M. Philippe VEYER, M. Laurent VIEU.

Dossier N° 29

Délibération n°: DEL-2025-335

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE - URBANISME ET AMENAGEMENT URBAIN

Agence d'urbanisme de la région angevine (Aura) - Convention cadre triennale 2024-2026 - Avenant n°2

Rapporteur : Roselyne BIENVENU

EXPOSE

L'Agence d'urbanisme de la région angevine (Aura) est engagée aux côtés de ses partenaires et en particulier d'Angers Loire Métropole pour, d'une part, analyser les évolutions urbaines et territoriales en cours à de nombreuses échelles et, d'autre part, contribuer à la définition de stratégies partagées d'aménagement et de développement durable, par et entre ses membres.

Les activités de l'agence sont structurées tous les ans autour d'un programme partenarial de travail qui réunit l'ensemble des contributions définies et partagées par ses membres.

Au-delà de la participation active d'Angers Loire Métropole au sein de l'association, les deux parties sont liées par une convention triennale qui a vocation à garantir la continuité et le caractère pluriannuel des travaux de l'agence.

Chaque année, cette convention fait l'objet d'un avenant qui a pour objet de :

- préciser les travaux intéressant plus particulièrement Angers Loire Métropole au sein du projet de programme partenarial pour l'année à venir (cf. projet d'avenant annexé) ;
- fixer les conditions de participation financière d'Angers Loire Métropole.

Les trois axes de travail du programme partenarial sont les suivants :

- Axe 1 - Connaissance partagée des territoires (observer le territoire, informer et débattre) ;
- Axe 2 - Exploration et transitions (prospective, objectif « zéro artificialisation nette », ville désirable et fabrique urbaine, transition numérique, transition démographique, transition énergétique) ;
- Axe 3 - Stratégies territoriales, planification et politiques publiques (élaboration et révision de PLUi, économie, dynamiques scolaires, politiques de solidarité, grand territoire).

En 2026, l'Aura conduira pour Angers Loire Métropole, dans le cadre de la Révision générale du PLUi, des ateliers à destination des services et des élus sur la mise en œuvre de la sobriété foncière, une étude sur les leviers facilitant le modèle du renouvellement urbain ainsi qu'une étude sur la trame verte au sein du pôle centre. Concernant l'adaptation au changement climatique, plusieurs missions sont inscrites ; certaines sont déjà lancées, comme l'identification d'espaces permettant un maillage fraîcheur. L'agence contribuera à des études sur la mobilité, sur le volet Habitat et dans le domaine économique. Enfin, des suivis de la programmation scolaire, des projets NPNRU et du projet alimentaire territorial seront réalisés en continuité des années précédentes.

Au regard de l'intérêt qu'elle porte à l'exécution de ce programme partenarial, la participation d'Angers Loire Métropole pour l'année 2026 est répartie de la manière suivante :

- une cotisation de 0,60 € par habitant, le chiffre légal de population étant celui au 1^{er} janvier du dernier recensement réalisé par l'Insee, soit le 1^{er} janvier 2026 ;
- une contribution de 613 500 €.

Sur ces bases, le montant global prévisionnel de la participation à l'Aura est estimé à 803 000 €. Il sera ajusté selon le montant de la cotisation adossé au recensement Insee tel que prévu ci-dessus.

Vu le code général des collectivités territoriales, articles L. 5211-1 et suivants et L. 5215-1 et suivants,
Vu les statuts d'Angers Loire Métropole,
Vu les statuts de l'Agence d'urbanisme de la région angevine,
Vu la délibération DEL-2023-295 du 11 décembre 2023 approuvant la convention triennale de partenariat 2024-2026 conclue avec l'Aura

DELIBERE

Approuve l'avenant n°2 à la convention-cadre triennale 2024-2026 conclue avec l'Agence d'urbanisme de la région angevine (Aura), relative au programme de travail 2026 de l'Aura.

Autorise le président ou son représentant à signer cet avenant, dont le projet est annexé à la présente délibération, et tout document afférent.

Approuve le versement d'une participation financière à verser à l'Aura comprenant une cotisation de 0,60 € par habitant d'Angers Loire Métropole et une contribution de 613 500 €, soit un montant total prévisionnel de 803 000 €, versés selon les modalités prévues dans l'avenant précité.

Impute la dépense sur le budget concerné de l'exercice en cours et, en tant que de besoin, des exercices suivants.

DEL-2025-335: Le conseil adopte à l'unanimité des suffrages exprimés

N'ont pas pris part au vote: Mme Roselyne BIENVENU, Mme Corinne BOUCHOUX, M. Jean-Charles PRONO, M. Roch BRANCOUR, Mme Véronique MAILLET, M. Jean-Louis DEMOIS, M. Jean-Paul PAVILLON, M. Dominique BREJEON, M. Lamine NAHAM, M. Franck POQUIN, M. Philippe ABELLARD, M. Sébastien BODUSSEAU, M. Marc CAILLEAU, M. Denis CHIMIER, M. Yves COLLIOT, M. Jérémy GIRAULT, Mme Corinne GROSSET, M. Jean-Pierre HÉBÉ, M. Paul HEULIN, M. Grégoire JAUNEAULT, Mme Monique LEROY, M. Patrice NUNEZ, M. Florian RAPIN, M. Philippe VEYER, M. Jean-Philippe VIGNER.

Dossier N° 30

Délibération n°: DEL-2025-336

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE - VOIRIE ET ESPACES PUBLICS

Éclairage public - Interventions du Syndicat intercommunal d'énergies de Maine-et-Loire (Siéml) – Avenant n°1 à la convention-cadre relative à l'éclairage public

Rapporteur : Christophe BÉCHU

EXPOSE

Par délibération du 8 juillet 2024, le conseil de communauté a approuvé la convention-cadre conclue avec le Syndicat intercommunal d'énergies de Maine-et-Loire (Siéml) relative aux interventions portant sur l'éclairage public réalisées sur le territoire intercommunal. Cette convention détermine les conditions et les modalités de l'accompagnement du Siéml sur ces interventions.

Trois modifications doivent lui être apportées.

Compte tenu de la fin prochaine du programme de rénovation du parc d'éclairage public d'Angers Loire Métropole dans le cadre du projet Territoire intelligent et de la nécessité de faire évoluer les périmètres d'intervention respectifs du Siéml et d'Angers Loire Métropole jusqu'à la fin de ce projet fixé en 2032, il y a lieu de modifier par avenant la nature des interventions du Siéml sur la commune d'Angers, afin que ce dernier puisse intervenir sur cette commune dans les mêmes conditions que dans les autres communes membres, pour toute opération sur le réseau d'éclairage public, à compter du 1^{er} janvier 2026. En effet, le Siéml n'intervient à ce jour sur la Ville d'Angers que dans le cadre des opérations d'effacement du réseau d'éclairage public.

Par ailleurs, dans le cadre de la reprise du suivi de la maintenance de l'éclairage public par Angers Loire Métropole en 2026, il y a lieu d'ajuster par avenant les modalités de participation financière entre les deux entités pour les travaux d'éclairage public sur le territoire des communes percevant directement la TICFE (taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité).

Enfin, il est proposé de permettre la reconduction de la convention-cadre jusqu'au 31 décembre 2028 afin qu'elle s'accorde avec la date de fin de la convention de quasi-régie, également conclue avec le Siéml en 2019 dans le cadre du projet Territoire intelligent.

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code général des collectivités territoriales, articles L. 5211-1 et suivants et L. 5215-1 et suivants,

Vu les statuts d'Angers Loire Métropole,

Vu la délibération n°2019-119 du conseil communautaire du 17 juin 2019,

Vu la délibération n°2024-173 du conseil communautaire du 8 juillet 2024,

DELIBERE

Approuve l'avenant n°1 à la convention-cadre conclues avec le Syndicat intercommunal d'énergies de Maine-et-Loire (Siéml) pour organiser l'accompagnement, par le syndicat, d'interventions d'éclairage public réalisées sur le territoire intercommunal.

Autorise le président ou son représentant à signer cet avenant, dont le projet est annexé à la présente délibération.

Impute la dépense sur le budget concerné de l'exercice en cours et, en tant que de besoin, des exercices suivants.

DEL-2025-336: Le conseil adopte à l'unanimité des suffrages exprimés

N'ont pas pris part au vote: M. Franck POQUIN, Mme Constance NEBBULA, M. Robert BIAGI, M. Sébastien BOUSSION, M. Marc CAILLEAU, M. Patrick CHARTIER, M. Denis CHIMIER, M. Jérémy GIRAULT, M. Eric GODIN, M. Arnaud HIE, M. Grégoire LAINÉ, Mme Monique LEROY, M. Patrice NUNEZ, M. Jean-François RAIMBAULT, M. Florian RAPIN.

Dossier N° 31

Délibération n°: DEL-2025-337

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE - VOIRIE ET ESPACES PUBLICS

Éclairage public - Opérations d'extension - Participations financières d'Angers Loire Métropole et du Siéml - Conventions particulières - Appel de fonds de concours auprès des communes

Rapporteur : Christophe BÉCHU

EXPOSE

En lien avec sa compétence Voirie, la communauté urbaine sollicite le Syndicat intercommunal d'énergies de Maine-et-Loire (Siéml) pour les opérations d'extension sur le réseau d'éclairage public.

En application de la convention-cadre liée aux interventions d'éclairage public, conclue avec le Siéml et approuvée par délibération du 8 juillet 2024, il convient de conclure une convention particulière pour chaque opération programmée. Cette convention précise le lieu, le montant de l'opération déléguée, les modalités techniques d'intervention et les participations financières des parties.

Dans le cadre des opérations d'extension d'éclairage public, Angers Loire Métropole appelle des fonds de concours communaux à hauteur de 50% du montant HT à charge d'Angers Loire Métropole.

Des opérations d'extension sur le réseau d'éclairage public sont programmées sur les communes d'Avrillé, de Beaucouzé, de Briollay, de Feneu, de Savennières et de Verrières-en-Anjou.

Les coûts à la charge d'Angers Loire Métropole étant à ce jour estimatifs, les sommes à appeler auprès des communes pourront être ajustées, à la baisse ou à la hausse, pour tenir compte des charges réellement exposées. Les ajustements à la hausse pourront, le cas échéant, être réalisés dans la limite de 5 % des montants délibérés. En cas de franchissement de ce seuil, une nouvelle délibération du conseil de communauté devra être adoptée.

Pour mémoire, des surcoûts pour des demandes spécifiques des communes peuvent leur être répercutés ; ainsi en est-il :

- du matériel hors catalogue inclus au marché « Territoire intelligent » (TI) ;
- de l'installation de prises de guirlandes spécifiques ou supplémentaires ;
- des équipements relevant de la compétence communale.

L'annexe n°1 à la présente délibération détaille les appels de fonds de concours auprès des communes et les participations financières maximums, par opération, d'Angers Loire Métropole et du Siéml.

Vu le code général des collectivités territoriales, articles L. 5211-1 et suivants et L. 5215-1 et suivants,
Vu les statuts d'Angers Loire Métropole,

Vu la délibération DEL-2021-242 du conseil de communauté du 13 décembre 2021 précisant les modalités d'organisation de l'exercice des compétences « création, aménagement et entretien de voirie » et « gestion des eaux pluviales »,
Vu la délibération DEL-2024-173 du conseil de communauté du 8 juillet 2024, approuvant la convention-cadre organisant l'accompagnement, par le Siéml, des interventions d'éclairage public réalisées sur le territoire intercommunal,

Vu la délibération DEL-2025-299 du conseil de communauté du 17 novembre 2025
Considérant l'avis de la commission des finances du 01 décembre 2025
Considérant l'avis de la commission de l'aménagement et du développement du territoire du 18 novembre 2025

DELIBERE

Dans le cadre de la réalisation des opérations d'extension de l'éclairage public, et conformément à l'annexe n°1 à la présente délibération, approuve :

- les versements des participations financières d'Angers Loire Métropole au Siéml,
- les appels de fonds de concours auprès des communes,
- les participations du Siéml à verser à Angers Loire Métropole à l'issue des travaux.

Approuve par ailleurs, les conventions particulières conclues avec le Siéml, annexées à la présente délibération (n°2 à 8), pour les opérations d'extension de l'éclairage public mentionnées en annexe n°1.

Autorise le président ou son représentant à signer ces conventions.

Impute les dépenses et les recettes sur le budget concerné de l'exercice en cours et, en tant que de besoin, des exercices suivants.

DEL-2025-337: Le conseil adopte à l'unanimité des suffrages exprimés

N'ont pas pris part au vote: M. Franck POQUIN, Mme Constance NEBBULA, M. Robert BLAGI, M. Sébastien BOUSSION, M. Marc CAILLEAU, M. Patrick CHARTIER, M. Denis CHIMIER, M. Jérémy GIRAULT, M. Eric GODIN, M. Arnaud HIE, M. Grégoire LAINÉ, Mme Monique LEROY, M. Patrice NUNEZ, M. Jean-François RAIMBAULT, M. Florian RAPIN.

Dossier N° 32

Délibération n°: DEL-2025-338

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE - VOIRIE ET ESPACES PUBLICS

Projet Territoire intelligent - Syndicat intercommunal d'énergies de Maine-et-Loire (Siéml) - Avenant à la convention de quasi-régie

Rapporteur : Christophe BÉCHU

EXPOSE

Par délibération du 17 juin 2019, le conseil de communauté a approuvé la convention de quasi-régie conclue avec le Syndicat intercommunal d'énergies de Maine-et-Loire (Siéml) afin de lui confier une partie de l'exécution du marché global de performance (MGP) pour la mise en œuvre du projet Territoire intelligent.

Cette convention organise les relations entre Angers Loire Métropole et le Siéml pour la gestion de la compétence de création et de gestion du réseau d'éclairage public, en lien avec les prestations qui sont réalisées pour la communauté urbaine, notamment par le titulaire du MGP. Cette convention associe le Siéml à la gestion de cette compétence, qui reste celle de la communauté urbaine.

L'avenant n° 4 à la convention de quasi-régie, dont l'approbation est proposée, a trois objets.

Premièrement, il tire les conséquences de l'approbation - par une autre délibération inscrite à la séance de ce jour - d'un avenant à la convention-cadre conclue avec le Siéml relative aux interventions portant sur l'éclairage public réalisées sur le territoire intercommunal. Aux termes de cet avenant, et compte tenu de la fin prochaine du programme de rénovation du parc d'éclairage public d'Angers Loire Métropole dans le cadre du MGP, la communauté urbaine reprend le pilotage de la maintenance du parc d'éclairage public d'Angers Loire Métropole le 1^{er} janvier 2026. Le présent avenant à la convention de quasi-régie en tire les conséquences en révisant les flux financiers entre la communauté urbaine et le Siéml au titre du projet Territoire intelligent.

Deuxièmement, le présent avenant étend de 30 000 à 31 800 le nombre de points d'éclairage public concernés par le programme de rénovation. La liste des communes d'implantation de ces points d'éclairage est annexée à l'avenant, lequel prévoit en outre les modalités de participation financière du Siéml à cet élargissement du programme.

Troisièmement, l'avenant proroge la convention de quasi-régie jusqu'au 31 décembre 2028 afin que celle-ci prenne fin au terme d'une période d'un an après la fin des travaux de rénovation de l'éclairage public.

Vu le code général des collectivités territoriales, articles L. 5211-1 et suivants et L. 5215-1 et suivants,
Vu les statuts d'Angers Loire Métropole,
Vu la délibération DEL-2019-119 du conseil de communauté du 17 juin 2019 approuvant la signature de la convention de quasi-régie avec le Siéml
Vu la délibération DEL-2020-25 du conseil de communauté du 10 février 2020 approuvant l'avenant n°1 à la convention de quasi-régie avec le Siéml
Vu la délibération DEL-2022-207 du conseil de communauté du 12 septembre 2022 approuvant l'avenant n°2 à la convention de quasi-régie avec le Siéml
Vu la délibération DEL-2023-298 du conseil de communauté du 11 décembre 2023 approuvant l'avenant n°3 à la convention de quasi-régie avec le Siéml
Considérant l'avis de la commission des finances du 01 décembre 2025

DELIBERE

Approuve l'avenant n°4 à la convention de quasi-régie conclue avec le Siéml et relative à la participation de ce dernier à l'exécution du marché global de performance pour la mise en œuvre du projet Territoire Intelligent.

Autorise le président ou son représentant à signer cet avenant, dont le projet est annexé à la présente délibération.

Impute la dépense sur le budget concerné de l'exercice en cours et, en tant que de besoin, des exercices suivants.

DEL-2025-338: Le conseil adopte à l'unanimité des suffrages exprimés

N'ont pas pris part au vote: M. Franck POQUIN, Mme Constance NEBBULA, M. Robert BIAGI, M. Sébastien BOUSSION, M. Marc CAILLEAU, M. Patrick CHARTIER, M. Denis CHIMIER, M. Jérémy GIRAULT, M. Eric GODIN, M. Arnaud HIE, M. Grégoire LAINÉ, Mme Monique LEROY, M. Patrice NUNEZ, M. Jean-François RAIMBAULT, M. Florian RAPIN.

Dossier N° 33

Délibération n°: DEL-2025-339

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE - VOIRIE ET ESPACES PUBLICS

Tarifs de voirie 2026 - Prestations de voirie effectuées au bénéfice de tiers

Rapporteur : Christophe BÉCHU

EXPOSE

Par délibération du conseil communautaire du 13 décembre 2021, Angers Loire Métropole a acté la reprise à compter du 1^{er} janvier 2022 des tarifs afférents aux permissions de voirie, fixés par ses communes membres et déjà en vigueur sur son territoire, dans l'attente de leur harmonisation. Ces tarifs correspondent aux redevances d'occupation du domaine public pour les chantiers avec ancrage au sol.

Pour mémoire, la délibération du conseil communautaire du 17 mars dernier a permis d'initier une première phase d'harmonisation, en fixant trois catégories de tarifs de voirie relatifs aux réseaux de télécommunications, de transport, de distribution de gaz et d'énergie électrique.

S'agissant des prestations de voirie effectuées au bénéfice de tiers, créées par délibération du conseil communautaire du 12 décembre 2022, il y a lieu d'actualiser annuellement la grille tarifaire, celle applicable à compter du 1^{er} janvier 2026 étant annexée à la présente délibération.

Vu le code général des collectivités territoriales, articles L. 5211-1 et suivants et L. 5215-1 et suivants,
Vu les statuts d'Angers Loire Métropole,
Vu la délibération DEL-2021-242 du conseil communautaire du 13 décembre 2021 et la délibération DEL-2021-460 du conseil municipal de la Ville d'Angers du 20 décembre 2021 relatives aux modalités d'organisation des compétences « Voirie » et « Eaux pluviales »,
Vu la délibération DEL-2022-303 du conseil communautaire du 12 décembre 2022,
Vu la délibération DEL-2025-62 du conseil communautaire du 17 mars 2025,
Considérant l'avis de la commission des finances du 01 décembre 2025
Considérant l'avis de la commission de l'aménagement et du développement du territoire du 18 novembre 2025

DELIBERE

Approuve les tarifs des prestations de voirie effectuées au bénéfice de tiers, conformément à la grille tarifaire annexée à la présente délibération, qui entreront en vigueur le 1^{er} janvier 2026.

Affecte la recette sur le budget concerné de l'exercice en cours et, en tant que de besoin, des exercices suivants.

DEL-2025-339: Le conseil adopte à l'unanimité

Dossier N° 34

Délibération n°: DEL-2025-340

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE - VOIRIE ET ESPACES PUBLICS

Chapeau de gendarme - Lidl - Mesure de protection des caddies - Exonération totale de la redevance d'occupation du domaine public

Rapporteur : Christophe BÉCHU

EXPOSE

Dans le cadre du transfert et de l'agrandissement de son magasin situé rue de Létanduère, sur le site du Chapeau de gendarme, l'enseigne Lidl souhaite mettre en œuvre une mesure de protection des caddies utilisés par ses clients.

L'objectif poursuivi est de limiter la dispersion des chariots au moyen d'un système de blocage magnétique de leurs roues lorsqu'ils sortent d'un périmètre déterminé. La mise en place de ce dispositif nécessite l'enfouissement de câbles électriques en souterrain et une occupation du domaine public avec ancrage au sol par cet équipement. Ce dispositif a déjà été mis en place par l'enseigne Intermarché, située sur le même site commercial. Il s'agit d'étendre la boucle magnétique afin qu'elle englobe un périmètre plus large.

L'article L. 2125-1 du code général de la propriété des personnes publiques (CGPPP) dispose que toute occupation ou utilisation privative du domaine public donne lieu au paiement d'une redevance. Par dérogation, le CGPPP précise que dans certains cas, l'autorisation d'occupation ou d'utilisation du domaine public peut être délivrée gratuitement.

Lidl a sollicité la collectivité afin de bénéficier d'une mesure d'exonération totale de la redevance d'occupation du domaine public due. Angers Loire Métropole a décidé de répondre favorablement à cette demande, compte-tenu de l'enjeu de sécurisation de l'espace public et au titre de la conservation du domaine public.

Il est donc proposé, dans le cadre de son dispositif de protection des caddies, une exonération totale de la redevance d'occupation du domaine public en faveur de Lidl pour une durée de 10 ans, soit jusqu'au 31 décembre 2035, sur le site du Chapeau de gendarme.

Vu le code général des collectivités territoriales, articles L. 5211-1 et suivants et L. 5215-1 et suivants,
Vu les statuts d'Angers Loire Métropole,

Vu la délibération du conseil de communauté DEL-2021-242 du 13 décembre 2021 portant sur les modalités d'organisation de l'exercice des compétences « *création, aménagement et entretien de voirie* » et « *gestion des eaux pluviales* »,
Vu la délibération du conseil de communauté DEL-2025-145 du 10 juin 2025,

DELIBERE

Accorde à Lidl, dans le cadre du déploiement de son dispositif de protection des caddies, site du Chapeau de gendarme, une exonération totale de la redevance due, pour l'occupation du domaine public en souterrain par ses câbles, pour une durée de 10 ans, soit jusqu'au 31 décembre 2035.

Autorise le président ou son représentant à signer tous les documents utiles à la mise en œuvre de cette exonération.

Impute la dépense sur le budget concerné de l'exercice en cours et, en tant que de besoin, des exercices suivants.

DEL-2025-340: Le conseil adopte à l'unanimité

Dossier N° 35

Délibération n°: DEL-2025-341

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE - VOIRIE ET ESPACES PUBLICS

Loire-Authion - Etudes sur l'opportunité et la faisabilité de la réalisation d'une voie de desserte du futur Ephad à Andard - Alter public - Contrat de mandat d'études

Rapporteur : Christophe BÉCHU

EXPOSE

Dans le cadre de sa compétence Voirie communautaire et de sa politique en matière d'infrastructure routières et d'espaces publics, Angers Loire Métropole souhaite engager les études préalables nécessaires à la création d'une nouvelle voie visant à desservir le futur Ephad d'Andard à Loire-Authion afin d'en apprécier la faisabilité (technique, administrative et financière) et de se prononcer sur l'opportunité de cette opération.

L'ensemble du périmètre d'études composant l'emprise de la future voie et de l'Ephad est classé en zone 2AUI et U (emprise communale) au Plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi).

La communauté urbaine a décidé de confier à Alter public la coordination, le pilotage et le suivi de l'ensemble des études préalables et la mission d'accomplir en son nom et pour son compte l'ensemble des formalités et démarches nécessaires à la définition du projet, afin notamment d'en arrêter précisément la localisation et le programme et d'en préciser les modalités de réalisation éventuelle.

Le mandataire Alter public sera chargé de la passation, de l'exécution et du paiement des différents marchés nécessaires à la réalisation des études pour le compte du mandant. Il accompagnera le mandant dans les étapes de concertation et d'information du public.

Compte-tenu du statut de société publique locale d'Alter public, le présent contrat est conclu dans le cadre de prestations intégrées de quasi-régie ne nécessitant pas la mise en œuvre d'une procédure de publicité et de mise en concurrence, conformément aux dispositions de l'article L. 2511-1 du code de la commande publique.

Le coût global des études à confier aux tiers est estimé à titre prévisionnel à 70 000 € HT, soit 84 000 € TTC, auxquelles s'ajoute la rémunération d'Alter public fixée à la somme de 12 000 € HT, soit 14 000 € TTC.

Le mandataire s'engage à faire réaliser par des tiers les études et à les présenter au mandant dans un délai de 24 mois à compter de l'entrée en vigueur du mandat.

Vu le code général des collectivités territoriales, articles L. 5211-1 et suivants et L. 5215-1 et suivants,

Vu le code de l'urbanisme, notamment son article L. 300-3,

Vu le code civil, notamment ses articles 1984 et suivants,

Vu le code de la commande publique et notamment l'article L.2511-1,

Vu les statuts d'Angers Loire Métropole,

Considérant l'avis de la commission des finances du 01 décembre 2025

Considérant l'avis de la commission de l'aménagement et du développement du territoire du 18 novembre 2025

DELIBERE

Décide de confier à la société publique locale Alter public le mandat d'études préalables à la réalisation de la voie de desserte du futur Ehpad à Andard, commune déléguée de Loire-Authion.

Approuve la convention de mandat d'études afférente avec la société publique locale Alter public, dont le projet est annexé à la présente délibération pour un montant total de 70 000 € HT, soit 84 000 € TTC. La rémunération du mandataire s'élève à 12 000 € HT, soit 14 400 € TTC.

Autorise le président ou son représentant à signer cette convention, ainsi que tout avenant et tout document s'y rapportant.

Autorise Alter public, à signer, au nom et pour le compte d'Angers Loire Métropole, tout acte se rapportant à la procédure, la notification et l'exécution des marchés relatifs aux études préalables et tout avenant s'y rapportant.

Autorise Alter public à lancer la consultation des études.

Autorise le président ou son représentant à solliciter toutes subventions pour un montant aussi élevé que possible.

Impute la dépense sur le budget concerné de l'exercice en cours et, en tant que de besoin, des exercices suivants.

DEL-2025-341: Le conseil adopte à l'unanimité des suffrages exprimés

N'ont pas pris part au vote: M. Roch BRANCOUR, M. Jean-Paul PAVILLON, M. Dominique BREJEON, M. Denis CHIMIER, Mme Maryse CHRÉTIEN, Mme Hélène CRUYPENINCK, M. Francis GUTEAU, M. Paul HEULIN, M. Jean-Pierre MIGNOT, M. Patrice NUNEZ, M. Florian RAPIN, M. Philippe VEYER.

Dossier N° 36

Délibération n°: DEL-2025-342

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE - VOIRIE ET ESPACES PUBLICS

Aménagement de la place de la Mairie à Verrières-en-Anjou - Appel de fonds de concours

Rapporteur : Christophe BÉCHU

EXPOSE

Depuis le 1^{er} janvier 2022, Angers Loire Métropole exerce la compétence « création, aménagement et entretien de la voirie » sur son territoire. Par délibération du 13 décembre 2021 le conseil de communauté a acté les modalités d'organisation de l'exercice de cette compétence.

Concernant les places situées sur le domaine public communal qui présentent une mixité d'usage et un impact direct sur l'identité de la commune, la communauté urbaine est gestionnaire du domaine public au titre de la compétence voirie communautaire.

En revanche, lors de leur réaménagement, les communes concernées participent financièrement aux travaux par le versement d'un fonds de concours, à hauteur de 50 % des études et travaux hors taxe et hors subventions.

Angers Loire Métropole, en tant que maître d'ouvrage, a porté le projet d'aménagement de la place de la Mairie à Verrières-en-Anjou. Le montant des travaux, incluant les études, s'élève à 78 892,58 € HT.

En conséquence, Angers Loire Métropole appelle un fonds de concours communal, d'un montant de 39 446,29 € net de taxe, auprès de la commune de Verrières-en-Anjou, correspondant à 50 % du coût total HT des études et travaux.

Les recettes seront encaissées en une seule fois, en 2026.

Vu le code général des collectivités territoriales, articles L. 5211-1 et suivants et L. 5215-1 et suivants,
Vu les statuts d'Angers Loire Métropole,

Vu la délibération du conseil de communauté DEL-2021-242 du 13 décembre 2021 portant sur les modalités d'organisation de l'exercice des compétences « création, aménagement et entretien de voirie » et « gestion des eaux pluviales »,
Considérant l'avis de la commission des finances du 01 décembre 2025

Considérant l'avis de la commission de l'aménagement et du développement du territoire du 18 novembre 2025

DELIBERE

Approuve l'appel d'un fonds de concours auprès de la commune de Verrières-en-Anjou pour l'aménagement de la place de la Mairie, d'un montant de 39 446,29 € net de taxe.

Autorise le président ou son représentant à signer tous les documents correspondants.

Affecte la recette sur le budget concerné de l'exercice 2026 et, en tant que de besoin, des exercices suivants.

DEL-2025-342: Le conseil adopte à l'unanimité

Dossier N° 37

Délibération n°: DEL-2025-343

SOLIDARITÉS - CADRE DE VIE - HANDICAP ET ACCESSIBILITE

Commission communautaire pour l'accessibilité universelle - Rapport d'activité 2024

Rapporteur : Jean-Charles PRONO

EXPOSE

La loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées a prévu, en son article 46, la création d'une commission intercommunale pour l'accessibilité.

Pour Angers Loire Métropole, au regard de l'impact de ses actions auprès de tous les publics, cette commission est dénommée commission communautaire pour l'accessibilité universelle (CCAU).

Composée de représentants de la collectivité, d'associations d'usagers et d'associations représentant les personnes en situation de handicap, la CCAU dresse le constat, dans le cadre des missions et des compétences d'Angers Loire Métropole, de l'état d'accessibilité du cadre bâti existant, de la voirie et des espaces publics et fait toutes propositions utiles de nature à améliorer la mise en accessibilité de l'existant.

Conformément aux dispositions légales, la commission établit chaque année un rapport présenté en conseil de communauté. Ce rapport est ensuite transmis au représentant de l'Etat dans le département, au président du Conseil départemental et au Conseil départemental de la citoyenneté et de l'autonomie.

L'ensemble des directions de la communauté urbaine se mobilise pour faire d'Angers Loire Métropole un territoire inclusif. Ce rapport présente les actions menées en 2024.

Il est ainsi proposé de prendre acte du rapport annuel 2024 de la CCAU.

Vu le code général des collectivités territoriales, articles L. 5211-1 et suivants et L. 5215-1 et suivants,
Vu les statuts d'Angers Loire Métropole,

Considérant l'avis de la commission des finances du 01 décembre 2025

Considérant l'avis de la commission des solidarités et du projet de territoire du 19 novembre 2025

DELIBERE

Prend acte de la remise du rapport d'activité de la commission intercommunale pour l'accessibilité pour l'année 2024.

DEL-2025-343: Le conseil adopte à l'unanimité

Dossier N° 38

Délibération n°: DEL-2025-344

PILOTAGE MUTUALISE DES POLITIQUES PUBLIQUES - BATIMENTS ET PATRIMOINE COMMUNAUTAIRE

Ancien site de la Banque de France - Travaux - Appel de fonds de concours auprès de la Ville d'Angers

Rapporteur : Lamine NAHAM

EXPOSE

Dans le cadre de sa stratégie immobilière, Angers Loire Métropole a acquis le site de l'ancienne Banque de France, hôtel particulier situé 13 place Pierre-Mendès-France à Angers, pour un montant de 2 635 000 €.

Par délibération du 30 juin 2025, la Ville d'Angers s'est engagée à verser un fonds de concours à Angers Loire Métropole correspondant à 50 % du prix d'achat du bien, soit un montant de 1 317 500 €.

Cet ensemble immobilier fait actuellement l'objet d'une requalification. Ainsi, des travaux sont en cours afin d'y accueillir les services du Territoire intelligent et son centre d'hypervision, la direction de la Sécurité et de la Prévention et le service Commerce. Cette opération, portée par Angers Loire Métropole, représente un coût estimé à 2 000 000 € TTC (valeur février 2025).

Par délibération du 24 novembre 2025, la Ville d'Angers s'est engagée à verser un fonds de concours à Angers Loire Métropole correspondant à 50 % du montant des travaux.

A ce titre, en application de l'article L. 5215-26 du code général des collectivités territoriales, il convient d'appeler ledit fonds de concours auprès de la Ville d'Angers pour la réalisation de ces travaux, soit un montant estimé de 1 000 000 € TTC à ce jour.

Vu le code général des collectivités territoriales, articles L. 5211-1 et suivants et L. 5215-1 et suivants,

Vu les statuts d'Angers Loire Métropole,

Vu le code de la commande publique,

Considérant l'avis de la commission des finances du 01 décembre 2025

Considérant l'avis de la commission de l'aménagement et du développement du territoire du 18 novembre 2025

DELIBERE

Approuve l'appel de fonds de concours auprès de la Ville d'Angers à hauteur de 50 % du coût définitif des travaux de l'opération de requalification de l'ancien site Banque de France, soit un montant estimé à 1 000 000 € TTC.

Autorise le président ou son représentant à signer tout acte afférent.

Impute la recette sur le budget concerné de l'exercice en cours et, en tant que de besoin, des exercices suivants.

DEL-2025-344: Le conseil adopte à l'unanimité

Dossier N° 39

Délibération n°: DEL-2025-345

PILOTAGE MUTUALISE DES POLITIQUES PUBLIQUES - FINANCES

Société publique locale Angers Loire tourisme expo congrès (Altec) - Rapport annuel 2024

Rapporteur : Véronique MAILLET

EXPOSE

Conformément à l'article L. 1524-5 du code général des collectivités territoriales, les organes délibérants des collectivités territoriales et de leurs groupements actionnaires se prononcent sur le rapport écrit qui leur est soumis au moins une fois par an par leurs représentants au conseil d'administration ou au conseil de surveillance des sociétés d'économie mixte ou assimilées, type sociétés publiques locales.

La loi n° 2022-217 du 21 février 2022, dite « loi 3DS », et le décret n° 2022-1406 du 4 novembre 2022 ont précisé le contenu du rapport - dit « rapport du mandataire » - que l'organisme doit fournir à ses actionnaires. Il comporte des « *informations générales sur la société, notamment sur les modifications des statuts, des informations financières, le cas échéant consolidées, ainsi que les éléments de rémunération et les avantages en nature de leurs représentants et des mandataires sociaux* ».

Vu le code général des collectivités territoriales, articles L. 1524-5, L. 5211-1 et suivants et L. 5215-1 et suivants,

Vu les statuts d'Angers Loire Métropole,

Considérant l'avis de la commission des finances du 01 décembre 2025

DELIBERE

Prend acte de la présentation du rapport annuel 2024 de la société publique locale Angers Loire tourisme expo congrès (Altec) ainsi que de la présentation de la fiche 2024 précisant les éléments issus de la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 et de son décret d'application.

DEL-2025-345: Le conseil donne acte

Dossier N° 40

Délibération n°: DEL-2025-346

PILOTAGE MUTUALISE DES POLITIQUES PUBLIQUES - FINANCES

Société publique locale Angers Loire Tourisme Expo Congrès (SPL Altec) - Contrat de prestations intégrées "office de tourisme et promotion touristique" - Rapport annuel 2024

Rapporteur : Véronique MAILLET

EXPOSE

Par délibération du 13 novembre 2023, la communauté urbaine Angers Loire Métropole a confié à la société publique locale Angers Loire Tourisme Expo Congrès (SPL Altec) la gestion de l'office de tourisme et la promotion touristique du territoire, pour la période allant du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2028.

En application des dispositions légales, la SPL Altec a remis à Angers Loire Métropole son rapport annuel pour l'année 2024, comportant notamment la description des activités réalisées au cours de l'année 2024 dans le cadre de la délégation, une analyse financière et comptable des opérations afférentes à l'exécution de la mission (compte d'exploitation), un état récapitulatif des investissements, une analyse de la qualité du service et les éléments prévisionnels (projets nouveaux, plan d'investissement, budgets prévisionnels).

Vu le code général des collectivités territoriales, articles L. 5211-1 et suivants et L. 5215-1 et suivants,
Vu le code général des collectivités territoriales, articles L. 1411-3 et L. 1411-19, et les articles L. 5215-1 et suivants,

Vu le code de la commande publique, article L. 3131-5

Vu les statuts modifiés d'Angers Loire Métropole,

Considérant l'avis de la commission consultative des services publics locaux du 3 novembre 2025

Considérant l'avis de la commission des finances du 01 décembre 2025

DELIBERE

Prend acte du rapport annuel 2024 présenté par la société publique locale Angers Loire Tourisme Expo Congrès (SPL Altec) relatif au contrat de prestations intégrées « Office de tourisme et promotion touristique ».

DEL-2025-346: Le conseil donne acte

Dossier N° 41

Délibération n°: DEL-2025-347

PILOTAGE MUTUALISE DES POLITIQUES PUBLIQUES - FINANCES

Société publique locale Angers Loire Tourisme Expo Congrès (SPL Altec) - Contrat de prestations intégrées "Centre des congrès et parc des expositions" - Rapport annuel 2024

Rapporteur : Véronique MAILLET

EXPOSE

Par délibération du 13 novembre 2023, la communauté urbaine Angers Loire Métropole a confié à la société publique locale Angers Loire Tourisme Expo Congrès (SPL Altec) la gestion et l'exploitation du Centre des congrès et du Parc des expositions, pour la période allant du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2028.

En application des dispositions légales, la SPL Altec a remis à Angers Loire Métropole son rapport annuel pour l'année 2024, comportant notamment la description des activités réalisées au cours de l'année 2024 dans le cadre de la délégation, une analyse financière et comptable des opérations afférentes à l'exécution de la mission (compte d'exploitation), un état récapitulatif des investissements, une analyse de la qualité du service et les éléments prévisionnels (projets nouveaux, plan d'investissement, budgets prévisionnels).

Vu le code général des collectivités territoriales, articles L. 5211-1 et suivants et L. 5215-1 et suivants,
Vu le code général des collectivités territoriales, articles L. 1411-3 et L. 1411-19, et les articles L. 5215-1 et suivants,

Vu le code de la commande publique, article L. 3131-5

Vu les statuts modifiés d'Angers Loire Métropole,

Considérant l'avis de la commission consultative des services publics locaux du 3 novembre 2025

Considérant l'avis de la commission des finances du 01 décembre 2025

DELIBERE

Prend acte du rapport annuel 2024 présenté par la société publique locale Angers Loire Tourisme Expo Congrès (SPL Altec) relatif au contrat de prestations intégrées « Centre des congrès et Parc des expositions ».

DEL-2025-347: Le conseil donne acte

Dossier N° 42

Délibération n°: DEL-2025-348

PILOTAGE MUTUALISE DES POLITIQUES PUBLIQUES - FINANCES

Société publique régionale des Pays de la Loire - Rapport annuel 2024

Rapporteur : Véronique MAILLET

EXPOSE

Conformément à l'article L. 1524-5 du code général des collectivités territoriales, les organes délibérants des collectivités territoriales et de leurs groupements actionnaires se prononcent sur le rapport écrit qui leur est soumis au moins une fois par an par leurs représentants au conseil d'administration ou au conseil de surveillance des sociétés d'économie mixte ou assimilées, type sociétés publiques locales.

La loi n° 2022-217 du 21 février 2022, dite « loi 3DS », et le décret n° 2022-1406 du 4 novembre 2022 ont précisé le contenu du rapport - dit « rapport du mandataire » - que l'organisme doit fournir à ses actionnaires. Il comporte des « *informations générales sur la société, notamment sur les modifications des statuts, des informations financières, le cas échéant consolidées, ainsi que les éléments de rémunération et les avantages en nature de leurs représentants et des mandataires sociaux* ».

Vu le code général des collectivités territoriales, articles L. 1524-5, L. 5211-1 et suivants et L. 5215-1 et suivants,

Vu les statuts d'Angers Loire Métropole,

Considérant l'avis de la commission des finances du 01 décembre 2025

DELIBERE

Prend acte de la présentation du rapport annuel 2024 de la société publique régionale des Pays de la Loire ainsi que de la présentation de la fiche 2024 précisant les éléments issus de la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 et de son décret d'application.

Intervention pour demande d'éclaircissement : Yves AUREGAN

DEL-2025-348: Le conseil donne acte

Dossier N° 43

Délibération n°: DEL-2025-349

PILOTAGE MUTUALISE DES POLITIQUES PUBLIQUES - FINANCES

Société publique locale Anjou Tri Valor - Rapport annuel 2024

Rapporteur : Jean-Louis DEMOIS

EXPOSE

Conformément à l'article L. 1524-5 du code général des collectivités territoriales, les organes délibérants des collectivités territoriales et de leurs groupements actionnaires se prononcent sur le rapport écrit qui leur est soumis au moins une fois par an par leurs représentants au conseil d'administration ou au conseil de surveillance des sociétés d'économie mixte ou assimilées, type sociétés publiques locales.

La loi n° 2022-217 du 21 février 2022, dite « loi 3DS », et le décret n° 2022-1406 du 4 novembre 2022 ont précisé le contenu du rapport - dit « rapport du mandataire » - que l'organisme doit fournir à ses actionnaires. Il comporte des « *informations générales sur la société, notamment sur les modifications des statuts, des informations financières, le cas échéant consolidées, ainsi que les éléments de rémunération et les avantages en nature de leurs représentants et des mandataires sociaux* ».

Vu le code général des collectivités territoriales, articles L. 1524-5, L. 5211-1 et suivants et L. 5215-1 et suivants,

Vu les statuts d'Angers Loire Métropole,

Considérant l'avis de la commission des finances du 01 décembre 2025

DELIBERE

Prend acte de la présentation du rapport annuel 2024 de la société publique locale Anjou Tri Valor ainsi que de la présentation de la fiche 2024 précisant les éléments issus de la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 et de son décret d'application.

DEL-2025-349: Le conseil donne acte

Dossier N° 44

Délibération n°: DEL-2025-350

PILOTAGE MUTUALISE DES POLITIQUES PUBLIQUES - FINANCES

Société anonyme d'économie mixte Alter énergies - Rapport annuel 2024

Rapporteur : Franck POQUIN

EXPOSE

Conformément à l'article L. 1524-5 du code général des collectivités territoriales, les organes délibérants des collectivités territoriales et de leurs groupements actionnaires se prononcent sur le rapport écrit qui leur est soumis au moins une fois par an par leurs représentants au conseil d'administration ou au conseil de surveillance des sociétés d'économie mixte ou assimilées, type sociétés publiques locales.

La loi n° 2022-217 du 21 février 2022, dite « loi 3DS », et le décret n° 2022-1406 du 4 novembre 2022 ont précisé le contenu du rapport - dit « rapport du mandataire » - que l'organisme doit fournir à ses actionnaires. Il comporte des « *informations générales sur la société, notamment sur les modifications des statuts, des informations financières, le cas échéant consolidées, ainsi que les éléments de rémunération et les avantages en nature de leurs représentants et des mandataires sociaux* ».

Vu le code général des collectivités territoriales, articles L. 1524-5, L. 5211-1 et suivants et L. 5215-1 et suivants,

Vu les statuts d'Angers Loire Métropole,

Considérant l'avis de la commission des finances du 01 décembre 2025

DELIBERE

Prend acte de la présentation du rapport annuel 2024 de la société anonyme d'économie mixte Alter énergies ainsi que de la présentation de la fiche 2024 précisant les éléments issus de la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 et de son décret d'application.

DEL-2025-350: Le conseil donne acte

Dossier N° 45

Délibération n°: DEL-2025-351

PILOTAGE MUTUALISE DES POLITIQUES PUBLIQUES - FINANCES

Société publique locale Alter services - Rapport annuel 2024

Rapporteur : Roch BRANCOUR

EXPOSE

Conformément à l'article L. 1524-5 du code général des collectivités territoriales, les organes délibérants des collectivités territoriales et de leurs groupements actionnaires se prononcent sur le rapport écrit qui leur est soumis au moins une fois par an par leurs représentants au conseil d'administration ou au conseil de surveillance des sociétés d'économie mixte ou assimilées, type sociétés publiques locales.

La loi n° 2022-217 du 21 février 2022, dite « loi 3DS », et le décret n° 2022-1406 du 4 novembre 2022 ont précisé le contenu du rapport - dit « rapport du mandataire » - que l'organisme doit fournir à ses actionnaires. Il comporte des « *informations générales sur la société, notamment sur les modifications des statuts, des informations financières, le cas échéant consolidées, ainsi que les éléments de rémunération et les avantages en nature de leurs représentants et des mandataires sociaux* ».

Vu le code général des collectivités territoriales, articles L. 1524-5, L. 5211-1 et suivants et L. 5215-1 et suivants,

Vu les statuts d'Angers Loire Métropole,

Considérant l'avis de la commission des finances du 01 décembre 2025

DELIBERE

Prend acte de la présentation du rapport annuel 2024 de la société publique locale Alter services ainsi que de la présentation de la fiche 2024 précisant les éléments issus de la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 et de son décret d'application.

DEL-2025-351: Le conseil donne acte

Dossier N° 46

Délibération n°: DEL-2025-352

PILOTAGE MUTUALISE DES POLITIQUES PUBLIQUES - FINANCES

Société anonyme d'économie mixte locale Alter cités - Rapport annuel 2024

Rapporteur : Roch BRANCOUR

EXPOSE

Conformément à l'article L. 1524-5 du code général des collectivités territoriales, les organes délibérants des collectivités territoriales et de leurs groupements actionnaires se prononcent sur le rapport écrit qui leur est soumis au moins une fois par an par leurs représentants au conseil d'administration ou au conseil de surveillance des sociétés d'économie mixte ou assimilées, type sociétés publiques locales.

La loi n° 2022-217 du 21 février 2022, dite « loi 3DS », et le décret n° 2022-1406 du 4 novembre 2022 ont précisé le contenu du rapport - dit « rapport du mandataire » - que l'organisme doit fournir à ses actionnaires. Il comporte des « *informations générales sur la société, notamment sur les modifications des statuts, des informations financières, le cas échéant consolidées, ainsi que les éléments de rémunération et les avantages en nature de leurs représentants et des mandataires sociaux* ».

Vu le code général des collectivités territoriales, articles L. 1524-5, L. 5211-1 et suivants et L. 5215-1 et suivants,

Vu les statuts d'Angers Loire Métropole,

Considérant l'avis de la commission des finances du 01 décembre 2025

DELIBERE

Prend acte de la présentation du rapport annuel 2024 de la société anonyme d'économie mixte locale Alter cités ainsi que de la présentation de la fiche 2024 précisant les éléments issus de la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 et de son décret d'application.

DEL-2025-352: Le conseil donne acte

.

Dossier N° 47

Délibération n°: DEL-2025-353

PILOTAGE MUTUALISE DES POLITIQUES PUBLIQUES - FINANCES

Société publique locale Alter public - Rapport annuel 2024

Rapporteur : Roch BRANCOUR

EXPOSE

Conformément à l'article L. 1524-5 du code général des collectivités territoriales, les organes délibérants des collectivités territoriales et de leurs groupements actionnaires se prononcent sur le rapport écrit qui leur est soumis au moins une fois par an par leurs représentants au conseil d'administration ou au conseil de surveillance des sociétés d'économie mixte ou assimilées, type sociétés publiques locales.

La loi n° 2022-217 du 21 février 2022, dite « loi 3DS », et le décret n° 2022-1406 du 4 novembre 2022 ont précisé le contenu du rapport - dit « rapport du mandataire » - que l'organisme doit fournir à ses actionnaires. Il comporte des « *informations générales sur la société, notamment sur les modifications des statuts, des informations financières, le cas échéant consolidées, ainsi que les éléments de rémunération et les avantages en nature de leurs représentants et des mandataires sociaux* ».

Vu le code général des collectivités territoriales, articles L. 1524-5, L. 5211-1 et suivants et L. 5215-1 et suivants,

Vu les statuts d'Angers Loire Métropole,

Considérant l'avis de la commission des finances du 01 décembre 2025

DELIBERE

Prend acte de la présentation du rapport annuel 2024 de la société publique locale Alter public ainsi que de la présentation de la fiche 2024 précisant les éléments issus de la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 et de son décret d'application.

DEL-2025-353: Le conseil donne acte

Dossier N° 48

Délibération n°: DEL-2025-354

PILOTAGE MUTUALISE DES POLITIQUES PUBLIQUES - FINANCES

Société de construction et de gestion de logements de la ville d'Angers (Soclova) - Rapport annuel 2024

Rapporteur : Florian RAPIN

EXPOSE

Conformément à l'article L. 1524-5 du code général des collectivités territoriales, les organes délibérants des collectivités territoriales et de leurs groupements actionnaires se prononcent sur le rapport écrit qui leur est soumis au moins une fois par an par leurs représentants au conseil d'administration ou au conseil de surveillance des sociétés d'économie mixte ou assimilées, type sociétés publiques locales.

La loi n° 2022-217 du 21 février 2022, dite « loi 3DS », et le décret n° 2022-1406 du 4 novembre 2022 ont précisé le contenu du rapport - dit « rapport du mandataire » - que l'organisme doit fournir à ses actionnaires. Il comporte des « *informations générales sur la société, notamment sur les modifications des statuts, des informations financières, le cas échéant consolidées, ainsi que les éléments de rémunération et les avantages en nature de leurs représentants et des mandataires sociaux* ».

Vu le code général des collectivités territoriales, articles L. 1524-5, L. 5211-1 et suivants et L. 5215-1 et suivants,

Vu les statuts d'Angers Loire Métropole,

Considérant l'avis de la commission des finances du 01 décembre 2025

DELIBERE

Prend acte de la présentation du rapport annuel 2024 de la Société de construction et de gestion de logements de la ville d'Angers (Soclova) ainsi que de la présentation de la fiche 2024 précisant les éléments issus de la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 et de son décret d'application.

Intervention pour information : Claire SCHWEITZER

DEL-2025-354: Le conseil donne acte

Dossier N° 49

Délibération n°: DEL-2025-355

PILOTAGE MUTUALISE DES POLITIQUES PUBLIQUES - FINANCES

Société publique locale Angers Loire développement (Aldev) - Rapport annuel 2024

Rapporteur : Yves GIDOIN

EXPOSE

Conformément à l'article L. 1524-5 du code général des collectivités territoriales, les organes délibérants des collectivités territoriales et de leurs groupements actionnaires se prononcent sur le rapport écrit qui leur est soumis au moins une fois par an par leurs représentants au conseil d'administration ou au conseil de surveillance des sociétés d'économie mixte ou assimilées, type sociétés publiques locales.

La loi n° 2022-217 du 21 février 2022, dite « loi 3DS », et le décret n° 2022-1406 du 4 novembre 2022 ont précisé le contenu du rapport - dit « rapport du mandataire » - que l'organisme doit fournir à ses actionnaires. Il comporte des « *informations générales sur la société, notamment sur les modifications des statuts, des informations financières, le cas échéant consolidées, ainsi que les éléments de rémunération et les avantages en nature de leurs représentants et des mandataires sociaux* ».

Vu le code général des collectivités territoriales, articles L. 1524-5, L. 5211-1 et suivants et L. 5215-1 et suivants,

Vu les statuts d'Angers Loire Métropole,

Considérant l'avis de la commission des finances du 01 décembre 2025

DELIBERE

Prend acte de la présentation du rapport annuel 2024 de la société publique locale Angers Loire développement (Aldev) ainsi que de la présentation de la fiche 2024 précisant les éléments issus de la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 et de son décret d'application.

Intervention pour information : Yves AUREGAN

DEL-2025-355: Le conseil donne acte

Dossier N° 50

Délibération n°: DEL-2025-356

PILOTAGE MUTUALISE DES POLITIQUES PUBLIQUES - FINANCES

Société par actions d'économie mixte Alter éco - Rapport annuel 2024

Rapporteur : Yves GIDOIN

EXPOSE

Conformément à l'article L. 1524-5 du code général des collectivités territoriales, les organes délibérants des collectivités territoriales et de leurs groupements actionnaires se prononcent sur le rapport écrit qui leur est soumis au moins une fois par an par leurs représentants au conseil d'administration ou au conseil de surveillance des sociétés d'économie mixte ou assimilées, type sociétés publiques locales.

La loi n° 2022-217 du 21 février 2022, dite « loi 3DS », et le décret n° 2022-1406 du 4 novembre 2022 ont précisé le contenu du rapport - dit « rapport du mandataire » - que l'organisme doit fournir à ses actionnaires. Il comporte des « *informations générales sur la société, notamment sur les modifications des statuts, des informations financières, le cas échéant consolidées, ainsi que les éléments de rémunération et les avantages en nature de leurs représentants et des mandataires sociaux* ».

Vu le code général des collectivités territoriales, articles L. 1524-5, L. 5211-1 et suivants et L. 5215-1 et suivants,

Vu les statuts d'Angers Loire Métropole,

Considérant l'avis de la commission des finances du 01 décembre 2025

DELIBERE

Prend acte de la présentation du rapport annuel 2024 de la société par actions d'économie mixte Alter éco ainsi que de la présentation de la fiche 2024 précisant les éléments issus de la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 et de son décret d'application.

DEL-2025-356: Le conseil donne acte

Dossier N° 51

Délibération n°: DEL-2025-357

PILOTAGE MUTUALISE DES POLITIQUES PUBLIQUES - FINANCES

Société d'économie mixte pour l'exploitation du marché d'intérêt national du Val de Loire (Sominval) - Rapport annuel 2024

Rapporteur : Yves GIDOIN

EXPOSE

Conformément à l'article L. 1524-5 du code général des collectivités territoriales, les organes délibérants des collectivités territoriales et de leurs groupements actionnaires se prononcent sur le rapport écrit qui leur est soumis au moins une fois par an par leurs représentants au conseil d'administration ou au conseil de surveillance des sociétés d'économie mixte ou assimilées, type sociétés publiques locales.

La loi n° 2022-217 du 21 février 2022, dite « loi 3DS », et le décret n° 2022-1406 du 4 novembre 2022 ont précisé le contenu du rapport - dit « rapport du mandataire » - que l'organisme doit fournir à ses actionnaires. Il comporte des « *informations générales sur la société, notamment sur les modifications des statuts, des informations financières, le cas échéant consolidées, ainsi que les éléments de rémunération et les avantages en nature de leurs représentants et des mandataires sociaux* ».

Vu le code général des collectivités territoriales, articles L. 1524-5, L. 5211-1 et suivants et L. 5215-1 et suivants,

Vu les statuts d'Angers Loire Métropole,

Considérant l'avis de la commission des finances du 01 décembre 2025

DELIBERE

Prend acte de la présentation du rapport annuel 2024 de la Société d'économie mixte pour l'exploitation du marché d'intérêt national du Val de Loire (Sominval) ainsi que de la présentation de la fiche 2024 précisant les éléments issus de la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 et de son décret d'application.

DEL-2025-357: Le conseil donne acte

Synthèses des rapports SPL et SEM

Année civile 2024

Conseil de communauté du 8 décembre 2025



80 rue du Mar - BP 80011 - 49020 ANGERS Cedex 02 - Fr
www.angers.fr - Imprimerie Ville d'Angers / Angers Loire Métropole



un TERRITOIRE
EN MOUVEMENT



angers loire
métropole
communauté de communes

SAPL ALTEC

- Part en **capital d'ALM** : **86,33 %** => 1 295 000 K€ Délibération du CA du 31/01/2024 : rappel 49 % en 2023
- Le résultat comptable net est de **331 K€ pour 13,9 M€ de chiffre d'affaires**.

Le chiffre d'affaires a progressé de 13% par rapport à 2023

- Points à noter sur l'activité 2024
 - Après deux années de forte activité, le tourisme d'agrément se stabilise en 2024, la dynamique se poursuit pour la filière du Tourisme d'affaires et de l'Événementiel. Destination Angers s'inscrit dans cette tendance positive
 - 240 000 touristes accueillis à l'office de tourisme (206 000 en 2023), sur les bureaux ou points d'information touristique, ou sur des visites touristiques groupes, et un nouveau record de fréquentation sur les sites touristiques payants (1 343 000 visiteurs)
 - Pour l'activité événementiel, un niveau de fréquentation en forte hausse :
Au global 477 000 personnes accueillies (403 000 en 2023) sur 308 événements

Lieux	Evénements	Personnes accueillies Participants/Visiteurs
Parc des Expositions	72	270 176
Centre de Congrès	223	181 349
Sites Extérieurs	13	25 516
Total	308	477 041



un TERRITOIRE



angers loire

SPLA Régionale des Pays de la Loire

Autrement appelée Solutions&co, l'agence de développement économique de la Région des Pays de la Loire conçoit et délivre des solutions au service du développement des entreprises et des territoires des Pays de la Loire.

- Part en capital d'ALM : 0,53 % => 8 000 €
- Le résultat comptable net est tout juste équilibré : 910 €
- Points à noter sur l'activité 2024
 - En octobre 2024, aide à l'installation de la start-up VoltR à installer sa ligne pilote au sein du Technocampus Electronique & IoT à Angers
 - Lancement de la toute première Fresque du Film lors de l'Estival de Premiers Plans à Angers, affirmant ainsi son engagement en faveur de tournages responsables
 - Région Big Bang Emploi : organisation de la Galaxie de l'emploi, espace dédié au recrutement, et le sponsoring de l'évènement
 - Organisation de la 10^{ème} édition de Destination Vignobles en collaboration avec Destination Angers, Anjou Tourisme, Interloire et Atout France



SAEML ALTER ENERGIES

- Part en capital au 31/12/2024 d'ALM : 6,02 % => 759 K€ (au 31/12/2023, 6 % pour 400 K€)
- La SAEML Alter Energies, créée en janvier 2010

La société a pour objet la recherche, le développement et la valorisation des sources d'énergies
Trois domaines d'application identifiés pour le développement de ses actions : L'énergie solaire photovoltaïque, la biomasse (bois, méthanisation et distribution GNV), l'éolien.

Le résultat net définitif de l'exercice est positif de + 68 K€

Les investissements réalisés ou à réaliser s'élèvent à 146 M€ (solaire, ombrières, éolien, photovoltaïque, station Bio, Méthanisation)
- Points à noter sur l'activité 2024 :
 - un chiffre d'affaires de 384 K€ sur l'exploitation des 27 centrales solaires en toiture
 - un chiffre d'affaires de 65 K€ pour la conduite opérationnelle de mandats
 - un chiffre d'affaires de 83 K€ pour la conduite des missions de Gestion Administratives et Financières



SPL ALTER SERVICES

- Part en capital au 31/12/2024 d' **ALM : 70 % => 3 325 K€** (au 31/12/2023, 55 % pour 2 625 K€)
- Points à noter sur l'activité 2024 :
 - L'ensemble des activités de la SPL Alter Services représente un chiffre d'affaires de 27,8 M€ dont :
 - Energie – Réseaux de Chaleur : 16 M€
 - Activité Stationnement : 11 M€
 - Citiz Angers : 0,5 M€
- Le résultat net de l'exercice est légèrement positif de + 77 K€
 - - 1 892 K€ pour l'activité Réseaux de Chaleur : qui se justifie essentiellement par l'exploitation en année pleine des réseaux de chaleur de Montplaisir et de la Roseraie. Mais globalement stable par rapport à 2021 malgré une augmentation des coûts de l'énergie
 - + 1 948 K€ pour l'activité Stationnement : avec un retour aux recettes avant Covid
 - + 21 K€ : service auto partage Citiz Angers



SAEML ALTER CITES

- Part en capital d' **ALM : 28,84 % => 1 015 K€**
- Le résultat comptable net est positif de + 2 838 K€
- Points à noter sur l'activité 2024
 - Au 31 décembre 2024, le portefeuille d'Alter Cités est composé de 154 opérations «actives» qui se répartit ainsi : 98 opérations de concession, 48 opérations de mandats, 8 opérations propres
 - L'investissement global réalisé par Alter Cités pour l'exercice 2024 sur les opérations qui lui ont été confiées par voie de concessions ou mandats est de 50 Millions d'euros
 - Les recettes sur opérations réalisées s'élèvent à **66 Millions d'euros**
 - Le volume des ventes s'établit comme suit :
 - Pour l'habitat, 528 lots (équivalents logement) cédés en 2024 contre 385 lots en 2023
 - Pour ce qui concerne les zones d'activités, 31 hectares de terrains viabilisés vendus en 2024 contre 22 hectares en 2023



SAPL ALTER PUBLIC

- Part en capital d' **ALM** : **26,5 % => 106 K€**
- Le résultat comptable net est positif de **+ 358 K€**

Points à noter sur l'activité 2024

- Au 31 décembre 2024, le portefeuille est composé de 250 opérations « actives » qui se répartit ainsi : 93 concessions, 96 opérations de mandats, 46 portage foncier, 15 prestations de services (12 OPAH, Loire à Vélo, Auto partage à Saumur, salle de sport à Cholet.
- L'investissement global HT réalisé sur 2024 sur les différentes opérations confiées est de 94 millions d'euros,
- Les recettes sur opérations (cessions, subventions, participations, produits divers et remboursement de dépenses sur mandats) réalisées s'élèvent à 60 Millions d'euros.
- En ce qui concerne le volume de ventes, il s'établit comme suit :
 - Pour l'habitat, 529 lots cédés en 2024 contre 649 en 2023
 - Pour les zones d'activité, 19 ha de terrains viabilisés vendus en 2024 contre 6 ha en 2023



SAEML ALTER ECO

- Part en capital d' **ALM** : **11,34 % => 1 615 K€**
- Le résultat net définitif est positif de **+ 1 069 K€**
- Points à noter sur l'activité 2024
 - A été généré 9 M€ de produits d'exploitation
 - Au 31 décembre 2024, la société Alter Eco a 22 projets en cours, représentant un total d'investissements de 134 M€ .
- Sur 2024, Alter Eco a engagé dans le cadre de portages immobiliers, du foncier et des bâtiments les projets suivants :
 - Préparation des travaux de construction de la future unité industrielle de MEGITT/PARKER à Avrillé (1^{ère} pierre le 11 décembre 2025)
 - Entreprise Godin, dont le bâtiment sera situé à Doué -en-Anjou : production de silos de stockage, services, sous -traitance de grosse chaudronnerie.
 - Entreprise Chauvat Portes, dont le bâtiment sera situé à Beaupréau en Mauges : regroupement des activités sur un seul site.



SOCLOVA

- Part en capital de la **ALM : 5 % => 395 K€**
- Le résultat comptable net est positif de **+ 5 M€**
- Points à noter sur l'activité 2024
 - 50 M€ d'investissement dans la construction
 - 68 logements neufs livrés
 - 493 logements en réhabilitation
 - 274 logements mis en chantier
 - Habitat sénior : l' Aubriaie à Saint-Lambert-la-Potherie, des logements adaptés en cœur de bourg
 - Plan Tranquillité Résidentielle mis en œuvre : 92% logements gardiennés
 - Accession à la propriété : 287 logements commercialisables
 - Immobilier d'entreprise : livraison de nouveaux projets d'envergure tels que Station A et Atik à Angers, ou encore Avant -Garde à Avrillé



SAPL ALDEV

- Part en capital d'ALM : **98,7 % => 1 480 K€**
- Le résultat comptable net est positif de **+ 214 K€**
- Points à noter sur l'activité 2024
 - ✓ Sur le Service Public Industriel et Commercial 2024 (SPIC)
 - Les recettes locatives sont ressorties en hausse de 80 K€ par rapport à 2023,, le taux d'occupation du parc est stable.
 - La hausse des recettes locatives a été consommée intégralement par une augmentation de la part variable de redevance d'affermage versée à Angers Loire Métropole. ALDEV a poursuivi la réduction des coûts d'entretien du parc immobilier afin d'améliorer la rentabilité locative.
 - Optimisation de l'organisation de l'agence.
 - ✓ Sur le Service Public Administratif 2024 (SPA)
 - Les participations appelées auprès d'ALM et de la Ville d'Angers ont été consommées quasi intégralement comme en 2023, ce qui marque un retour à une activité normale après la période COVID, tant sur le champ de l'emploi/insertion que sur celui de l'accompagnement des entreprises, de l'entrepreneuriat, de l'innovation et de l'ESR.



SEM SOMINVAL

- Part en capital d'ALM : 31 % => 158 K€
- Le résultat comptable après impôts, est positif à + 24 K€
- Points à noter sur l'activité 2024
 - Immobilier
 - Taux d'occupation toujours très élevé : 85 %
 - Taux de rotation de surfaces immobilières : 15 % (24% en 2023), soit environ 6 350m² mouvementés
 - Chiffre d'affaires global stable: 3,4 M€
 - Entrepôts frigorifiques Angers et Vivy : chiffre d'affaires de 863 K€, +2 % / 2023
 - Travaux d'investissements structurants :
 - Construction des locaux pour la société DELIMAINÉ sur une surface totale de 1050 m²
 - Remplacement des équipements de production de froid pour le compte d'EPIGRAM PAYS DE LA LOIRE
 - Travaux de grosses réparations ciblés sur la performance énergétiques :
 - Menuiseries extérieures : UPS et le Restaurant LES MARAICHERS
 - Désamiantage et étanchéité d'une partie de la toiture de FRUIDOR TERROIR sur le MIN de Vivy
 - Rénovation des bureaux et locaux sociaux du MIN de Vivy
 - Rattachement de trois chambres froides des entrepôts d'Angers au réseau d'eau glycolée / baisse des gaz à effet de serre



Dossier N° 52

Délibération n°: DEL-2025-358

PILOTAGE MUTUALISE DES POLITIQUES PUBLIQUES - FINANCES

Délégation de service public - Marché d'intérêt national - Sominval (Société d'exploitation du marché d'intérêt national de val de Loire) - Rapport annuel 2024

Rapporteur : Yves GIDOIN

EXPOSE

En application du code général des collectivités territoriales, le délégataire doit produire à l'autorité délégante un rapport annuel comportant notamment les éléments suivants :

- le cadre général de la délégation de service public,
- la description des activités réalisées en 2024 dans le cadre de la délégation,
- l'analyse financière et comptable des opérations afférentes à l'exécution de la mission,
- l'analyse de la qualité de service,
- les éléments prévisionnels : projets nouveaux, plan d'investissement, budget prévisionnel.

Vu le code général des collectivités territoriales, articles L. 1411-3, L. 5211-1 et suivants et L. 5215-1 et suivants,

Vu les statuts d'Angers Loire Métropole,

Considérant l'avis de la commission consultative des services publics locaux du 3 novembre 2025

Considérant l'avis de la commission des finances du 01 décembre 2025

DELIBERE

Prend acte de la présentation du rapport annuel 2024 de la délégation de service public par la Société d'économie mixte pour l'exploitation du marché d'intérêt national du Val de Loire (Sominval).

DEL-2025-358: Le conseil donne acte

Dossier N° 53

Délibération n°: DEL-2025-359

PILOTAGE MUTUALISE DES POLITIQUES PUBLIQUES - FINANCES

Budget principal et budgets annexes - Section d'investissement - Mandatement des dépenses d'investissement sur l'exercice 2026

Rapporteur : Benoît COCHET

EXPOSE

Conformément à la réglementation en vigueur (article L. 1612-1 du code général des collectivités territoriales - CGCT), le président peut, dans l'attente de l'adoption du budget primitif, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement dans la limite du quart des crédits inscrits à la section d'investissement du budget de l'exercice précédent, sous réserve d'y avoir été préalablement autorisé par l'assemblée délibérante

Ce même article du CGCT prévoit que l'exécutif de la collectivité est également en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.

Compte tenu de ces éléments et pour permettre la continuité des opérations d'investissement engagées en 2025, **il est proposé pour le budget principal et les budgets annexes, d'autoriser l'ouverture de près de 77,17 millions d'euros de crédits pour l'exercice 2026** ventilés par chapitres et articles budgétaires selon la répartition suivante :

- **36,25 M€** de dépenses d'investissement sur les chapitres budgétaires réels ;
- **40,92 M€** de dépenses d'investissement sur les chapitres budgétaires d'ordre (notamment pour réaliser les opérations comptables réglementairement nécessaires à la reconstitution des avances préalables au paiement de notre délégataire dans le cadre des conventions de mandat).

Les principales opérations financées sur ce début d'exercice seront notamment :

- l'entretien et l'aménagement de la voirie,
- le déploiement du projet Territoire intelligent,
- les avances ou participations pour les zones d'aménagement concerté,
- le renouvellement et l'entretien des réseaux pour les budgets annexes Eau et Assainissement,
- les opérations d'aménagement urbain et de réhabilitation du parc social.

Cette autorisation ne permet pas de fongibilité entre les crédits d'ordre et les crédits réels.

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 1612-1, L. 5211-1 et suivants et L. 5215-1 et suivants,

Vu les statuts d'Angers Loire Métropole.

DELIBERE

Autorise le mandatement des dépenses d'investissement du budget principal et des budgets annexes dans la limite du quart des crédits ventilés par chapitre, ouverts à la section d'investissement du budget de l'exercice 2025, selon le tableau joint en annexe et sans fongibilité entre crédits réels et crédits d'ordre.

Autorise le mandatement des dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.

DEL-2025-359: Le conseil adopte à l'unanimité

Dossier N° 54

Délibération n°: DEL-2025-360

PILOTAGE MUTUALISE DES POLITIQUES PUBLIQUES - FINANCES

Exercice 2025 - Participations financières d'équilibre du budget principal aux budgets annexes et autres écritures comptables - Contributions des budgets annexes aux frais de structure

Rapporteur : Benoît COCHET

EXPOSE

L'article L. 2224-1 du code général des collectivités territoriales impose un strict équilibre budgétaire des services publics industriels et commerciaux (Spic) exploités en régie, affermés ou concédés par les communes. L'article L. 2224-2 du même code prévoit cependant que le conseil peut décider d'une prise en charge des dépenses du Spic dans son budget général :

- si des exigences conduisent la collectivité à imposer des contraintes particulières,
- si le fonctionnement du service public exige la réalisation d'investissements qui, en raison de leur importance et eu égard au nombre d'usagers, ne peuvent être financés sans augmentation excessive des tarifs,
- si lorsque, après la période de réglementation des prix, la suppression de toute prise en charge par le budget de la commune aurait pour conséquence une hausse excessive des tarifs.

Angers Loire Métropole dispose notamment de deux Spic gérés au sein des budgets annexes Aéroport et Transports. Pour ces deux budgets, les coûts des infrastructures nécessaires à la mise en œuvre du service ne peuvent être financés par les seuls tarifs. C'est pourquoi, il est proposé que ces budgets bénéficient pour cette année d'une participation du budget principal à hauteur de :

- 1 000 000 € pour le budget Aéroport,
- 12 500 000 € pour le budget Transports.

Par ailleurs, les budgets annexes Eau, Assainissement, Déchets et Transports participent aux frais de structure portés par le budget principal. Il s'agit notamment des charges de personnel, des charges à caractère général. Ces charges sont évaluées à un montant forfaitaire annuel de :

- 494 000 € pour le budget annexe Eau,
- 454 000 € pour le budget annexe Assainissement,
- 325 000 € pour le budget annexe Transports,
- 453 000 € pour le budget annexe Déchets.

Vu le code général des collectivités territoriales, article L 5211-1 et suivants et L 5215-1 et suivants,
Vu les statuts d'Angers Loire Métropole.

DELIBERE

Approuve le versement d'une participation de 1 000 000 € du budget principal au budget annexe Aéroport.

Approuve le versement d'une participation de 12 500 000 € du budget principal au budget annexe Transports.

Approuve les montants de la contribution annuelle des budgets annexes, relative aux frais de structures supportés par le budget principal, pour l'exercice 2025, à hauteur de :

- 494 000 € pour le budget annexe Eau,
- 454 000 € pour le budget annexe Assainissement,
- 325 000 € pour le budget annexe Transports,
- 453 000 € pour le budget annexe Déchets.

Impute les recettes et les dépenses aux budgets concernés de l'exercice 2025.

DEL-2025-360: Le conseil adopte à l'unanimité

Dossier N° 55

Délibération n°: DEL-2025-361

PILOTAGE MUTUALISE DES POLITIQUES PUBLIQUES - FINANCES

Finances - Apurement des retenues de garantie sur marché

Rapporteur : Benoît COCHET

EXPOSE

L'état des soldes des comptes relatifs aux retenues de garantie transmis par le comptable public fait apparaître que des retenues de garantie non libérées dans un délai de quatre ans sont dorénavant prescrites.

Le point de départ de la prescription correspond au premier jour de l'année suivant celle au cours de laquelle est intervenue la date d'expiration du délai de garantie, à condition qu'aucune réserve n'ait été émise, à défaut de quoi, c'est la date de levée de ces réserves qui est retenue.

Certaines de ces créances prescrites concernent des marchés de la collectivité conclus avec des entreprises qui ont depuis cette date fait l'objet d'une procédure de liquidation judiciaire.

Il convient aujourd'hui de décider d'opposer la prescription quadriennale à ces retenues de garantie et de décider de les conserver. Compte tenu de l'ancienneté des marchés, les pièces de solde n'ont pu être établies, il conviendra également d'acter un encaissement sans justificatifs.

Vu le code général des collectivités territoriales, articles L. 5211-1 et suivants et L. 5215-1 et suivants,
Vu les statuts d'Angers Loire Métropole,
Considérant l'avis de la commission des finances du 01 décembre 2025

DELIBERE

Décide d'opposer la prescription quadriennale à la retenue non libérée de l'entreprise Société Loisirs Equipement, déclarée en liquidation judiciaire.

Autorise, pour cette entreprise en liquidation judiciaire avec jugement d'insuffisance d'actifs, la conservation de la retenue de garantie d'un montant de 1 936,02 € par la collectivité dans la mesure où les documents relatifs au solde ne pourront pas être établis.

Impute la recette sur le budget concerné de l'exercice en cours et, en tant que de besoin, des exercices suivants.

DEL-2025-361: Le conseil adopte à l'unanimité

Dossier N° 56

Délibération n°: DEL-2025-362

PILOTAGE MUTUALISE DES POLITIQUES PUBLIQUES - FINANCES

Remise gracieuse exceptionnelle sur facture d'eau - Entreprise La Joyeuse Pépinière

Rapporteur : Benoît COCHET

EXPOSE

Créé en 2020 à Sarrigné, l'entreprise La Joyeuse Pépinière mène une activité de production écologique diversifiée (potagers, arbustes, arbres, fleurs coupées, plants horticoles) en vente directe et filière longue.

Dès sa création, cette entreprise s'est engagée dans une démarche environnementale exemplaire, notamment : agroforesterie fruitière, énergie renouvelable (via une coopérative), terreau sans tourbe ni fibre de coco (matière organique 100 % française), réemploi des pots plastiques, aucun pesticide ni engrais de synthèse, culture exclusivement manuelle et réhabilitation de serres abandonnées.

Cependant, lors de la canicule de 2022, son forage existant, nécessaire à l'arrosage des cultures, s'est retrouvé à sec pour la première fois en 50 ans. La jeune entreprise a alors connu une perte équivalente à deux années de chiffre d'affaires.

Face à cette situation inédite, elle a dû ponctuellement avoir recours à l'eau potable pour l'arrosage. Mais elle a surtout réagi en innovant pour réduire son besoin en eau et sa dépendance au forage. Elle a ainsi mis en place un système d'irrigation économe, avec 25 000 points de goutte-à-goutte, chaque ligne (500 au total) pouvant être coupée individuellement. Pour réduire le pompage dans la nappe phréatique, notamment en été, elle a créé une réserve de 650 m³ alimentée par la récupération d'eau de pluie ruisselant sur 2 000 m² de toiture de serre. Cet équipement a été cofinancé par le fonds européen agricole pour le développement rural et la Région. Il permet de couvrir 80 % des besoins d'arrosage de l'entreprise et favorise l'infiltration sur la parcelle de cette eau qui serait sinon envoyée vers les réseaux publics.

Cependant, le 8 juin 2025, l'entreprise a subi un acte de vandalisme aux graves conséquences : la vanne de purge de la réserve d'eau a été ouverte par malveillance, induisant un vidage complet de cette réserve, mais aussi une liquéfaction du sol, engendrant un effondrement et l'ensablement complet du forage, ainsi que la destruction de la pompe. Depuis, le forage est hors service.

Compte-tenu du caractère exemplaire et innovant, en termes de gestion de l'eau, de cette exploitation et de l'acte de vandalisme qu'elle a subi, l'obligeant, pour sauver sa production, à avoir de nouveau recours à l'eau potable, il est proposé un soutien d'Angers Loire Métropole par une remise exceptionnelle du montant de sa facture d'eau, à savoir 4 008,52 € HT.

Vu le code général des collectivités territoriales, articles L. 5211-1 et suivants et L. 5215-1 et suivants,
Vu les statuts d'Angers Loire Métropole,

DELIBERE

Décide d'accorder une remise gracieuse d'un montant de 4 008,52 € HT correspondant à la facture de consommation d'eau n° 2826090 adressée à l'entreprise La Joyeuse Pépinière.

Impute la dépense sur le budget concerné de l'exercice en cours et, en tant que de besoin, des exercices suivants.

DEL-2025-362: Le conseil adopte à l'unanimité

Dossier N° 57

Délibération n°: DEL-2025-363

PILOTAGE MUTUALISE DES POLITIQUES PUBLIQUES - ACHAT - COMMANDE PUBLIQUE

Marchés de services d'assurance - Groupement de commande avec la Ville d'Angers et le CCAS d'Angers - Avenant

Rapporteur : Benoît COCHET

EXPOSE

En qualité de coordonnateur du groupement par convention du 5 mai 2021, Angers Loire Métropole a été chargée de la procédure de passation, de la signature et de la notification des marchés d'assurance d'Angers Loire Métropole, de la Ville d'Angers et du CCAS d'Angers.

Par délibération du 8 juillet 2024, le conseil communautaire a autorisé la signature et la notification pour le compte d'Angers Loire Métropole et de tous les membres du groupement des marchés de services d'assurances.

Dans l'objectif de mieux maîtriser les garanties d'assurances, une réduction du niveau des garanties souscrites dans les contrats initiaux sont envisagées pour les lots ci-après :

N° de marché	Intitulé du contrat	Titulaire
2024-G24032P-00	Assurance dommages aux biens et risques annexes Ville d'Angers	Groupe Satec (Mandataire)
2024-G24034P-00	Assurance dommages aux biens et risques annexes Angers Loire Métropole	Allianz (Mandataire)
2024-G24037P-00	Assurance flotte automobile et risques annexes	SMACL Assurances SA

L'avenant a pour objet la modification des garanties des marchés susmentionnés.

L'incidence financière de cette modification est la suivante :

- pour le marché « Assurance dommages aux biens et risques annexes Ville d'Angers », -16 % par rapport au montant des primes HT de l'année 2025 ;
- pour le marché « Assurance dommages aux biens et risques annexes Angers Loire Métropole », -9 % par rapport au montant des primes HT de l'année 2025 ;
- pour le marché « Assurance flotte automobile et risques annexes », -26 % par rapport au montant des primes HT de l'année 2025.

Cet avenant est pris en application de l'article article R. 2194-7 du code de la commande publique relatif aux modifications non substantielles. En effet, cette modification n'introduit pas des conditions qui, si elles avaient été incluses dans la procédure de passation initiale, auraient attiré davantage d'opérateurs économiques ou permis l'admission d'autres opérateurs économiques ou permis le choix d'une offre autre que celle retenue. Elle ne modifie pas par ailleurs l'équilibre économique du marché en faveur du titulaire. L'objet du marché n'est pas considérablement modifié et le titulaire demeure inchangé.

Vu le code général des collectivités territoriales, articles L. 5211-1 et suivants et L. 5215-1 et suivants,
Vu les statuts d'Angers Loire Métropole,
Vu le code de la commande publique,

Considérant l'avis de la commission des finances du 01 décembre 2025

DELIBERE

Autorise le président d'Angers Loire Métropole, la première vice-présidente, le président délégué de la CAO, M. PAVILLON ou Mme BOUCHOUX à signer et à notifier l'avenant n°1 au contrat n°2024-G24032P-00 (Assurance dommages aux biens et risques annexes ville d'Angers) avec le titulaire Groupe Satec, l'avenant n°1 au contrat n°2024-G24034P-00 (Assurance dommages aux biens et risques annexes Angers Loire Métropole) avec le titulaire Allianz et l'avenant n°2 au contrat n°2024-G24037P-00 (Assurance flotte automobile et risques annexes) avec le titulaire SMACL Assurance SA.

Impute la dépense sur le budget concerné de l'exercice en cours et, en tant que de besoin, des exercices suivants.

DEL-2025-363: Le conseil adopte à l'unanimité

Dossier N° 58

Délibération n°: DEL-2025-364

PILOTAGE MUTUALISE DES POLITIQUES PUBLIQUES - ACHAT - COMMANDE PUBLIQUE

Marché d'acquisition de mobilier d'équipement des bureaux, bibliothèques, écoles, accueils de loisirs et crèches - Marché en centrale d'achat

Rapporteur : Benoît COCHET

EXPOSE

Angers Loire Métropole doit assurer la fourniture de mobiliers afin d'équiper les bureaux, les bibliothèques, les écoles, les accueils de loisirs et les crèches afin de répondre aux besoins des adhérents à la centrale d'achat.

Dans une logique de simplification et de facilité d'exécution, il est proposé de regrouper deux consultations en une. A cet effet, il est prévu d'aligner les échéances de démarrage des nouveaux marchés dans la nouvelle stratégie d'achat établie.

Il convient donc de relancer une consultation pour les marchés suivants arrivant à échéance :

- décembre 2025 : marché de mobilier scolaire et de petite enfance (crèches et accueils de loisir) ;
- mars 2027 : marché de mobilier de bureau et de bibliothèque.

Par application de l'article L. 2113-2 du code de la commande publique, la future consultation sera lancée par la centrale d'achat d'Angers Loire Métropole au bénéfice de tous ses adhérents, en particulier les communes d'Angers Loire Métropole. Ces dernières, si elles en font le choix, auront la liberté de s'approvisionner via ces futurs marchés au moyen d'une simple lettre d'engagement.

Pour répondre à ces besoins, une consultation allotie sera lancée sans minimum et avec un maximum.

Le(s) contrat(s) sera/seront conclu(s) pour une période maximum de 4 ans.

Il sera fait application des prix unitaires aux quantités réellement exécutées.

Le montant maximum de l'accord-cadre est fixé à 12 000 0000 € HT pour la durée totale de l'accord-cadre.

Vu le code général des collectivités territoriales, articles L. 5211-1 et suivants et L. 5215-1 et suivants,

Vu le code de la commande publique

Vu les statuts d'Angers Loire Métropole,

Vu la convention portant constitution de la centrale d'achat,

DELIBERE

Autorise le président d'Angers Loire Métropole, la première vice-présidente, le président délégué de la CAO, M. PAVILLON ou Mme BOUCHOUX à signer et à notifier pour le compte d'Angers Loire Métropole et de tous les adhérents à la centrale d'achat conformément à la convention d'adhésion à la centrale d'achat (coordonnateur ALM) l'ensemble des actes relatifs à la procédure de passation, les marchés et leurs éventuelles modifications en cours d'exécution, à l'issue de la consultation ayant pour objet le marché d'acquisition de mobilier d'équipement des bureaux, des bibliothèques, des écoles, des accueils de loisirs et des crèches.

Impute la dépense sur le budget concerné de l'exercice en cours et, en tant que de besoin, des exercices suivants.

DEL-2025-364: Le conseil adopte à l'unanimité

Dossier N° 59

Délibération n°: DEL-2025-365

PILOTAGE MUTUALISE DES POLITIQUES PUBLIQUES - ACHAT - COMMANDE PUBLIQUE

Location et maintenance des moyens d'impression - Marché en centrale d'achat

Rapporteur : Benoît COCHET

EXPOSE

Angers Loire Métropole, la Ville d'Angers et son CCAS disposent depuis décembre 2020 d'un marché de location et de maintenance des moyens d'impression. Il couvre également les besoins des écoles. Ce marché en groupement a notamment permis à ses membres d'entrer dans une démarche d'optimisation de leurs moyens d'impression et de réduire le parc de copieurs et d'imprimantes de proximité. Aujourd'hui, le parc est réparti de la façon suivante :

Parcs	Copieurs	Imprimantes
Ville / ALM / CCAS	346	292
Ecoles	137	19

Le marché actuel arrivera à échéance en décembre 2026. Il convient donc de relancer une consultation. Les six derniers mois du marché actuel seront consacrés au renouvellement du parc et ainsi, à assurer la continuité de service pour tous les agents de nos collectivités. Il est donc nécessaire que le futur marché soit notifié pour le mois de juin 2026.

Le marché sera conclu dans le cadre de la centrale d'achat, pour une durée ferme de six ans.

Le montant estimé pour l'ensemble des adhérents à la centrale d'achat est de 200 000 € HT par an, soit 1 200 000 € HT sur les six ans.

Vu le code général des collectivités territoriales, articles L. 5211-1 et suivants et L. 5215-1 et suivants,

Vu les statuts d'Angers Loire Métropole,

Vu le code de la commande publique,

Vu la convention portant constitution de la centrale d'achat,

Considérant l'avis de la commission des finances du 01 décembre 2025

DELIBERE

Autorise le président d'Angers Loire Métropole, la première vice-présidente, le président délégué de la CAO, M. PAVILLON ou Mme BOUCHOUX à signer et à notifier pour le compte d'Angers Loire Métropole et de tous les adhérents au marché de location et de maintenance de moyens d'impression (coordonnateur ALM) l'ensemble des actes relatifs à la procédure de passation ainsi que le marché à l'issue de la consultation.

Impute la dépense sur le budget concerné de l'exercice en cours et, en tant que de besoin, des exercices suivants.

DEL-2025-365: Le conseil adopte à l'unanimité

Dossier N° 60

Délibération n°: DEL-2025-366

PILOTAGE MUTUALISE DES POLITIQUES PUBLIQUES - RESSOURCES HUMAINES

Comité d'action sociale - Régularisation du montant de la subvention annuelle

Rapporteur : Roselyne BIENVENU

EXPOSE

Angers Loire Métropole a confié la gestion des activités sociales du personnel communautaire à l'association Comité d'action sociale (CAS) de la Ville d'Angers, de la communauté urbaine Angers Loire Métropole et du centre communal d'action sociale d'Angers, qui a pour objet de fournir une aide matérielle, financière, morale et culturelle aux agents des collectivités et établissements cités.

L'article 2 de la convention pluriannuelle liant Angers Loire Métropole et le CAS prévoit que la communauté urbaine verse chaque année au CAS une subvention de fonctionnement lui permettant de remplir sa mission. Le montant de cette subvention correspond à 1% de la masse salariale brute inscrite au compte administratif de l'année écoulée.

Pour 2025, le montant prévisionnel initialement alloué au CAS s'est établi à 397 000 €. Il convient cependant de régulariser ce montant sur la base du compte administratif définitif. Ainsi convient-il d'y ajouter la somme de 6 100 € pour porter le montant définitif de la subvention à 403 100 €.

Par ailleurs, la société UP, qui fournit la prestation de titres restaurants, a adressé à Angers Loire Métropole les sommes représentant le montant de la « ristourne » correspondant aux chèques déjeuners perdus ou périmés, millésimes 2022 et 2023. Il convient de reverser ces sommes au CAS sous la forme d'une subvention complémentaire d'un montant de 9 753 €.

Vu le code général des collectivités territoriales, articles L. 5211-1 et suivants et L. 5215-1 et suivants,
Vu les statuts d'Angers Loire Métropole,
Vu la délibération du 11 avril 2013 fixant les termes de la convention conclue avec l'association « comité d'action sociale de la Ville d'Angers, de la communauté urbaine Angers Loire Métropole et du centre communal d'action sociale d'Angers,

DELIBERE

Attribue au CAS une subvention complémentaire de 6 100 € au titre de la régularisation de la subvention annuelle de fonctionnement pour l'année 2025, répartie comme suit :

- budget principal : 3 800 € ;
- budget annexe Déchets : 1 000 € ;
- budget annexe Eau : 1 000 € ;
- budget annexe Assainissement : 300 € ;

Attribue au CAS une subvention complémentaire de 9 753 € correspondant au montant de la « ristourne » des chèques déjeuners non perçus ou périmés, millésimes 2022 et 2023, répartie comme suit :

- budget principal : 5 294 €
- budget annexe Déchets : 1 893 € ;
- budget annexe Eau : 2 477 € ;
- budget annexe Transports : 89 € ;

Impute la dépense sur le budget concerné de l'exercice en cours et, en tant que de besoin, des exercices suivants.

DEL-2025-366: Le conseil adopte à l'unanimité

Dossier N° 61

Délibération n°: DEL-2025-367

PILOTAGE MUTUALISE DES POLITIQUES PUBLIQUES - RESSOURCES HUMAINES

Prestations de services au profit de tiers - Coûts horaires - période du 1er janvier 2026 au 31 décembre 2026 - Approbation

Rapporteur : Roselyne BIENVENU

EXPOSE

Depuis le 1^{er} janvier 2022, Angers Loire Métropole a repris directement l'exercice de la compétence voirie sur son territoire. Afin de permettre à la Communauté Urbaine de facturer et percevoir les recettes liées aux prestations de voirie au bénéfice de tiers, il est nécessaire de fixer les tarifs horaires de main-d'œuvre.

La communauté urbaine s'appuie sur sa comptabilité analytique pour déterminer les coûts horaires et fixe annuellement des tarifs pour les interventions de ses services auprès d'associations et autres organismes.

Le coût horaire est un référentiel partagé et adaptable aux évolutions de nos organisations. Il doit également permettre la comparaison avec d'autres collectivités ou des entreprises privées.

Cette délibération pour les tarifs 2026 reprend la même logique que pour les tarifs de la Ville d'Angers : la source des données pour 2026 s'appuie principalement sur l'exercice 2024 que nous actualisons avec les indices adaptés, en particulier le glissement vieillesse technicité (GVT), l'évolution du SMIC et l'évolution du point d'indice.

Pour 2026, la méthode appliquée a encore été améliorée avec pour objectifs :

- de simplifier et d'harmoniser le calcul des coûts horaires de main d'œuvre déjà existants entre chaque direction/service ;
- de mettre à jour la méthode de calcul des mises à disposition de locaux, en se rapprochant du prix du marché Angevin ;
- de mettre à jour le calcul annuel des charges de structure générale, correspondant à l'équivalent « des frais de sièges » des entreprises.

Pour rappel, à côté des coûts de main d'œuvre, les autres frais générés par les prestations (fournitures de pièces, transport, etc.) seront facturés à part.

Le principe reste toujours de facturer au **coût réel**, sans marge.

Vu le code général des collectivités territoriales, articles L. 5211-1 et suivants et L. 5215-1 et suivants,

Vu les statuts d'Angers Loire Métropole,

DELIBERE

Approuve, pour la période du 1^{er} janvier 2026 au 31 décembre 2026, l'application des tarifs horaires de main-d'œuvre suivants, qui seront majorés, le cas échéant, du montant de la TVA au taux admis pour les prestations de service :

. Voirie Communautaire :

- Interventions sur Voirie 39,70 €

. Réseaux de chaleur :

- Appui technique et commande publique 42,40 €

. Santé publique :

- Ergothérapeute 38,50 €

Frais d'instruction de dossiers – ¼ heure 9,10 €

Spécifie que, pour le travail effectué les dimanches et jours fériés, une majoration de 90,4 % sera appliquée au coût horaire et que pour le travail effectué de nuit entre 22h et 7h, cette majoration sera portée à 125,2 %.

Impute les recettes correspondantes au budget de l'exercice 2026, chapitre 70, article 70878.

Impute la dépense sur le budget concerné de l'exercice en cours et, en tant que de besoin, des exercices suivants.

DEL-2025-367: Le conseil adopte à l'unanimité

**LISTE DES DÉCISIONS DE LA COMMISSION PERMANENTE
DU 1^{ER} DECEMBRE 2025**

N ^o	DOSSIERS	RAPPORTEURS
	<p>TRANSITION ÉCOLOGIQUE</p> <p>Mobilités - Déplacements</p>	<p>Corinne BOUCHOUX, Vice-Présidente</p>
1	Attribution d'une aide financière pour l'acquisition d'un vélo neuf avec ou sans assistance électrique aux particuliers remplissant les critères d'éligibilité.	<p>La Commission permanente adopte à l'unanimité</p>
2	<p>Environnement</p> <p>Approbation d'une convention pluriannuelle conclue avec l'association Comité 21 Grand Ouest relative à l'animation et au financement des activités du Groupe interdisciplinaire d'experts du climat Pays de la Loire (Giec-PL). Attribution à l'association Comité 21 Grand Ouest d'une subvention de 16 000 € par an, versée en 2026 et en 2027.</p>	<p>La Commission permanente adopte à l'unanimité des suffrages exprimés <i>N'a pas pris part au vote: M. Christophe BÉCHU</i></p>
3	<p>Biodiversité</p> <p>Approbation d'une convention pour l'année 2026 avec le FDGDON 49 portant sur la veille et la protection de la biodiversité sur le territoire d'Angers Loire Métropole. Attribution, dans ce cadre, d'une participation financière à la FDGDON 49 d'un montant de 10 080 € pour l'année 2026.</p>	<p>Caroline HOUSSIN-SALVETAT, Vice-Présidente</p> <p>La Commission permanente adopte à l'unanimité</p>
4	Approbation d'une convention pour l'année 2026 avec le Groupement de défense sanitaire apicole-des Pays de la Loire (GDSA) et l'Association sanitaire apicole départementale de Maine-et Loire (Asad 49) portant sur la réalisation d'une opération concertée pour le piégeage de printemps des fondatrices de frelons asiatiques sur le territoire d'Angers Loire Métropole. Attribution d'une participation financière de 2 500 € au Groupement de défense sanitaire apicole Pays de la Loire (GDSA).	<p>La Commission permanente adopte à l'unanimité des suffrages exprimés <i>N'a pas pris part au vote: M. Franck POQUIN</i></p>
5	Approbation d'une convention de partenariat avec l'Université catholique de l'Ouest relative au projet tutoré mené par les étudiants de la licence professionnelle Métiers de la protection et de la gestion de l'environnement de l'année universitaire 2025-2026.	<p>Constance NEBBULA, Vice-Présidente</p> <p>La Commission permanente adopte à l'unanimité</p>

	Cycle de l'eau	Jean-Paul PAVILLON, Vice-Président
6	Attribution d'aides d'un montant total de 754,20 € pour l'achat de récupérateurs d'eau de pluie et des accessoires associés aux propriétaires d'Angers Loire Métropole qui en ont fait la demande.	La Commission permanente adopte à l'unanimité
	DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE Rayonnement et coopérations	Yves GIDOIN, Vice-Président
7	Attribution de trois subventions aux organisateurs suivants pour l'organisation d'événements, pour un montant total de 14 000 €, versées en une seule fois et réparties comme suit : - groupe Ecole supérieure des agricultures (ESA) : 2 000 € - société Etudes scientifiques de l'Anjou (Sesa) : 2 000 € - Université d'Angers : 10 000 €	La Commission permanente adopte à l'unanimité des suffrages exprimés <i>N'a pas pris part au vote: Mme Corinne BOUCHOUX, Mme Constance NEBULA, M. Philippe VEYER</i>
	AMENAGEMENT DU TERRITOIRE Urbanisme et aménagement urbain	Roch BRANCOUR, Vice-Président
8	Acquisition de parcelles auprès de la société Cofiroute, cadastrées section AI n°317, 320, 386, 146p, 149p et 152 et section AH n°45, 82 et 83 pour une surface totale d'environ 10 302 m² au prix de 68 135 € net vendeur.	La Commission permanente adopte à l'unanimité
9	Acquisition d'une parcelle en nature de voirie située à Mûrs-Erigné, rue Saint-Vincent, moyennant le prix de 1€.	La Commission permanente adopte à l'unanimité
	Habitat et Logement	
10	Approbation d'une convention annuelle de partenariat avec l'association Oloma - Observatoire du logement neuf des Pays de la Loire - et Angers Loire Métropole. Attribution d'une subvention de 8 800 € à cette association.	La Commission permanente adopte à l'unanimité
11	Attribution d'une subvention à LogiOuest d'un montant de 63 000 € dans le cadre de l'acquisition par vente en Vefa auprès de Nexity de 16 logements collectifs financés en PLUS et PLAI - rue Guillaume Lekeu à Angers, pour l'opération Résidence Les Sonates	La Commission permanente adopte à l'unanimité des suffrages exprimés <i>N'a pas pris part au vote: Mme Roselyne BIENVENU, M. Yves COLLIOT</i>

12	Attribution d'une subvention à Podeliha d'un montant de 122 000 € dans le cadre de la construction de 19 logements collectifs financés en PLUS et PLA Intégration à Montreuil-Juigné, rue David d'Angers.	La Commission permanente adopte à l'unanimité des suffrages exprimés <i>N'a pas pris part au vote: Mme Roselyne BIENVENU, M. Dominique BREJEON, Mme Constance NEBBULA</i>
13	Accession sociale à la propriété - Dispositif communautaire d'aides 2025 - 11 subventions d'un montant de 27 500 €.	La Commission permanente adopte à l'unanimité Roch BRANCOUR, Vice-Président
14	Attribution de subventions pour la réalisation de travaux dans des logements privés anciens sur Angers Loire Métropole : 11 subventions aux propriétaires de logements individuels pour un montant total de 34 062 € et 1 syndicat de copropriétaires subventionné (76 logements) pour un montant total de 184 500 €. Voirie et espaces publics	La Commission permanente adopte à l'unanimité Christophe BÉCHU, Président
15	Dans le cadre de la ZAC du centre-bourg du Plessis-Macé, approbation du transfert de propriété à titre gratuit dans le domaine public d'ALM d'une section de la RD105 d'une longueur de 680 mètres linéaires.	La Commission permanente adopte à l'unanimité
SOLIDARITÉS - CADRE DE VIE Politique de la ville		Francis GUTEAU, Conseiller Communautaire
16	Sollicitation auprès de l'ensemble des organismes financeurs du contrat de ville de diverses subventions pour le financement des projets à destination des quartiers prioritaires, au titre de l'année 2026. Prévention et sécurité des biens et des personnes	La Commission permanente adopte à l'unanimité Jeanne BEHRE-ROBINSON, Conseillère Communautaire
17	Approbation d'un avenant n°1 à la convention pluriannuelle d'objectifs conclue avec l'association France victimes 49. Dans ce cadre, attribution à l'association d'une subvention annuelle pour l'année de 2026 d'un montant de 7 000 €, versée en une seule fois.	La Commission permanente adopte à l'unanimité

PILOTAGE MUTUALISE DES POLITIQUES PUBLIQUES		
	Finances	
18	Accord pour le report du remboursement de deux emprunts, d'un montant global de 6 870 000 €, contractés par le groupe Eseo pour le financement de la construction du campus situé aux Hauts-de-Saint-Aubin à Angers.	<p>Christophe BÉCHU, Président</p> <p>La Commission permanente adopte à l'unanimité des suffrages exprimés <i>N'a pas pris part au vote: Mme Constance NEBBULA</i></p>
19	Accord d'une garantie d'emprunt à Alter public d'un montant de 356 000 € dans le cadre du financement de l'opération d'action foncière sur le secteur "Jeanne Jugan", située à Angers.	<p>La Commission permanente adopte à l'unanimité des suffrages exprimés <i>N'a pas pris part au vote: M. Roch BRANCOUR, M. Jean-Paul PAVILLON, M. Dominique BREJEON, M. Denis CHIMIER, M. Francis GUITEAU, M. Paul HEULIN, M. Florian RAPIN, M. Philippe VEYER</i></p> <p>Lamine NAHAM, Vice-Président</p>
20	Accord d'une garantie d'emprunt à la Soclova d'un montant de 8 900 000 € dans le cadre de l'acquisition de locaux à usage professionnel, situés dans la ZAC Saint-Laud à Angers.	<p>La Commission permanente adopte à l'unanimité des suffrages exprimés <i>N'a pas pris part au vote: M. Roch BRANCOUR, M. Jean-Paul PAVILLON, M. Benoit PILET, Mme Jeanne BEHRE-ROBINSON, M. Denis CHIMIER, M. Benoit COCHET, M. Francis GUITEAU, M. Philippe VEYER</i></p>
21	Accord d'une garantie d'emprunt de la Soclova d'un montant de 8 068 686 € dans le cadre de l'acquisition en Vefa de 42 logements situés dans la ZAC « Plateau de la Mayenne », résidence « l'Echappée » à Angers.	<p>La Commission permanente adopte à l'unanimité des suffrages exprimés <i>N'a pas pris part au vote: M. Roch BRANCOUR, M. Jean-Paul PAVILLON, M. Benoit PILET, Mme Jeanne BEHRE-ROBINSON, M. Denis CHIMIER, M. Benoit COCHET, M. Francis GUITEAU, M. Philippe VEYER</i></p>

22	<p>Accord d'une garantie d'emprunt à la Soclova d'un montant de 770 000 € destinée à financer une opération d'acquisition foncière rues Bardoul et Boreau située à Angers.</p> <p>Achat - Commande publique</p>	<p>La Commission permanente adopte à l'unanimité des suffrages exprimés</p> <p><i>N'a pas pris part au vote: M. Roch BRANCOUR, M. Jean-Paul PAVILLON, M. Benoit PILET, Mme Jeanne BEHRE-ROBINSON, M. Denis CHIMIER, M. Benoit COCHET, M. Francis GUTEAU, M. Philippe VEYER</i></p> <p>Benoit PILET, Vice-Président</p>
23	<p>Approbation de la liste des matériels soumis à la vente par voie de courtage d'enchères en ligne.</p>	<p>La Commission permanente adopte à l'unanimité</p>

CONSEIL DE COMMUNAUTE
SEANCE DU LUNDI 08 DECEMBRE 2025

LISTE DES ARRETES pris en vertu de l'article L. 5211-10 du code général des collectivités territoriales.

N°	OBJET	DATE DE L'ARRETE
	ENVIRONNEMENT	
AR-2025-269	Contrat de cession de droits de représentation pour le spectacle "La Nuit de Noël" avec la compagnie D'où vient le vent le 6 et 20 décembre à 10h15 et 11h30 aux salons Curnonsky à Angers	20 novembre 2025
AR-2025-270	Contrat de cession de droits d'exploitation du spectacle "Le cabaret des métamorphoses" pour une représentation le 12 décembre 2025 à 19h avec la compagnie Spectabilis	20 novembre 2025
	RAYONNEMENT ET COOPERATIONS	
AR-2025-262	Contrat de prêt d'une œuvre d'art avec le syndicat intercommunal d'énergies de Maine-et-Loire	05 novembre 2025
	PILOTAGE DE LA POLITIQUE	
AR-2025-264	Parc des expositions – Parking P5 - Convention de superposition d'affectation avec la Ville d'Angers et la société Angers Loire Tourisme Expo Congrès	06 novembre 2025
	URBANISME ET AMENAGEMENT URBAIN	
AR-2025-265	Réserves foncières - Mûrs-Érigné - 6 bis cour des Closeaux - Convention de gestion	07 novembre 2025
	AMENAGEMENT DE VOIRIE URBAINE	
AR-2025-273	Saint-Léger-de-Linières - Lotissement Le Toulonnet - Convention de rétrocession des voies et espaces communs	25 novembre 2025
	BATIMENTS ET PATRIMOINE COMMUNAUTAIRE	
AR-2025-266	Les Ponts-de-Cé - L'Ile au Bourg - Parcelle cadastrée section AR n°149 - Convention d'occupation précaire au profit des conjoints BARBOSA	10 novembre 2025
AR-2025-268	Quartier Centre-Ville 29 rue Thiers - Convention de servitudes de dispositif de vidéoprotection sur le patrimoine immobilier d'un tiers d'ouvrage avec la Ville d'Angers.	13 novembre 2025
	FINANCES	
AR-2025-271	Réalisation d'une ligne de trésorerie - Budget annexe Réseaux de chaleur	24 novembre 2025

AR-2025-272	Transfert d'un emprunt du budget annexe Déchets vers le budget principal	24 novembre 2025
SERVICE DES ASSEMBLEES		
AR-2025-263	Délégations à la direction Cycle des déchets (DCD)	05 novembre 2025
AR-2025-267	Délégations à la direction des Ressources humaines (DRH)	12 novembre 2025

Liste des marchés conclus en application de la délégation du conseil au président

N° de marché / AC	Types Marché F-S-T-PI	Objet du marché	Libellé des lots ou lot unique	Entreprise attributaire	Code postal	Ville	Montant en € HT
A25104D	S	Massification sur le centre de Villechien de déchets collectés en petite quantité sur les déchèteries d'ALM	Lot unique	ENVIE2E 49	49800	TRELAZE	450 540,00
CA2505P	F	Fournitures Petite Enfance	Lot 1 : Changes complets	LES CELLULOSES DE BROCELIANDE	56800	PLOERMEL	210 000,00
CA2506P	F	Fournitures Petite Enfance	Lot 2 : Lait infantile (1er et 2ème âge)	SODILAC	92532	LEVALLOIS PERRET	42 000,00
CA2507P	F	Fournitures Petite Enfance	Lot 3 : Petits pots	Laboratoires RIVADIS SAS	79100	LOUZY	30 000,00
CA2508P	F	Fournitures Petite Enfance	Lot 4 : Produits d'hygiène (savons)	Laboratoires RIVADIS SAS	79100	LOUZY	36 000,00
A25105E	PI	Actualisation du zonage des eaux pluviales du territoire d'Angers Loire Métropole	Lot unique	SEPIA Conseils	75003	PARIS	71 525,00
A25106P	T	Travaux de réseaux et de voirie dans le cadre de la requalification de la rue Albert Camus à Montreuil-Juigné	Lot unique	EUROVIA ATLANTIQUE	49181	SAINT BARTHELEMY D'ANJOU	527 989,67
G25026P	S	Mise à disposition des accueils physiques et téléphoniques	Lot unique	ACCEO/TADEO	94100	Saint Maur des Fosses	40 000,00
G25027P	F	Acquisition de certificats électroniques	Lot unique	Certigna	59890	Villeneuve d'Ascq	40 000,00
A25107P	S	Mission de contrôle technique pour l'extension du groupe scolaire Georges HUBERT à Briollay	Lot unique	APAVE	49070	BEAUCOUZE	10 470,00
A25109P	PI	Assistance à Maîtrise d'ouvrage (AMO) : Appui à l'analyse des candidatures et des offres dans le cadre d'un appel à manifestation d'intérêt pour le projet d'une centrale solaire au sol sur la zone de l'aéroport d'Angers-Marcé	Lot unique	Energies Ouvertes (EO)	35600	REDON	40 000,00
A25110T	T	Expérimentation consolidation appareil de voie ligne A	Lot unique	ETF	44800	SAINT HERBLAIN	27 910,00
A25111D	F	ACHAT ET REMPLACEMENT D UN BASCULEUR DE BENNES A VERRES	Lot unique	TERBERG	91090	LISSES	58 225,10
A25112P	PI	Assistance à Maîtrise d'ouvrage (AMO) : suivi annuel de la labellisation d'Angers Loire Métropole et la Ville d'Angers pour 3 ans	Lot unique	intermezzo	75020	PARIS	40 000,00

A25113P	S	Levée des freins à l'emploi : favoriser l'apprentissage du français pour faciliter l'accès à l'emploi	Lot unique	Service Institut municipal Direction de la culture Ville d'Angers	49000	ANGERS	8 418,25
A25114P	F	ACHAT DE MODULAIRES A USAGE SANITAIRE	Lot unique	CHALET'S ET LOISIRS	60119	HENONVILLE	79 085,00
A25116P	S	Mission de contrôle technique pour l'extension du groupe scolaire Félix Pauger à Saint-Lambert-La-Potherie	Lot unique	APAVE INFRASTRUCTURES ET CONSTRUCTION	49070	BEAUCOUZE	12 642,50
A25117D	T	Construction d'un abri pour sécurisation du stationnement des engins du centre de l'Ardoiserie	Lot unique	BAM TRAVAUX SERVICES	49310	VIHIERS	55 938,62

Sur 18 attributaires : 1 d'Angers ; 4 sur le territoire d'ALM ; 1 du département, 1 de la région Pays de la Loire et 11 en France

Monsieur le Président – Je vous demande maintenant de bien vouloir me donner acte de la liste des décisions de la commission permanente du 1^{er} décembre 2025, ainsi que la liste des arrêtés pris en vertu de l'article L. 5211-10 du code général des collectivités territoriales et enfin, la liste des marchés pris en application de la délégation du conseil au président.

Liste des décisions de la commission permanente du 1^{er} décembre 2025. : le conseil donne acte.

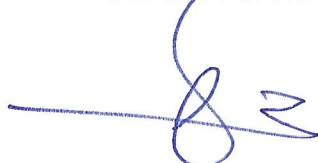
Liste des arrêtés : Le conseil donne acte.

Liste des marchés conclus en application de la délégation du conseil au président : le conseil donne acte.

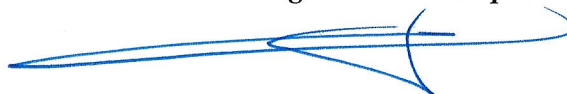
N'ayant pas reçu de question diverse, je vous remercie de votre participation et je lève la séance.

La séance est levée à 20 heures 45

M. Patrice NUNEZ
Secrétaire de séance

A blue ink signature of M. Patrice NUNEZ, consisting of a horizontal line followed by a large loop and a small 'N' shape.

Christophe BECHU
Président d'Angers Loire Métropole

A blue ink signature of Christophe BECHU, featuring a long horizontal line with a large loop and a small 'B' shape.